

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

L'ÉVOLUTION HISTORIQUE
DE
LA PROPRIÉTÉ FONCIÈRE
EN SERBIE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le mercredi 5 juin 1929, à 2 heures

PAR

Alexandre MILENOVITCH

Président : M. HITIER, professeur
Suffragants { MM. TRUCHY, professeur
LESCURE, professeur

PARIS

JOUVE & C^e ÉDITEURS

16 RUE RACINE

1929

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

L'ÉVOLUTION HISTORIQUE
DE
LA PROPRIÉTÉ FONCIÈRE
EN SERBIE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le mercredi 5 juin 1929, à 2 heures

PAR

Alexandre MILENOVITCH

Président : M. HITIER, professeur
Suffragants { MM. TRUCHY, professeur
LESCURE, professeur

PARIS
JOUVE & C^o, ÉDITEURS
15, RUE RACINE, 15

1929

*La Faculté n'entend donner aucune approbation ni
improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces
opinions doivent être considérées comme propres à leurs
auteurs.*



L'ÉVOLUTION HISTORIQUE DE LA PROPRIÉTÉ FONCIÈRE EN SERBIE

AVANT-PROPOS

Le rêve national du peuple serbe de réunir dans un Etat indépendant tous les Slaves du sud a été réalisé en partie en 1918 avec l'aide de ses grandes alliées. Le nouvel Etat yougoslave a été reconnu par la France, les Etats-Unis, l'Angleterre (en 1919) et d'autres pays par des actes séparés. Dans les traités de paix de Saint-Germain, de Trianon et de Neuilly il a été reconnu également par l'Autriche, la Hongrie et la Bulgarie. Le nouveau royaume est formé par les deux Etats serbes indépendants : la Serbie et le Monténégro, et par des provinces slaves de l'ancienne Autriche-Hongrie : la Croatie, la Slovénie, la Voïvodina, la Bosnie-Herzégovine et la Dalmatie. La Yougoslavie est un Etat agricole par excellence. Sur un chiffre total de population de 12.617.359 habitants, plus de 85 % s'occupent d'agriculture. La surface du royaume est de 248.805 kilomètres carrés avec 90 % de terrains productifs, soit 8 à 9 hectares de terres productives pour cinq habitants (1).

Le problème le plus important que le nouvel Etat ait eu à résoudre, fut la *réforme agraire*. En effet, dans certaines provinces composant le royaume, un régime d'asservissement des

1. M. Nédelkovitch, *Etat économique et financier du royaume des Serbes, Croates et Slovènes au début de 1924*. Paris, 1924, p. 3.

paysans aux seigneurs fonciers existait encore. Dans d'autres provinces, en raison de la prédominance de la grande propriété foncière la population était relativement dense sur le reste du territoire. Tous ces paysans attendaient du nouvel Etat non seulement la liberté politique, mais surtout la liberté économique. Si on laisse les hommes maîtres de leurs biens et du produit de leur travail, on peut les priver des libertés politiques, qu'ils n'en seront pas moins heureux. Mais on peut donner aux gens toutes les libertés politiques, ils ne seront pas heureux pour cela, s'ils restent pauvres et dépendants. Le gouvernement yougoslave devait agir vite pour réparer « l'injustice sociale », qui privait les paysans de la propriété foncière sur des biens qu'ils cultivaient depuis des siècles, qui permettait aux uns de posséder de très vastes étendues de territoire et de forcer les autres à se serrer sur ce qui restait de terre. Dans la première proclamation au peuple yougoslave le roi Alexandre donnait au peuple une promesse en ce sens : « Je désire que l'on commence immédiatement la juste solution de la question agraire, qu'on abolisse le servage et les grandes propriétés foncières. Dans les deux cas, la terre sera partagée entre les agriculteurs pauvres, tandis que les anciens propriétaires recevront un juste dédommagement. Que chaque Serbe, Croate et Slovène soit maître de sa terre. C'est pourquoi j'ai invité mon gouvernement à former tout de suite une commission pour préparer la solution de la question agraire et j'invite les paysans serfs à attendre tranquillement, avec confiance en ma parole royale, que notre Etat leur donne par voie légale, la terre qui, dorénavant, n'appartiendra qu'à Dieu, et à eux seulement, *comme c'est le cas en Serbie depuis longtemps* (1). »

La parole royale a été respectée. Déjà le 25 février 1919, un décret a esquissé les principes de la réforme à accomplir. On créait le ministère de la réforme agraire. Dans l'exécution de la réforme agraire, le ministère étant obligé de régler beaucoup de détails, plusieurs décrets et règlements furent édictés, pour les

1. Nédelkovitch, *op. cit.*, p. 16.

cas spéciaux qui surgissaient à chaque instant. Plus tard, ces mesures administratives furent réunies et publiées en deux volumes sous le titre : *La réforme agraire*. La Constitution de 1924 a donné à tous ces décrets force de loi. Enfin, par la Constitution les grandes lignes de la réforme agraire furent définitivement fixées. Les principes proclamés par la Constitution en ce qui concerne la réforme agraire sont les suivants :

L'article 37 : « La propriété est inviolable. De la propriété découlent aussi des obligations. Son utilisation ne doit pas être préjudiciable à la collectivité. La superficie, les dimensions et les limites de la propriété privée sont établies par la loi. L'expropriation de la propriété privée est autorisée dans un but d'intérêt général, mais avec une indemnité compensatrice accordée aux particuliers. »

L'article 38 : « Les fidéicommiss sont supprimés. »

L'article 41 : « Les grands domaines forestiers privés seront également expropriés et deviendront la propriété de l'Etat ou des corps administratifs autonomes. » Le même article stipule : « Que le Code forestier établira les conditions dans lesquelles les agriculteurs et tous ceux qui s'occupent accidentellement d'agriculture pourront bénéficier des coupes de bois pour la construction et pour le chauffage, ainsi que du pacage dans les forêts de l'Etat ou des corps-autonomes. »

L'article 42 : « Les conditions féodales sont également abolies depuis le jour de la libération du joug étranger. Toutes les injustices commises avant cette date par la suppression des conditions féodales, ou par leur transformation en institution de droit privé, doivent être réparées par la voie législative. Les kmètes (1), comme en général les agriculteurs qui cultivent la terre dans des conditions analogues à celles du kmète, sont déclarés propriétaires libres des terres de l'Etat et n'ont aucune indemnité à verser. »

« L'expropriation des grands domaines et leur partage et attri-

1: La condition du kmète répond à celle du colon.

bution en propre à ceux qui exploitent la terre seront réglés par une loi. La loi déterminera les indemnités qui devront être accordées pour cette expropriation. Pour les grands domaines qui avaient appartenu aux membres des anciennes dynasties étrangères et pour ceux que le gouvernement étranger avait donnés à des particuliers, il ne sera pas accordé d'indemnité. »

« La colonisation s'effectuera tout d'abord au moyen de collectivités librement organisées. Les colons devront être pourvus de tous les moyens indispensables pour une production suffisante. La priorité pour la colonisation et pour le partage des terres expropriées est accordée aux combattants indigents qui ont lutté pour l'affranchissement des Serbes, Croates et Slovénes. »

L'article 43 : « Une loi fixera le maximum de propriété foncière pour une famille, ainsi que les cas où le minimum de terres ne pourra être aliéné (1). »

Quels ont été les résultats obtenus par ces mesures constitutionnelles et législatives ? On ne connaît pas de chiffres exacts. D'après M. Nedelkovitch (2), on aurait ainsi institué déjà un demi-million de familles de libres propriétaires ruraux, soit plus de deux millions d'âmes. En tous cas, les résultats de la réforme agraire ont été assez appréciables. Cependant, on a beaucoup protesté contre l'incapacité des fonctionnaires, qui étaient chargés de l'exécution de la réforme agraire, et contre l'inefficacité de cette réforme. Ce mécontentement ne peut être expliqué que par l'impatience de chacun de voir ce problème résolu le plus tôt possible. Néanmoins, on doit reconnaître que l'administration a beaucoup fait étant donnée l'inexpérience des fonctionnaires et les difficultés impliquées par un tel travail.

A la fin de sa proclamation au peuple, par laquelle il promettait solennellement de rendre les paysans maîtres de leurs terres, le roi Alexandre disait : « La terre n'appartiendra dorénavant qu'à

1. Ces articles de la Constitution de 1921 sont cités d'après M. Ivšic, *Les problèmes agraires en Yougoslavie*. Paris, 1926, p. 99 et 100.

2. Nedelkovitch, *op. cit.*, p. 18.

Dieu et aux paysans seulement, *comme c'est le cas en Serbie depuis longtemps.* » En effet, dans la Serbie d'avant la guerre, l'Etat n'avait rien à faire en ce qui concernait la réforme agraire. Tous les paysans serbes étaient déjà depuis longtemps propriétaires de leurs terres. Et non seulement les paysans, en Serbie, étaient libres propriétaires de leurs terres, mais on ignorait même dans ce pays le régime de la grande propriété foncière. D'après le dernier recensement d'avant-guerre, les propriétés rurales étaient réparties en Serbie de la manière suivante (1) :

Jusqu'à 2	*hectares	50.541
De 2 à 5	—	73.627
— 5 à 10	—	78.260
— 10 à 30	—	48.515
— 30 à 60	—	3.329
— 60 à 100	—	397
— 100 à 300	—	83
Au-dessus de 300	—	3

Il faut noter que toutes les propriétés supérieures à 100 hectares appartenaient à des *zadrugas*, de nombreuses familles, dont les membres possédaient la terre en commun.

Le problème agraire avait été résolu en Serbie dès le début du xix^e siècle, en 1830 et en 1833. Le prince *Miloche Obrénovitch* avait proclamé en 1830 le principe que la terre doit appartenir à celui qui la cultive. Depuis lors, chaque paysan était le maître absolu de sa terre et jouissait librement des produits de son travail. En 1878, lors d'un nouvel agrandissement du territoire serbe, le principe du prince Miloche avait été respecté et les terres avaient été données à ceux qui les cultivaient. Enfin, comme on l'a vu, le roi Alexandre a appliqué le même principe en Yougoslavie. Toutes les richesses en Serbie ayant été réparties proportionnellement, ce pays n'a jamais connu de troubles sociaux. La paix sociale à l'intérieur a rendu possible la préparation sérieuse par le peuple serbe de la libération de tous les Slaves du Sud.

1. Nedelkovitch, *op. cit.*, p. 14.

Dans notre étude, nous nous sommes proposé d'examiner la propriété foncière en Serbie dans son évolution historique et de montrer comment les paysans serbes sont devenus maîtres de leurs terres. Nous avons d'abord essayé d'expliquer comment la propriété foncière s'est formée dans les tribus slaves, descendues de Russie dans la péninsule balkanique. Ensuite, dans les deux premiers chapitres, nous avons exposé le régime des terres et la condition des personnes dans l'ancien Etat serbe du moyen âge et pendant la domination turque en Serbie. Le chapitre IV est consacré à la libération du peuple serbe du joug ottoman et aux deux réformes agraires de 1830 et 1833 et de 1878. Les chapitres III et V étudient la zadrouga d'après le droit coutumier, son origine et la réglementation de cette institution par le Code civil de 1844. Enfin, le dernier chapitre est consacré à l'étude de la crise du crédit agricole en Serbie au XIX^e siècle et aux mesures que le gouvernement avait prises pour protéger la petite propriété paysanne.

INTRODUCTION

La prospérité de la péninsule des Balkans était grande au début de l'ère chrétienne. Ses habitants vivaient en tribus indépendantes les unes des autres et s'occupaient d'agriculture et d'élevage du bétail au moment où l'empire romain s'incorpora cette partie du monde. Les Romains fondèrent des colonies militaires qui vécurent dans des forts et laissèrent aux habitants leur organisation primitive. Lorsque, au ⁱⁱⁱ^e siècle, les Romains s'installèrent solidement dans la péninsule, la population romaine repoussa la population ancienne qui se replia vers les montagnes et, abandonnant l'agriculture, se voua à l'élevage du bétail. Les villes de Naïssus, Singidunum, Sirmium et Scupi devinrent riches et prospères. La péninsule abondait en mines d'argent, de cuivre et de plomb. Une grande route, la Via Aegnatia, qui reliait l'Italie à Constantinople, devint une grande voie de communication mondiale.

Lorsque Jules César comprit qu'il était difficile de gouverner de Rome des régions qui s'étendaient de la Bretagne à l'Euphrate, il les partagea en deux unités administratives. La ligne de démarcation allait de Belgrade à Scutari. En l'an 395 de notre ère, sous Théodose, l'empire romain se divisa en empire d'Occident et empire d'Orient. Par ce fait, les terres, qui furent peuplées plus tard par les tribus slaves, dont est issu le peuple serbe, se trouvèrent comprises dans les frontières de l'empire d'Orient.

La prospérité des régions balkaniques fut anéantie par la terrible tourmente qui se prolongea jusqu'à la fin du ^{vii}^e siècle et dont la guerre des « marcomans » sous Marc Aurèle (fin du

re siècle de notre ère) fut le prologue. Pendant ce temps, différents peuples vinrent piller l'empire d'Orient. Les tribus des Goths, des Huns, des Hérules, des Gépides dévastèrent des régions entières. Ces tribus guerrières s'arrêtaient quelquefois et s'installaient sur des territoires dévastés.

Lorsque, après cette période de troubles le calme revint, la péninsule offrait le tableau suivant : « L'empire romain a disparu. Les bazileis byzantins s'efforcent péniblement de recueillir les épaves de la civilisation antique et travaillent à soumettre à leur influence les tribus barbares qui se disputent les débris de l'héritage des Augustus. Parmi les peuples qui ont submergé la presqu'île, les Slaves, par leur nombre et l'étendue des territoires qu'ils ont conquis, tiennent dès lors la première place » (1).

C'est au début du ^{vi}e siècle que les tribus slaves commencèrent à descendre en masses compactes de la Transylvanie vers le Danube inférieur. Leur pays d'origine était la région de marécages et de forêts comprise entre la Vistule supérieure, le haut Dniester et la rive occidentale du Dniéper. Les nouveaux habitants de la péninsule étaient de souche aryenne et indo-européenne.

Dans leur pays d'origine, les tribus slaves vivaient des produits de l'agriculture et de l'élevage de nombreux bétail. L'historien byzantin Procope (en 565) nous dit « qu'au moment de leur arrivée dans les Balkans, chaque tribu slave était commandée par un chef héréditaire » et que « l'organisation intérieure de la tribu était démocratique ». Leurs habitations étaient dispersées et presque toujours cachées. « Ils ne se réunissent pas en villages, mais habitent des huttes d'argile et de bois, séparées les unes des autres et qu'ils cachent dans les marécages et les forêts » (2).

L'influence de l'empire byzantin fut énorme sur les tribus slaves. Ce pays de civilisation avancée s'immisçait facilement

1. E. Denis, *La Grande Serbie*. Paris, 1919, p. 21.

2. E. Denis, *ibid.*, p. 22.

dans les affaires des petits Etats en voie de formation. Plusieurs tribus slaves demandèrent même aux empereurs byzantins la permission de s'installer sur le territoire de l'empire. Par ce fait, ces tribus se trouvèrent dans un état de vassalité envers l'empire. Leurs chefs devinrent des « archontes » byzantins, donc des gouverneurs byzantins sur des terres occupées par leur tribu. Les autres tribus, qui cependant, prirent possession de leur territoire par la force, furent vaincues après un certain temps et tombèrent elles aussi sous la domination byzantine. Les chefs de ces tribus, simples fonctionnaires de l'empereur de Byzance, pouvaient être destitués par l'empereur au gré de ce dernier. Chacune de ces tribus vivait sa vie autonome tout en étant dans un état de vassalité à l'égard de l'empire.

C'est seulement après cinq siècles qu'une tribu, la plus forte, subjuga les autres et réussit à former un Etat plus stable. C'est ainsi que cette région parcourue et dévastée par les tribus slaves plutôt que véritablement occupée, devint réellement leur domaine.

* * *

L'origine de la tribu slave, le *plémé*, est basée sur l'idée d'un ancêtre commun, de même que dans la gens romaine. Chaque tribu est composée de plusieurs fraternités (*bratstvo*). Enfin chaque fraternité comprend plusieurs familles (*zadrouga*). La parenté était à la base de l'organisation de chaque tribu. Les membres d'une fraternité même ne se mariaient pas entre eux, considérant qu'ils étaient tous des descendants d'un ancêtre commun.

Chacune de ces tribus était commandée par un chef héréditaire. Pour toutes les affaires d'une grande importance le chef consultait l'Assemblée de tous les membres libres du *plémé*. Les tribus, dans les premiers temps de leur arrivée dans les Balkans étaient dépourvues d'organisation militaire. C'étaient plutôt des groupes de familles.

Les tribus guerroyaient le plus souvent les unes contre les autres. Le butin consistait en troupeaux. Pour attaquer, on prenait presque toujours les cols des montagnes. Etant nomades, les guerriers dans leurs déplacements emportaient avec eux tous leurs biens et se faisaient accompagner de leurs femmes et de leurs enfants. Pour faire la guerre, ils utilisaient rarement les chevaux et ne portaient jamais de cuirasse.

Les plémés menaient une vie nomade. Leur occupation était l'élevage du bétail et la chasse. Pourtant, même dans ces temps lointains, il existait des plémés qui s'occupaient d'agriculture et vivaient dans des agglomérations stables (1). Mais la plupart de ces nomades slaves habitaient des huttes en terre ou en bois, très dispersées et cachées dans les forêts ou autour des marécages. Un Arabe, Haroun ben Yahia (vers 880) mentionne dans la description d'un voyage de Constantinople à Rome « que les Slaves possèdent des maisons en bois » (2).

La vie dans les tribus slaves était très simple. L'historien byzantin Procope, que nous avons déjà mentionné, constatait que les Slaves étaient sales ; quand il n'y avait pas de guerres, ils ne faisaient rien, ne travaillaient point et passaient leur temps à boire. D'autres auteurs byzantins ont raconté que les Slaves étaient belliqueux et perfides ; qu'ils étaient toujours prêts à faire du mal. Ils suggéraient qu'il fallait les tenir plutôt par la force que par les cadeaux. Ils ajoutaient que les Slaves étaient aussi sauvages et cruels que les autres nomades, appartenant à d'autres tribus barbares. Toutefois, ils constataient aussi chez les Slaves des sentiments d'altruisme, de fidélité et surtout d'hospitalité.

* * *

Dans ces tribus slaves se formèrent après un certain temps, des organisations politiques, sous le nom de *joupa*. Ce fut le

1. Stanoje Stanoyévitch, *La Byzance et les Serbes*. Belgrade, t. II, p. 190.

2. Constantine Yirétcheck, *L'Histoire des Serbes*. Belgrade, 1922, t. I, p. 142.

noyau autour duquel se groupa le premier Etat serbe. Il y avait presque autant de joupas que de tribus. Chaque joupa comprenait ordinairement une grande vallée. Les noms des joupas n'étaient le plus souvent que ceux des fleuves qui les traversaient; plus rarement le nom du pays ou du fort. Les frontières entre les diverses joupas furent des forêts épaisses et profondes. Le centre d'une joupa était le *grad*, un lieu fortifié, qui était gardé et conservé par les soins des habitants de la joupa.

A la tête de chaque joupa se trouvait le chef héréditaire, le *joupan*. Le joupan était le commandant suprême de l'armée et le juge suprême. Il représentait la joupa devant l'étranger. Le titre de joupan s'obtenait aussi par élection. Il est probable que les joupans se recrutaient parmi les chefs des fraternités ayant beaucoup d'influence et de mérite. La capitale du joupan s'appelait *dvor*.

A côté du joupan, les hommes les plus influents de la joupa furent ses conseillers. Le pouvoir du joupan était donc borné par celui de ces hommes. En plus, le joupan ne pouvait entreprendre rien d'important sans le consentement de l'Assemblée populaire. Cette Assemblée était surtout compétente pour élire le joupan au cas où ce titre était vacant, pour déclarer la guerre ou conclure la paix. A cette Assemblée avait le droit d'assister tout homme libre de la joupa, la noblesse n'existant pas encore. Un article du célèbre code de l'empereur Douchan, dont nous parlerons plus tard dit : « Les paysans ne sont pas autorisés à organiser des Assemblées. Celui qui assiste à ces Assemblées aura les oreilles coupées et les cils brûlés. » Cela prouve que dans les temps les plus avancés tous les hommes libres faisaient partie des Assemblées (1). Et cette habitude chez le peuple était si forte qu'il fallait prendre des mesures spéciales pour l'empêcher de s'assembler. Ces Assemblées se tenaient en plein air, généralement autour d'un grand arbre.

En un mot, l'organisation politique de la joupa était démocratique.

1. Aleksa Yovanovitch, *Les documents pour l'histoire de l'ancien droit serbe*. Belgrade, 1896, p. 163-166.

cratique. Le peuple était consulté pour toutes les affaires importantes et l'on ne faisait rien sans son consentement. La noblesse n'existait pas. Le joupan était le chef des gens libres et indépendants.

* ■ *

Chez les tribus slaves la propriété de la terre s'est formée de la même manière que partout ailleurs. Dans ce temps lointain, il n'était pas encore question du droit de propriété tel qu'on le comprend aujourd'hui. La définition du droit de propriété des jurisconsultes romains se composant de trois éléments : l'usus, le fructus et l'abusus, n'était pas encore connue dans les tribus nomades slaves. La propriété foncière n'est apparue qu'au moment où ces groupes de gens ont commencé à pratiquer l'agriculture d'une façon plus perfectionnée.

Les tribus, dans leur vie nomade, alors qu'elles ne vivaient que de la chasse, de la pêche et de l'élevage du bétail, ne connaissaient pas encore la propriété de la terre. Cette idée ne pouvait même pas venir à l'esprit de ces gens, la terre étant en abondance. Dans ces temps primitifs, les gens se contentaient de ramasser les fruits, après quoi ils quittaient ce lieu pour un autre. La terre n'était qu'une *res nullius*, comportant l'exclusion des étrangers de l'usufruit de cette terre. Le droit de la tribu, ce n'était que le *jus impérium* ; le *jus dominium* n'était pas encore connu. Même dans les premiers temps de l'agriculture les gens n'utilisaient une terre que jusqu'à son épuisement, puis la changeaient pour une autre. Montgailhard cite l'exemple des tribus arabes : « Si l'on juge par ce que pratiquent encore les arabes, les peuples pasteurs se bornaient à se fixer temporairement sur les terres qu'ils rencontraient dans leurs courses, à y donner quelques labours superficiels, à y jeter du grain, à attendre le moment de le recueillir, puis à continuer leurs courses pour aller planter leurs tentes en d'autres lieux. Mais, pendant le temps qu'il a employé à labourer cette terre, à l'ensemencer, à la moissonner, le nomade entend en être le seul pos-

sesseur (1). » Petit à petit, cependant, la population ayant augmenté, les gens commencent à s'attacher à la terre. La production et la culture des terres deviennent intensives. Étant déjà relativement rare, la terre devient un bien de valeur.

Maintenant, on peut déjà parler de la propriété foncière. Nous avons déjà dit qu'au début, c'était la tribu qui avait le droit d'imperium sur toute la terre. La tribu n'avait pas encore la propriété des terres sur lesquelles elle se trouvait. Les membres de chaque tribu n'étaient que des usagers de ces terres. Chacun pouvait les exploiter et en recueillir les fruits. Une fois que la tribu est définitivement fixée sur un territoire, l'agriculture s'intensifie et la propriété foncière naît.

La plupart des chefs des tribus slaves étaient des vassaux et des fonctionnaires byzantins. Pour les récompenser, les empereurs byzantins leur concédaient à titre de bénéfice militaire les terres qu'ils gouvernaient. De ce droit d'abord assez vague, les chefs, tout en gardant le droit d'imperium sur l'ensemble des territoires, se sont attribués la propriété absolue d'une partie des terres, en laissant aux habitants un droit d'usufruit familial. Les titres des bénéfices militaires étaient héréditaires la plupart du temps. Le chef se créait un droit de propriété absolue seulement sur une partie de la terre, celle où se trouvaient son château, ses pâturages, ses vignes, etc. La terre du chef et de sa famille était cultivée par les membres de la tribu, cela comme une simple aide (2).

D'autre part, la hutte, l'enclos et une portion de terre adjacente, aussi bien que le verger, deviennent la propriété de la famille qui y habite. Toutefois la famille n'a pas une notion exacte de son droit de propriété. Le mode de culture de la terre étant encore très primitif, il fallait la force de plusieurs hommes pour faire ce travail. Chez les tribus slaves, les

1. Desazars de Montgailhard, *Les théories du jour sur la propriété collective en matière agraire*. Toulouse, 1909, p. 4.

2. Mirko M. Kossitch, *Les éléments de la politique économique*. Belgrade, 1925, p. 178.

paysans étaient groupés en *zadrugas*, en grandes familles, qui possédaient la terre, qu'elles cultivaient en commun (1). La famille, en travaillant ce lopin de terre commençait à le considérer comme sa propriété. Cependant, ce n'était pas le droit de propriété complet et absolu, la propriété individuelle, car le droit de disposer librement de ces terres n'existait pas encore ni pour le chef de la *zadruga* ni pour les membres. La famille vivait sur une portion de terre où les générations se succédaient.

Enfin, toutes les terres en friche, les forêts, les pâturages, les mines de pierre, les sources restaient la propriété collective de la tribu ou du village.

Donc, dans les premiers temps de la formation de la propriété foncière, la terre appartenait à ceux qui la cultivaient. Le paysan libre, propriétaire, naquit au moment où la terre fut définitivement habitée par une tribu et où la culture des terres devint intensive. Pourtant, alors, la population devint de plus en plus nombreuse. Les terres en friche, les forêts, commençaient à se peupler. Les gens qui arrivaient plus tard réunis en familles ou en groupes de familles s'installaient sur ces terres avec la permission du chef de la tribu. Pour avoir le droit d'y vivre et d'y travailler, ils s'engageaient à donner au chef une partie des produits obtenus sur les terres. Ce furent des *colons*, gens à moitié libres, qui vivaient à côté des paysans libres, les premiers occupants. D'autre part, les anciens habitants des terres occupées étaient soit des romains, soit des membres d'autres tribus barbares, qui ne différaient pas beaucoup des tribus slaves. Par l'occupation, une partie des anciens habitants était devenue esclave des occupants ; le reste avait cédé la place aux nouveaux venus et s'était replié vers les montagnes. L'assimilation de ces anciens habitants s'effectua vite sous la protection du christianisme. Vivant et travaillant à côté des colons et des

1. Milorad Nédelkovitch, *Les éléments de l'Economie politique*. Belgrade. 1921, p. 220-221.

esclaves, les paysans libres propriétaires des terres subirent une transformation eux aussi. Ceux qui étaient plus forts et plus habiles devinrent des petits chefs et des propriétaires fonciers avec l'approbation du chef de la tribu. Une autre partie garda un lopin de terre libre, mais grevé de différentes redevances au chef. Enfin le reste fut assimilé aux colons.

Avec le temps, par les guerres ou les alliances ces nombreuses tribus arrivèrent à former un Etat d'abord primitif et instable, ensuite grand et fort. Une fois l'Etat formé, de la masse du peuple se dégagait une classe privilégiée. Cette classe fut d'abord composée du chef de l'Etat, de sa famille, de son entourage direct, des chefs des tribus faisant partie de l'Etat et des hommes influents de chaque tribu. Et alors, on constata les symptômes de l'avènement du régime féodal. La terre étant la principale richesse et le moyen de puissance, une double évolution se produisit. D'abord les hommes puissants commencèrent à accaparer la propriété libre paysanne sur les terres et par là à agrandir leurs domaines. Ensuite, par tous les moyens, ils essayaient de réduire la condition des paysans libres à celle des colons ou des serfs. C'est cette situation que nous trouverons dans l'Etat serbe du moyen âge. Pourtant la féodalité n'a pas pu se développer complètement en Serbie, l'évolution naturelle des choses ayant été interrompue par l'envahissement de l'Etat serbe par l'armée turque.

CHAPITRE PREMIER

LE RÉGIME DES TERRES ET LA CONDITION DES PERSONNES DANS L'ÉTAT SERBE AU MOYEN AGE

C'est seulement Etienne Némagna (1171-1196), le fondateur de la dynastie des Némagnitch, qui réussit à grouper en un Etat plus important, les différentes tribus serbes. Pendant plus de cinq siècles, les petites tribus serbes organisées en petits groupes politiques appelés joupas, étaient restées indépendantes les unes des autres, mais souvent vassales des empereurs de Byzance. Le seul fait jusqu'au ^{xiii} siècle ayant une importance particulière pour les tribus serbes, ce fut leur acceptation de la religion orthodoxe au ^x siècle, lorsque les disciples des grands apôtres slaves Cyrille et Méthode leur apportèrent une lithurgie nationale, avec la traduction des livres saints.

Les Némagnitch ont réussi à rejeter la suzeraineté byzantine et à étendre leur domination sur la plus grande partie de la péninsule balkanique. En 1217, Etienne, le premier couronné, obtint du pape le titre royal. Un peu plus de cent ans plus tard, Douchan le Fort prit le nom d'empereur des serbes et des grecs. L'Etat serbe était alors à l'apogée de sa puissance. L'empereur Douchan avait conçu le plan de fonder un empire gréco-serbe. Il conquiert la Macédoine, l'Albanie, l'Epire, l'Acarnanie, la Thessalie. Il avait étendu son pouvoir sur presque toutes les provinces de la péninsule, sauf la ville de Salonique et la Thrace. Il menaça même Constantinople. Et c'est justement au moment où ses troupes étaient arrivées en vue du Bosphore que la mort le prit ! C'est grâce à la mort de l'empereur Douchan

que l'histoire de Byzance à partir de ce moment ne se confondit pas avec celle de l'histoire de l'empire serbe.

Mais Douchan le Fort ne fut pas seulement un grand soldat, il fut aussi un grand constructeur. Après avoir agrandi son Etat et rendu son empire un des plus puissants de l'époque il se mit à lui donner une organisation politique digne de sa grandeur et de son importance. Le pouvoir central et l'organisation administrative de l'Etat furent organisés sur le type des institutions similaires de Byzance. Les titres des fonctionnaires et des dignitaires et leur genre de vie furent les mêmes qu'à Byzance. » Il trôna, entouré d'une étiquette toute byzantine, dans le magnifique costume des souverains de Constantinople. Les hauts dignitaires qui l'environnaient, les ministres qui l'assistaient, portèrent des titres sonores de la cour de Byzance ; ils furent césars, despotes, sébastocrates, logothètes, vestiaires, statèges (1) ». L'empereur Douchan en organisant les pouvoirs temporels n'a pas non plus oublié les pouvoirs spirituels. En donnant le titre de patriarche à l'archevêque de Péetch, il sépara l'église serbe de l'église de Constantinople et la rendit indépendante. Les couvents en ce temps étaient nombreux et riches. Ce furent dans l'Etat serbe du moyen-âge les foyers de la civilisation et de l'art. Les rois serbes et les empereurs pour gagner les grâces de Dieu élevaient de grands et de beaux monastères, les dotaient d'argent, de terres, d'esclaves et d'autres privilèges.

L'Etat serbe du ^{xiii}e et du ^{xiv}e siècle était riche et prospère. Sa richesse consistait surtout en bestiaux. On pratiquait l'agriculture, mais la culture de la terre n'était pas encore intensive. Un Français qui a traversé ce pays vers 1332, Guillaume Adam, loue la richesse et la beauté du paysage du Regnum Rasciae, rempli de grandes forêts, de prairies, de montagnes, de plaines et de vallées, agréablement arrosé par les eaux des sources ou des rivières, riche en céréales, en vins, en huiles et en viande, pos-

1. Charles Diehl, *Byzance*. Paris, 1926, p. 305.

sédant cinq mines d'or et de nombreuses mines d'argent, qui fournissent de l'argent mêlé à de l'or ; en résumé, tout ce qu'il produit est de qualité exquise (1).

Les princes de la dynastie des Némagnitch se mariaient avec des princesses byzantines. Les relations des habitants des deux pays étaient étroites et fréquentes. Les hauts dignitaires serbes envoyaient leurs enfants s'instruire à Byzance. Les premiers éléments de la civilisation étaient venus aux serbes de Bizance et par tradition cette influence persistait. Elle était d'ailleurs toute naturelle. « A un moment où l'Europe était encore barbare, où des villes de boue naissaient à peine dans les clairières des forêts allemandes, où la vie française tenait presque entière dans les guerres de château à château, Byzance avait des artistes et des poètes, écoutait de savants professeurs et des prédicateurs en vogue, se passionnait pour le cirque et pour le théâtre, se plaisait à des raffinements de bien-être, de luxe, de modes, de toilette, de galanterie (2). »

Aussi bien que l'organisation politique et administrative de l'Etat et la vie quotidienne des dignitaires, le droit lui aussi était tout imprégné des principes du droit byzantin. Vers la fin du ^{xiii}^e siècle, on traduisit en serbe le Nomokanon de Photius et le Prochiron de Basille I. Mais l'activité de l'Etat étant de plus en plus grande, la vie économique s'intensifiant de plus en plus, les rapports de toutes sortes devenant de plus en plus nombreux et complexes, ces lois ne suffisaient pas. Les rois et les empereurs serbes comblaient ces lacunes par des décrets qu'ils édictaient et par lesquels ils réglementaient différentes questions à mesure qu'elles se présentaient. L'empereur Douchan le Fort entreprit de codifier tous ces décrets et actes officiels et de les compléter là où ils n'étaient pas assez clairs. Au cas où des dispositions manquaient pour réglementer certains rapports, il les édictait. Dans l'élaboration de son Code, l'empereur Douchan s'était naturellement inspiré du droit byzantin, mais il ne l'ap-

1. Yirétehek, *La civilisation serbe au moyen-âge*. Paris, 1920, p. 47.

2. A. Rambaud, *Etudes sur l'histoire byzantine*. Paris, 1912.

pliquait qu'après l'avoir adapté aux conditions et aux exigences de la vie de son Etat.

Le Code de Douchan est un document précieux pour la connaissance des serbes du moyen-âge. Cette œuvre grandiose suffit pour rendre le nom et le souvenir de Douchan le Fort chers à tous les serbes. Même sans ses victoires militaires et diplomatiques, il resterait le plus grand homme dans l'histoire du peuple serbe, ayant su le premier donner un statut légal aux habitants de son pays.

D'après la compilation du célèbre historien serbe, *Stoyan Novakovitch* (1) le Code de Douchan comprend 201 articles. Il est composé de deux parties : la première comprend 134 articles et fut édictée le 21 mai 1346 ; la deuxième comprend 67 articles et fut édictée en 1354. Malheureusement le texte original du Code Douchan ne nous a pas été conservé : il ne nous est connu aujourd'hui que par des transcriptions ou des copies. Il existe vingt transcriptions différentes. En ce qui nous concerne, ce sont les articles 39-47 et 74-83 qui règlent les rapports juridiques de la propriété des terres. Mais dans d'autres articles encore nous avons trouvé la lumière sur beaucoup de faits qui nous intéressent.

Dans notre étude du régime des terres et de la condition des personnes dans la Serbie du moyen-âge, nous nous sommes servis particulièrement des dispositions du Code Douchan qui se rapportent à ce sujet.

I

La société de l'Etat serbe du moyen-âge était divisée en deux classes : la classe privilégiée et la classe non privilégiée. La première était composée de l'empereur, de sa famille, des grands

1. *Stoyan Novakovitch, Le Code de l'empereur Douchan.* Belgrade, 1898.

dignitaires, des grands et petits nobles et du haut clergé. Cette classe détenait le pouvoir dans l'Etat et avait la charge et les bénéfices de toutes les fonctions administratives à titre civil ou militaire. La terre étant le plus solide et le meilleur facteur de la force et de la puissance, les gens appartenant à la classe privilégiée étaient propriétaires de grandes étendues de territoires. La grande noblesse cédait elle-même certaines portions de ses terres à d'autres petits seigneurs qui administraient ces biens et en même temps remplissaient une fonction officielle d'un genre ou d'un autre.

La classe non privilégiée était composée d'hommes qui portaient le nom commun de *sébris*. Les sébris se subdivisaient en deux groupes : ceux qui habitaient les villes et ceux qui habitaient la campagne. Les premiers comprenaient d'abord les *sokalniks*, les plus importants parmi les hommes non privilégiés. C'est dans cette classe d'hommes que se recrutaient les petits fonctionnaires, les administrateurs des biens seigneuriaux, les commerçants. Ensuite venaient les artisans, les ouvriers, etc... Ceux des sébris qui habitaient la campagne s'appelaient *méropsis* s'ils cultivaient leurs terres ou *vlassi* s'ils s'occupaient de l'élevage du bétail. Tout à fait en bas de l'échelle sociale se trouvaient des *otroks* (serfs).

La propriété foncière dans l'ancien Etat serbe pouvait être divisée en deux catégories. La première comprenait les terres appartenant à l'empereur, la notion de l'Etat étant confondue avec celle du chef de l'Etat. En général, toutes les terres n'appartenant pas à la classe privilégiée étaient considérées comme propriété de l'empereur. Il pouvait en disposer selon sa volonté. Sur une partie de ces terres que l'empereur considérait comme faisant partie de son *domaine privé*, il avait la propriété pleine et absolue. Il recueillait les produits de ces terres, qui étaient cultivées par des otroks ou des méropsis. Le reste des terres constituait le *domaine de la couronne*, c'est-à-dire que ces terres appartenaient à l'Etat que l'empereur personnifiait. Sur ces terres il avait le droit éminent. Il pouvait exiger des pres-

tations et des corvées des cultivateurs qui y vivaient et qui les cultivaient. Il pouvait en disposer à sa volonté et les céder à d'autres avec les droits qu'elles comportaient.

Le deuxième groupe comprend toutes les autres terres. Nous avons dit que l'empereur pouvait disposer des terres n'appartenant pas à la classe privilégiée. Sur des terres concédées à un noble, il n'avait pas le droit de libre disposition. Ce droit de propriété des nobles était réglementé par la loi, à l'abri de laquelle se trouvait le propriétaire. Enfin, nous trouvons aussi dans l'Etat serbe du moyen-âge la petite propriété libre des paysans.

D'après le titulaire du droit sur les terres, nous pouvons les classer de la manière suivante :

1^o **Les terres de l'Etat ;**

2^o **Les terres appartenant au chef de l'Etat à titre privé ;**

3^o **Les terres appartenant à la classe privilégiée :**

a) **La bahtina ;**

b) **La pronia ;**

c) **Le krayichté ;**

d) **La bahtina ecclésiastique ;**

4^o **Les terres appartenant à la classe non privilégiée :**

La bahtina roturière.

* * *

I. Les terres de l'Etat. — Les terres qui appartiennent à l'Etat sont celles qui n'appartiennent ni à la noblesse, ni au clergé, ni même à l'empereur en vertu du droit civil. Ce sont toutes les terres sur lesquelles l'Etat a un droit de disposition absolu. Les paysans habitant ces terres et les cultivant devaient à l'empereur des prestations et des corvées. En plus de toutes les terres n'appartenant pas à la classe privilégiée, l'Etat avait un droit de propriété aussi sur les terres désertes, en friche ou sur les forêts. Ces terres cessaient d'appartenir à l'Etat si l'em-

pereur les donnait à la noblesse ou au clergé en propriété ou à titre de bénéfice ; de même en cas d'aliénation ou d'échange d'une terre de l'Etat contre une autre.

Comment l'Etat était-il devenu propriétaire de ces terres ? Le plus souvent ce fut par voie de conquêtes. L'Etat était victorieux d'un Etat voisin, il élargissait ses frontières et ainsi il avait un droit de propriété sur des terres conquises. Dans l'Etat même, cela se passait de différentes façons ; ou bien un noble mourait sans héritiers et sa terre devenait propriété de l'Etat de par la loi ; ou bien un noble était condamné pour cause de trahison ou pour un autre crime prévu par la loi et sa terre était confisquée ; ou bien si une terre appartenant à l'église devenait déserte pour une cause quelconque, l'Etat en devenait propriétaire après un certain délai ; de même en ce qui concerne les terres seigneuriales restées sans propriétaire.

Nous avons déjà dit que l'empereur avait le droit de libre disposition sur ces terres. Il avait également le droit de percevoir certaines prestations et corvées sur les habitants de ces terres, et cédait aussi ce droit avec les terres. Le seul droit qu'il ne cédait pas, c'était l'impôt impérial, *le sotch*. L'art. 198 du Code de Douchan nous donne à propos du sotch, le renseignement suivant : « Les revenus impériaux, le sotch, les impositions, etc... seront payés par tout le monde : un modius de blé ou un perpère. On donnera la moitié du blé au mois de novembre et l'autre à Noël. Si le seigneur ne paye pas le sotch à terme, on le liera et on le renfermera à la cour impériale jusqu'à ce qu'il paie le double de ce qu'il devait(1). » Un modius de blé représentait une quantité d'environ 40 litres de blé et un perpère valait 6 frs or. Comme on le voit, le sotch pouvait être payé en monnaie ou en nature.

II. Le domaine privé de l'empereur. — Il existe très peu de documents qui nous renseignent d'une façon précise

1. Nous citons les articles du Code Douchan d'après la traduction de Pavlé Lebl, *Le Code Douchan*, Paris, 1912.

sur la nature de ce droit. Cependant, dans divers documents qui ont été conservés, on mentionne souvent les palais, les moulins, les pâturages, les vignobles, les jardins, les chasses, les troupeaux, les chevaux et les chiens de l'empereur. Nous pouvons donc conclure en toute sécurité que le domaine privé de l'empereur existait. Ces terres étaient cultivées par les serfs et les paysans qui les habitaient. Le droit de propriété sur ces terres était absolu et complet. L'empereur pouvait les aliéner, les laisser en héritage à sa famille. En un mot, ce droit se composait des trois éléments du droit romain : l'usus, le fructus et l'abusus. La propriété de l'empereur sur ses terres était perpétuelle. Lui et sa famille recueillaient tous les fruits de l'exploitation de ces terres.

III. La bachтина noble. — La bachтина noble sur les terres était le droit de propriété le plus complet. Ce droit était héréditaire et par là perpétuel. Le propriétaire en avait le droit de disposition *inter vivos et mortis causa*. Tous les revenus de ces terres appartenaient aux propriétaires. Les bachтинiks nobles étaient des fonctionnaires d'Etat à titre civil ou militaire. C'est à ce titre qu'ils avaient le droit d'exiger des prestations et des corvées des paysans qui habitaient leurs terres. La bachтина noble a un caractère d'institution de droit public : c'était une sorte de récompense aux fonctionnaires pour les services qu'ils rendaient à l'Etat. Les bachтинiks étaient les propriétaires non seulement des terres et des édifices, mais aussi des hommes (otroks). Le bachтиник, comme contre-partie à tous les bénéfices, devait en temps de guerre le service militaire à l'empereur. Il devait se présenter devant l'empereur à l'appel de celui-ci avec ses hommes.

Quelles sont les dispositions du Code de Douchan concernant la bachтина noble ? L'article 40 du Code assure d'abord le droit de propriété à tous ceux à qui les bachтинas ont été concédées jusqu'au jour de la promulgation du Code et à qui elles le seront dans l'avenir. Ces diplômes, décrets et actes officiels restent

valables et auront à l'avenir pleine vigueur. Le même article définit ensuite le droit de propriété sur les bachtinass : « Chacun sera libre d'en disposer à son gré, de les donner à l'église pour le salut de son âme ou de les vendre à n'importe qui. » Le droit de propriété sur une bachtinass se composait de l'utendi, fruendi et abutendi du droit romain. Un bachtinik pouvait échanger sa terre contre une autre, la donner comme gage, comme cadeau, comme dot, la vendre, la léguer par testament.

Qui pouvait être propriétaire d'une bachtinass ? L'article 39 du Code nous dit : « Les nobles et les petits nobles se trouvant dans mon empire — serbes et grecs — auxquels l'empire a donné des terres en bachtinass par lettres patentes et qui les tiennent jusqu'à ce jour, ont désormais des droits acquis sur leurs bachtinass. » Ce qu'on voit d'abord dans cette disposition, c'est que le droit de bachtinass appartenait seulement aux nobles. Il fallait que le propriétaire soit noble ; peu importait qu'il fût serbe ou grec. D'après les autres documents nous croyons que même les étrangers nobles pouvaient posséder des bachtinass dans l'ancien Etat serbe. Quelle était la différence entre les grands et les petits nobles ? La puissance étant mesurée par la richesse en propriétés foncières, il est certain qu'un noble était considéré comme grand ou petit suivant l'importance de ses terres ; il en résultait même une différence sociale. L'article 50 dit : « Le noble qui insulte et déshonore un petit noble doit payer 10 perpères. Le petit noble qui se rend coupable des mêmes faits vis-à-vis d'un noble payera 100 perpères et sera bastonné. » Comme on le voit la condamnation pour le même fait est différente selon l'importance du noble. Le premier ne paie qu'une simple amende, tandis que l'autre en plus de l'amende subit une peine infamante. Ensuite l'article 39 nous apprend que c'est l'empereur qui cède le droit de propriété sur une bachtinass aux nobles. Cela signifie que, si ce n'est pas l'empereur lui-même qui cède ce droit, l'accession de la propriété sur une bachtinass ayant été l'objet d'une vente par exemple, c'est l'administration impériale qui légalise les actes d'aliénation et de transmission de la propriété sur la bachtinass.

Le droit de propriété sur la bachtina est garanti non seulement envers les tiers, mais même contre l'usurpation éventuelle de l'empereur ou de sa famille. A ce propos l'article 43 est clair : « Il est défendu à l'empereur, au prince héritier et à l'impératrice de prendre par force, d'acheter ou d'échanger les bachtinas, à moins que le propriétaire n'y consente. » Cette disposition est nette : le droit de propriété sur une bachtina est absolu et exclusif. Même l'empereur ne peut rien faire d'une bachtina si le consentement du propriétaire fait défaut.

Le droit de propriété sur la bachtina implique le droit du noble aux prestations et aux corvées dues au seigneur par les paysans qui vivent sur ses terres. Du moment où la terre devient la propriété d'un noble, l'empereur perd son droit d'en disposer et de recueillir les produits de ces terres sous forme de prestations ou de corvées. L'article 42 dit : « Toutes les bachtinas nobles sont dispensées de toutes les corvées et de toutes les prestations de l'empire, sauf du sotch. Elles impliquent également le service militaire suivant la loi. » Du moment où un noble devient propriétaire d'une bachtina, toutes les prestations et les corvées que les paysans qui habitent et cultivent cette bachtina doivent à l'Etat, reviennent au noble, nouveau propriétaire. On ne paie à l'Etat que le sotch. En plus, le bachtinik doit à l'empereur en cas de guerre le service militaire avec ses hommes. Le sotch était payé par chaque maison se trouvant sur les terres du bachtinik, l'impôt étant payé par maison. Pour le sotch de tous les paysans vivant sur une bachtina, c'était le bachtinik de cette terre qui était responsable et non pas les différentes familles qui y habitaient.

Une des obligations les plus importantes du bachtinik fut l'obligation du service militaire en cas de guerre. L'article 48 du Code énonce : « Quand le seigneur meurt, son cheval et ses armes seront donnés à l'empereur ; son costume orné de perles et la ceinture en or seront donnés à son fils, l'empereur ne doit pas les prendre : s'il n'a pas de fils et s'il a une fille, celle-ci sera libre de les donner, vendre ou aliéner. » Le cheval et les

armes d'un noble, ce sont les insignes de sa dignité militaire. Puisque son héritier est obligé de les remettre à l'empereur en cas de décès, cela prouve bien la subordination du noble envers l'empereur en tant que chef militaire de ses hommes.

Les bachtiniks étaient soumis aussi à une autre obligation. Ils devaient fournir à l'empereur des aides. L'article 128 du Code nous dit à ce sujet : « Si l'empereur a un fils à marier ou à baptiser ou qu'on ait besoin de lui construire un château ou des maisons, tout le monde y contribuera, petits et grands ».

La propriété sur une bachтина s'obtient : 1^o par voie de donation de la part de l'empereur ; 2^o par héritage ; et 3^o par tout autre mode d'acquisition. En ce qui concerne l'héritage l'article 41 dit ce qui suit : « Si un noble n'a pas d'enfants ou s'il en a qui meurent, après sa mort ses terres resteront occupées, tant qu'on ne lui retrouvera pas de parents-neveux jusqu'au troisième degré de parenté » Ce sont donc les héritiers du bachtinick qui deviennent possesseurs des terres de leur père ou parent, jusqu'au troisième degré de parenté. Si le *de cujus* ne laisse pas d'héritiers ou s'il ne laisse que des héritiers au delà du troisième degré de parenté, la propriété rentre dans la possession de l'Etat. Lorsqu'il n'y avait pas d'héritiers du sexe masculin, c'étaient les filles qui héritaient à parts égales (1). De même un bachtinik pouvait devenir propriétaire sur une bachтина par l'achat, l'échange, l'apport en dot, le cadeau, etc... Au cas où la bachтина était cédée par l'empereur, on délivrait au bachtinik un diplôme qui certifiait et garantissait ce droit.

Un bachtinik pouvait voir son droit retiré et sa propriété confisquée en cas d'abus dans l'accomplissement de sa fonction officielle ou en cas d'accomplissement de certains crimes. Parmi ceux-ci un des plus importants était le crime de trahison. On peut arriver à cette conclusion d'une façon indirecte d'après l'article 140 du Code. Il y est dit : « Personne ne doit recevoir un homme d'une autre bachтина, ni l'empereur, ni l'impératrice,

1. Momtchilo Nintchitch, *Histoire des rapports agraires chez les paysans serbes sous la domination turque*. Belgrade, 1920, p. 10.

ni l'église, ni le seigneur, ni toute autre personne sans une lettre impériale. Si on recevait un homme d'une autre bachtina, on était considéré comme traître. » La qualité de traître amenait comme conséquence la confiscation de tous les biens. Il n'y a pas dans le Code d'autre disposition à ce sujet. Quant à la confiscation des biens en cas d'abus, nous avons l'article 34 du Code qui est très net. Cet article précise : « Dans les villages impériaux, en Zagoryé et ailleurs, les habitants appartenant aux couvents ne doivent être requis ni pour les travaux des vignobles, ni pour n'importe quelle corvée. Moi, empereur, je les dispense de toutes les corvées ; ils ne travailleront que pour les couvents. S'il se trouvait un propriétaire pour forcer les habitants des terres de l'église à travailler dans les villages impériaux, contrairement à la loi, ce propriétaire serait puni et privé de tout ce qu'il possède. » Les articles 107, 111 et 138 prouvent ce que nous avons dit plus haut. L'article 107 dit que les biens seront confisqués au seigneur qui ne laisse pas pénétrer les substituts du juge sur ses terres ; l'article 111 dit que les biens du seigneur seront confisqués si le seigneur porte un outrage au juge ; enfin, l'article 138 prévoit la confiscation dans le cas de faux dans les papiers attestant la propriété sur la bachtina.

De quelles terres était composée une bachtina ? Elle était composée de trois sortes de terres : une partie de la bachtina consistait en petites propriétés, appartenant aux paysans libres, les méropsis, qui les travaillaient et y habitaient ; une autre partie de ces terres, qui était en friche, était à la disposition du seigneur et aussi des méropsis : celui qui la défrichait et la cultivait le premier se l'appropriait par l'occupation ; enfin la troisième et la plus importante partie de la bachtina appartenait au bachtinik en propre, avec les maisons, les étables, les jardins, etc... Ces terres étaient cultivées par des serfs d'une façon régulière et par des méropsis au moyen des corvées (1). Sur cette partie de la bachtina le noble avait un droit de propriété

1. Yevrème Guerassimovitch, *L'ancien droit serbe*. Belgrade, 1925, p. 56.

complet et absolu. Il ramassait tous les fruits, tandis que la partie composée de petites propriétés de paysans libres ne donnait au bachtinik que des prestations et des corvées prévues par la loi.

Constantine Yirétchek, dans son livre intitulé : *La civilisation serbe au moyen âge*, livre que nous avons déjà cité, décrit la bachтина de la façon suivante : « La bachтина était exactement délimitée. La nature du pays fit apparaître des fermes très dispersées, ce n'est que dans les vallées et les plaines que purent se former des agglomérations villageoises étendues. La ferme unité de propriété foncière ne s'appelle que rarement au ^{xiii}^e et ^{xiv}^e siècles *sélo* (village), mais *dvor* (maison) ; c'était une maison dont la cour était entourée d'une palissade ou d'un mur de pierres ; elle se dressait au milieu des champs, des vignes, des vergers et des prairies qui formaient le domaine. Le fermier sur les domaines du roi ou des magnats, le *dvoranine*, était un petit noble ou un paysan. Chaque commune rurale possédait en commun les bois et les pâturages. Les limites du territoire du village étaient exactement fixées par des marques non seulement à cause des questions de possession, mais aussi à cause de la responsabilité en cas de brigandage ou de vol ».

La bachтина noble de l'ancien droit serbe ressemble beaucoup au franc-alleu de l'ancien droit français, ayant en même temps le caractère d'un fief.

IV. La pronia. — La noblesse pouvait posséder des terres à deux titres, à titre de bachтина ou à titre de bénéfices (*pronia*). Les rois ou empereurs serbes, pour récompenser leurs dignitaires militaires ou civils, leur donnaient une portion du territoire en usufruit. C'était une façon générale de récompenser les fonctionnaires d'Etat dans tous les pays du moyen âge. L'argent n'existait presque pas et c'est par la concession d'un territoire que les rois ou les empereurs payaient leurs fonctionnaires. Cette concession correspondait au traitement actuel des fonctionnaires. Ce droit d'usufruit était représenté par les prestations et les cor-

vées que les habitants devaient aux tenanciers des pronias.

Ce mode de rémunération des dignitaires militaires et civils était pratiqué aussi à Byzance. Ce n'est pas autre chose que le *beneficium* du droit romain. Il existe aussi dans l'ancien droit français un mode similaire de rémunération des dignitaires sous le nom de *fief*. Pourtant la pronia de l'ancien droit serbe n'a pas eu une évolution complètement similaire à celle du fief, l'Etat serbe du moyen âge n'étant jamais arrivé à être un Etat féodal.

L'usufruit d'une pronia n'était pas héréditaire. Le tenancier ne pouvait pas disposer de ce droit à sa volonté ; il ne pouvait pas le vendre, le donner en cadeau ou en dot, ni l'aliéner de n'importe quelle façon. L'article 59 du Code n'est pas clair à ce sujet parce que l'on n'a pas pu retrouver le texte exact de cette disposition. Pourtant, d'après l'interprétation et le complément de cet article par Stoyan Novakovitch dans son livre *Proniyari et bachtinitsi*, cet article devait être ainsi conçu : « Il n'y a que la bachtina qui puisse être vendue ou achetée ; la pronia, la tenure sans la bachtina, personne ne peut ni l'acheter, ni la vendre. La terre de pronia ne peut être donnée à l'église ; si quelqu'un l'a fait, la donation n'aura pas d'effet et la terre sera prise ». L'article 59 interprété de cette manière est clair. Le droit d'usufruit sur la pronia n'était qu'un droit viager ; son tenancier en pouvait recueillir tous les fruits, c'est-à-dire le produit des prestations et des corvées des habitants de ces terres. Mais il n'avait aucun droit de disposition sur ces terres, ni *inter vivos*, ni *mortis causa*. Ce droit du tenancier d'une pronia aux prestations et aux corvées est précisé par l'article 68 du Code. Il dit : « Charte pour les méropsis et pour tout le pays. Ils travailleront deux jours par semaine au proniare ; ils donneront le perpère à l'empereur ; ils travailleront pour lui en groupe un jour pour la fauchaison, un jour pour la vendange ; s'il n'a pas de vignobles, ils travailleront pour lui encore un jour à autre chose. Tout ce que les méropsis gagneront sera à eux ; on ne doit pas leur prendre plus que la loi indique. »

Il y a des documents mêmes qui prouvent que le droit d'usufruit sur les terres d'une pronia était seulement temporaire. Nous savons que l'empereur Douchan a retiré une grande pronia appartenant aux seigneurs grecs pour la donner à un autre noble à titre de bachтина. Il y a aussi des preuves que les grands seigneurs aussi bien que les églises cédaient leurs terres à d'autres en pronia. Nous pouvons en conclure que la pronia ne devait pas être nécessairement une grande portion de terre, mais qu'elle pouvait aussi consister en terrains de peu d'importance.

Le roi ou l'empereur ne pouvait donner en pronia que des terres libres, non occupées par un bachтиник. Il donnait généralement des terres appartenant à l'Etat ou des terres de son domaine privé. Mais aussi dans le cas où il confisquait une bachтина ou retirait le droit d'usufruit sur une pronia, il pouvait les concéder à d'autres soit comme pronia, soit comme bachтина.

Après la mort du tenancier d'une pronia, ses terres revenaient à l'empereur. Une pronia pouvait encore être transformée en bachтина. Cela se faisait par un acte de l'empereur.

Nous avons dit que la pronia n'était qu'un droit temporaire d'une durée déterminée. Ce droit appartenait au tenancier jusqu'à sa mort ou même pour un laps de temps plus court. Il est donc tout naturel que les tenanciers de ces terres, soucieux d'assurer leur puissance et l'avenir de leur famille aient presque toujours tenté de transformer ce droit temporaire en un droit perpétuel, c'est-à-dire de transformer la pronia en bachтина. Tant que l'Etat a été fort et le pouvoir centralisé, ils n'ont pas réussi. Mais, du moment où la puissance de l'empereur qui personnifiait l'Etat, a faibli, ils ont généralement obtenu ce qu'ils désiraient. Dans la dernière phase de son évolution, la pronia est devenue héréditaire et par là le droit temporaire du tenancier sur les terres d'une pronia est devenu perpétuel et s'est confondu avec la bachтина.

Quelles ont été les obligations du proniare ? Le Code ne dit rien à ce sujet, mais d'autre part, il précise les obligations des

nobles, dont les terres se trouvaient à la frontière, les *krayichniks*. L'article 49 dit : « S'il arrive qu'une armée étrangère franchit la frontière et pille le pays de l'empereur et si elle s'en retourne par le même chemin, les seigneurs margraves sur les terres desquels elle passera paieront tout le dommage causé ». L'article 143 s'exprime de même. Comme il est probable que les obligations des proniaires étaient analogues à celles des *krayichniks*, nous pouvons conclure que l'obligation principale du proniaire était la fonction de police sur les terres concédées. L'esprit même des dispositions du Code nous amène à la même conclusion. Il est probable aussi que la pronia impliquait également l'obligation militaire pour son tenancier, ce droit étant concédé non seulement et exclusivement pour des services rendus mais aussi pour des services à venir. Nous pouvons avancer cela d'après la faculté que l'empereur s'était réservée de retirer ce droit dans certains cas prévus. En un mot le proniaire n'était autre chose que l'administrateur de certaines parties du territoire, le mot pronia voulant dire par étymologie : administration.

Les droits du tenancier de la pronia étaient fixés par la loi, ainsi que nous le voyons dans l'article 68. Le proniaire ne pouvait demander aux paysans qui habitaient et cultivaient les terres, que ce qui était prévu par le Code ; les paysans étaient à l'abri des abus possibles des proniaires. La loi dit explicitement : « Tout ce que les méropsis gagneront sera à eux. on ne doit leur prendre plus que la loi indique ». La responsabilité du proniaire en cas d'abus est précisée par l'article 139. « Aux méropsis de mon empire le seigneur ne peut faire rien qui serait contraire à la loi. Ils sont obligés de travailler pour lui et de lui donner ce qui est inscrit dans les lois. S'il arrive que le seigneur a fait quelque chose aux méropsis contrairement à la loi, la loi de l'empire est : que tous les méropsis sont libres de faire procès à leurs maîtres, que ce maître soit l'empereur, l'impératrice, l'église, le seigneur impérial ou toute autre personne. Personne n'est autorisé à empêcher les méropsis d'aller

devant le tribunal, les juges trancheront suivant la loi. S'ils tranchent au profit des méropsis et non des seigneurs, le juge impérial garantira aux méropsis que les seigneurs leur paieront honnêtement ce qu'ils leur doivent, en plus, le juge garantira que ces seigneurs ne feront aucun mal aux méropsis. « Ce droit de recours à la justice impériale en cas d'abus du seigneur proniare ou bachtnik n'est refusé qu'aux serfs (otroks). A ce propos l'article 72 dit : « Si un requérant indigent se présente à la cour impériale, on lui fera justice, à lui comme à tout le monde, sauf aux otroks ».

V. Le Krayichté. — Les terres longeant les frontières de l'Etat étaient données aux nobles à titre de bénéfice militaire, avec l'obligation pour le bénéficiaire de ce droit de veiller à la sécurité de la frontière. Le noble auquel ce droit était concédé s'appelait *krayichnik*. Avec l'obligation de veiller à la sécurité de la frontière, il avait aussi une fonction de police et de douane (1). Le krayichté était toujours donné à son bénéficiaire par l'empereur. Quant au fond du droit, il était absolument identique à celui du proniare. Dans le Code, il n'y a que les articles 49 et 143 qui se rapportent au krayichté. L'article 49 que nous avons déjà cité dit : « S'il arrive qu'une armée étrangère franchit la frontière et pille le pays de l'empereur et si elle s'en retourne par le même chemin, les krayichniks sur les provinces desquels elle passera paieront tout le dommage causé ». Comme on le voit, la responsabilité des krayichniks était très lourde. Le krayichté de l'ancien droit serbe correspond à la marche de l'ancien droit français.

VI. Les terres de l'église : le bachtna ecclésiastique. — Les églises et les couvents dans l'Etat serbe du moyen âge, comme partout ailleurs, possédaient des terres libres. Ces terres libres constituaient la bachtna ecclésiastique qui ressemblait beaucoup à celle des nobles. Cependant les

1. Borislaw Grachitch, *Essai sur la législation serbe du moyen âge*. Paris, 1919, p. 90.

bachtinas ecclésiastiques n'étaient pas absolument identiques aux bachtinas nobles puisqu'elles étaient inaliénables. L'église entraînait en possession de ses bachtinas par la voie de dons ou de legs. Les rois, les seigneurs et même les méropsis possédant des terres, les donnaient aux églises. Les libéralités des rois envers les églises et les couvents étaient considérables dans l'Etat serbe du moyen âge. Ils édifiaient de grands et beaux monastères auxquels ils concédaient des terres, des rentes perpétuelles à prendre sur les impôts payés par telle ville, des serfs pour travailler sur les terres concédées. Les paysans de ces bachtinas étaient exempts d'impôts. Les méropsis aussi cédaient leurs terres aux monastères en toute propriété par le contrat de recommandation ; de ce fait l'église devenait leur protecteur légitime. L'église laissait les méropsis vivre sur leurs terres et les cultiver moyennant des prestations plus ou moins grandes, données par eux à l'église. La culture de ces terres était faite par des prêtres, des moines, des méropsis et des otroks. L'église employait les revenus de ses terres pour subvenir à ses dépenses, pour entretenir ses serviteurs, pour fonder des écoles et pour aider les pauvres.

Les paysans qui vivaient sur les terres des églises et les cultivaient étaient exempts de l'impôt impérial et du service militaire. Ils étaient aussi libérés de « grandes et petites corvées » (art. 26). D'autre part, les paysans qui cultivaient les terres des églises étaient protégés contre les abus des nobles possédant des terres dans le voisinage des églises. L'article 34 précise : « Dans les villages impériaux, en Zagoryé et ailleurs, les paysans appartenant aux couvents, ne doivent être requis ni pour les travaux des vignobles, ni pour n'importe quelle corvée. Moi, empereur, je les dispense de toutes les corvées ; ils ne travailleront que pour les couvents. S'il se trouvait un propriétaire pour forcer les paysans habitant les terres de l'église à travailler dans les villages impériaux contrairement à la loi, ce propriétaire serait puni et privé de tout ce qu'il possède. » D'autre part, les paysans cultivant les terres de l'église étaient

protégés aussi contre les administrateurs des biens de l'église. « Les administrateurs qui auraient chassé les paysans et les bergers de l'église seront liés, privés de leurs biens et de leurs serfs et arrêtés tant qu'ils n'auront pas ramené les paysans chassés » (l'art. 32).

Les terres des églises bénéficiaient de différents privilèges. Parmi ces privilèges nous citerons seulement celui de l'article 38 : « Désormais les poulains et les chevaux impériaux ne seront pas envoyés en pacage sur les biens des couvents, ni dans les couvents, ni dans les villages des couvents ». D'autre part, la loi donne une autre protection spéciale aux gens habitant les terres de l'église. L'article 33 précise que « les habitants des biens de l'église dans tous leurs procès seront jugés par leur métropolitain. Si les parties au procès sont du même couvent, elles seront jugées par lui. Si elles appartiennent à deux couvents différents, les deux jugeront ».

D'après tout ce que nous avons exposé, les terres de l'église, la *bachtina* ecclésiastique ressemblait beaucoup à la *bachtina* noble. La seule différence entre les deux *bachtinas*, c'était que la *bachtina* ecclésiastique était inaliénable. Mais, d'autre part, cette *bachtina* était l'objet de différents privilèges que la loi lui avait concédés et surtout, le statut des paysans qui vivaient sur les terres des églises et les cultivaient était très favorable à ces derniers ; ils étaient exempts de l'impôt impérial, du service militaire, des grandes et des petites corvées ; ils étaient protégés contre les abus des autres seigneurs aussi bien que contre ceux des administrateurs des terres de l'église. La terre elle-même était exempte de différents services que la *bachtina* noble devait à l'empereur ou à ses fonctionnaires.

Comme la *bachtina* noble ou la *pronia*, la *bachtina* ecclésiastique, qui était délaissée et restait déserte pendant un certain temps, retournait à l'Etat.

VII. — **La *bachtina* roturière.** — Les hommes appartenant à la classe des *méropsis* étaient libres et pouvaient posséder

la terre. Il est vrai que ce droit de propriété était assez restreint, les méropsis ayant la charge des prestations et des corvées envers les bachtinias et pronias nobles, mais quand on accepte le fait que ces nobles remplissaient en même temps une fonction administrative quelconque, on peut comparer ces charges à l'impôt dont sont grevés les propriétaires actuels. Les nobles représentaient l'empereur ou le roi sur leurs terres et c'est à ce titre qu'ils avaient le droit de recueillir certains bénéfices de ces terres. L'Etat qui était toujours confondu avec l'empereur ou roi, se désistait d'une partie des revenus lui appartenant au profit du noble qui les percevait et en tirait tous les bénéfices.

Les méropsis étaient les propriétaires de petites propriétés agricoles qu'ils cultivaient et sur lesquelles ils vivaient. Le Code reconnaît cette propriété dans son article 174 qui est ainsi conçu : « Les paysans possédant des terres héréditaires, des vignobles, sont libres d'en disposer. Ils peuvent les donner en dot, les céder à l'église ou les vendre, à condition qu'il y reste toujours un cultivateur (au moins) au maître de ce village. S'il ne reste pas de cultivateurs au maître du village, il est libre de reprendre les terres et les vignobles. » Il ressort de cet article que les méropsis pouvaient avoir des terres. Ils pouvaient les quitter à volonté, mais seulement à la condition de ne pas laisser leurs terres désertes. Les méropsis avaient donc tous les droits des gens libres. La loi se souciait seulement d'assurer la productivité des terres habitées par les méropsis, sans s'attaquer à leur droit de propriété, ni à leur liberté personnelle. Les redevances des méropsis avaient un caractère d'impôt et rien de plus. C'est envisagée seulement à ce point que la bachtina roturière est subordonnée à la bachtina noble.

Au cas où les méropsis quittaient leurs terres sans y laisser de remplaçants, le seigneur pouvait confisquer ces terres. Mais, il avait aussi un autre droit. L'article 201 du Code dit : « Si le maître retrouve un paysan qui s'était enfui de chez lui dans un autre pays ou dans le pays de l'empereur, il lui brûlera les

moustaches et lui fendra le nez et aussi il le reprendra en possession, *sans lui prendre quoi que ce soit.* » Donc, au cas où le noble retrouve son paysan, il a le droit de le ramener travailler sur ses terres. Mais cette disposition est importante pour une autre raison. Elle montre clairement que le droit de propriété des méropsis était solide et garanti, le noble ne pouvant pas l'accaparer. Le paysan ne subissait qu'une peine infamante pour sa fuite, quant au droit de propriété, il restait intact. Les méropsis fuyaient les terres nobles le plus souvent pour se réfugier sur les bachtinass ecclésiastiques où ils étaient l'objet d'un traitement plus favorable. A ce propos, l'article 22 ordonne que « les gens appartenant aux nobles et se trouvant sur les terres de l'église doivent retourner chacun chez leurs maîtres ». Cette disposition complète l'article 201 que nous avons déjà cité.

Quelles ont été les charges qui pesaient sur la bachtinass roturière ? L'article 68 du Code précise que « les méropsis travailleront deux jours par semaine au proniare ; ils donneront le perpère de l'empereur et ils travailleront pour lui en groupes, un jour pour la fauchaison et un jour pour la vendange ; s'il n'a pas de vignobles, ils travailleront pour lui encore un jour à autre chose ». L'article 139 spécifie en parlant des bachtinass : « Les méropsis sont obligés de travailler pour la bachtinik et de lui donner ce qui est inscrit dans la loi. » Etant donné que dans la loi on ne trouve que l'article 68 qui spécifie les charges des méropsis, on peut conclure par analogie que les méropsis, devaient les mêmes prestations et corvées aux proniars et aux bachtiniks. Nous avons aussi des preuves de ce que certaines bachtinass roturières payaient comme redevance un dixième des produits obtenus sur leurs terres. D'après un *chrissobulle*, acte impérial, les méropsis devaient payer le dixième de leur récolte de blé, de vin, de cire et de miel (1). Nous trouvons la charge du dixième surtout sur les bachtinass ecclésiastiques.

Les méropsis devenaient propriétaires de leurs terres de plu-

1. Yévreme Guérassimovitch, *op. cit.*, p. 64.

sieurs façons. Le mode le plus ordinaire était l'occupation des terres désertes et en friche et leur culture. Ils obtenaient la propriété sur leurs terres aussi par voie de cadeau de la part de l'empereur ou du seigneur, par l'achat, l'échange, l'héritage etc. Souvent la terre leur était apportée en dot. L'aliénation de la propriété se faisait selon la loi. Les méropsis d'autre part perdaient facilement la propriété sur leurs terres par suite de condamnations multiples, dont ils pouvaient être l'objet et qui entraîneraient la confiscation de leurs biens.

Déjà au début de ce chapitre nous avons mentionné l'existence de serfs (otroks) dans l'Etat serbe du moyen âge. Les otroks étaient liés à la terre et ne pouvaient pas la posséder. L'article 44 du Code dit : « Les serfs des nobles restent sa propriété et tombent dans l'héritage des enfants. Les serfs ne peuvent être donnés en dot. » Il ressort de cet article que les otroks étaient liés à la terre noble et étaient considérés comme des biens en faisant partie. Avec la terre on héritait aussi des serfs. La seule exception était l'interdiction aux nobles de les donner en dot à leurs filles. Leurs obligations n'étaient pas précisées dans la loi et les seigneurs pouvaient en disposer à leur gré. Pourtant, le noble n'avait pas le droit de tuer son otrok. Le noble avait le droit d'affranchir son serf. L'article 46 est net à ce sujet : « Ceux qui ont des esclaves les conservent héréditairement. Ne peuvent les affranchir que le noble, sa femme ou son fils ; en dehors d'eux personne ne peut faire d'affranchissement valable. » C'étaient le plus souvent des prisonniers de guerre, qui n'avaient pas été échangés ou pour lesquels on n'avait pas payé de rançon, qui devenaient des otroks. D'autre part, un homme libre pouvait devenir esclave (serf) par suite d'une condamnation prévue par la loi. Enfin nous croyons que les gens libres pouvaient devenir des serfs lorsqu'ils ne pouvaient pas payer leurs dettes.

Nous avons déjà dit plus haut qu'une bachtina noble ou ecclésiastique était composée de trois catégories de terres : les unes appartenaient aux nobles en pleine propriété ; les autres appartenaient aux paysans libres, petits propriétaires, aux

méropsis ; enfin, la troisième partie des terres inoccupées et restées en friche devenait la propriété de celui qui l'occupait et la cultivait le premier. Ce dernier pouvait être ou un noble ou un méropah. Il paraît que ces terres en friche furent le plus souvent occupées par les nobles et cultivées pour leur compte par les otroks. Pour intéresser les otroks à ce travail, pour les attacher à cette terre, on leur donnait certains privilèges. L'article 67 dit notamment : « Les otroks et les méropsis habitant le même village paieront les mêmes impôts et feront les mêmes travaux. » Pour pousser les otroks à la culture des terres en friche, la loi élevait la condition de l'otrok à celle du méropah. Ajoutons en terminant cette partie que parmi les otroks il y avait de nombreux serbes.

Pour les contraventions et certains délits, les otroks étaient jugés par leurs propriétaires. Mais pour les crimes, c'était la cour impériale qui était compétente.

La condition des méropsis ressemble à celle des colons dans la Gaule romaine. Seulement, tandis que le colon était attaché à la terre qu'il travaillait, le méropah était libre de la quitter, à la condition de fournir un remplaçant aux nobles. A part cette différence, les conditions du colon et du méropah étaient presque les mêmes.

II

Dans l'Etat serbe du moyen âge, toutes les terres appartenaient à l'empereur, qui était confondu avec l'Etat. Seules les terres données en bachtina ou en pronia aux nobles ou aux églises n'étaient pas comprises dans le domaine de l'Etat. Le droit de propriété de l'Etat sur ces terres avait un caractère de droit public. La terre cependant, tout en appartenant à l'Etat, était habitée et cultivée par des paysans, des cultivateurs. Les paysans en cultivant ces terres, vivaient du produit de leur travail. L'empereur, par son droit sur ces terres, exigeait des paysans cer-

taines redevances et des corvées. L'Etat, étant gouverné non seulement par l'empereur, mais aussi par tout un appareil administratif, il fallait récompenser ces différents fonctionnaires d'ordre civil et militaire. La terre étant considérée comme la principale richesse et l'argent étant très rare, la meilleure et la seule solution, était de donner à ces dignitaires certaines portions de terre avec les revenus qu'elles produisaient. Ce fut en quelque sorte le traitement de ces fonctionnaires. L'empereur donnait de même ces terres à l'église ou à d'autres hommes qui lui avaient rendu certains services.

Ces terres étaient données soit définitivement, avec le droit de succession pour la famille du dignitaire, soit temporairement pour un laps de temps, ou pour la vie du donataire. Dans les deux cas, nous avons le droit de *bachtina* d'abord, et le droit de *pronia* ensuite. La *bachtina* ayant le caractère de propriété privée absolue, finit par lui être assimilée. De même qu'aux dignitaires, l'empereur s'était réservé certaines terres comme propriété privée et ces terres avaient le caractère de la *bachtina*. C'était la même chose avec les terres cédées aux églises et aux couvents. Comme on le voit, au droit de propriété originaire des paysans sur les terres qu'ils cultivaient, et sur lesquelles ils vivaient, droit consacré par l'occupation, était superposé un autre droit, droit du noble aux redevances et aux corvées que ces paysans devaient lui fournir. Le droit de propriété pour une *bachtina* étant transmis de générations en générations par la voie de l'héritage ou se transmettant par la voie de l'achat, de la donation, par l'apport en dot, ou par l'échange, finit par être considéré comme un droit de propriété *sui generis*. Et quand on parle de *bachtina* dans l'ancien droit serbe, il ne faut jamais oublier ce caractère de ce droit de propriété.

La terre à cette époque n'était pas encore très peuplée. Sur des portions de terre éparses, on voyait une famille de cultivateurs qui les travaillait et y habitait. Le reste des terres était désert et inoccupé. Il est donc tout naturel que les dignitaires ayant obtenu de l'empereur le droit de *bachtina* sur ces terres,

aient occupé ces terres en pleine propriété et se soient mis à les cultiver pour leur propre compte. Ils défrichaient ces terres et les déboisaient, desséchaient les marécages ; les travaux étaient faits par des serfs agricoles, les otroks. C'est de cette manière que les terres de leurs bachtinaks inhabitées et inoccupées jusqu'alors, devinrent leur propriété, puisqu'elles n'étaient la propriété de personne.

Mais à côté de cette propriété qu'ils avaient sur des terres mises en culture par eux, il existait toujours les petites propriétés des paysans libres, les méropsis. Ces paysans libres, eux-mêmes, à part les redevances, devaient aussi aux seigneurs des corvées et l'aide aux otroks. Petit à petit, comme ils tiraient beaucoup plus de profit des terres qui leur appartenaient en pleine propriété, que des prestations données par des paysans libres sur les produits de leurs propres terres, les nobles se mirent à usurper les droits et à accaparer les terres des méropsis. Quelquefois, des méropsis eux-mêmes leur cédaient leurs terres pour différentes raisons. Enfin, en cas de crimes ou d'autres délits commis par des méropsis la Cour impériale confisquait leurs terres et les cédait aux maîtres. De cette façon la propriété libre du méropah sur les terres disparut de plus en plus et la propriété du seigneur s'agrandit.

Les méropsis restés sans terre, se mirent à travailler les terres de leurs maîtres et leur condition devint de plus en plus difficile. Ils étaient souvent assimilés aux serfs par rapport au travail qu'ils devaient fournir aux maîtres. Le méropah sans terre se rapprochait de plus en plus du serf par le fait d'être resté sans terre et d'être obligé de cultiver les terres de ses maîtres ; ces méropsis étaient liées à la terre qu'ils cultivaient (*glebae adscripti*) comme des otroks.

En un mot, nous assistons dans l'Etat serbe du moyen âge à une double évolution : les bachtiniks nobles aggrandissent de plus en plus la superficie des terres qu'ils possèdent et la propriété libre du paysan disparaît de plus en plus. La condition des paysans jusqu'alors libres devient de plus en plus précaire.

Les paysans travaillent leur propre terre, mais tout le profit passe dans les mains du maître.

Cette évolution, qui menait tout droit au système féodal, a été arrêtée par l'invasion de l'armée turque dans l'Etat serbe du moyen âge.

CHAPITRE II

LE RÉGIME DES TERRES ET LA CONDITION DES PERSONNES EN SERBIE PENDANT LA DOMINATION TURQUE

L'empereur Douchan n'avait pas eu le temps de consolider son Etat. Après sa mort la prospérité de l'Etat serbe tomba. Les querelles intestines reprirent. Les traditions séparatistes étaient encore très fortes chez la noblesse serbe. Chaque grand seigneur tirait de son côté. D'autre part les querelles de famille des héritiers de l'empereur favorisèrent l'anarchie. Ainsi les turcs ne trouvèrent devant eux, pour leur opposer une résistance, qu'une poussière de principautés féodales et non un peuple uni. Quinze ans seulement après la mort de l'empereur, la puissance serbe reçut le premier coup mortel dans la vallée de la Maritza (1371). Les batailles de Toplitsa et celle de Kossovo (1389) complétèrent le désastre. Jusqu'en 1459 l'Etat serbe, ayant reculé dans la direction du nord, avait occupé la vallée de la Morava. Cette année là le sultan Mahomet II s'empara de la ville de Smédérévo. Enfin, Belgrade, la dernière forteresse des chrétiens des Balkans succomba en 1521. Les turcs franchirent la Save et le Danube, pénétrèrent en Hongrie et, à la fin du ^{xvii}^e siècle, ils arrivèrent sous les murs de Vienne. Refoulés, ils conservèrent Belgrade pour forteresse principale à la frontière nord de l'empire turc. Les Serbes, qui furent au premier rang de la défense chrétienne, furent aussi les premières victimes.

La première conséquence de l'occupation de la Serbie par les

turcs fut la dépossession de la classe privilégiée serbe de ses terres et de ses revenus. Exception ne fut faite que pour ceux des nobles serbes qui renoncèrent à leur foi chrétienne en se convertissant à l'islamisme. Toute la terre appartenant au sultan, d'après le droit musulman, celui-ci la distribua à ses soldats. Les paysans qui cultivaient le sol devaient au sultan et aux tenanciers des terres certaines redevances.

Les turcs, en occupant la Serbie, n'exigèrent des serbes que la soumission complète et l'impôt. La vie privée et les institutions publiques des chrétiens ne les intéressaient pas. « Comment nous traiterez-vous, si nous nous soumettons », demandait le despote serbe Georges Brankovitch à Mahomet II. « Près de chaque mosquée, il y aura une église et chacun sera libre de s'incliner devant l'une ou de se signer devant l'autre » (1). Le peuple se gouvernait lui-même et l'église et le village avaient une sorte d'autonomie locale. Entre la population chrétienne et les autorités turques, ce furent les *knèzes* serbes, les chefs élus des villages, qui étaient admis comme représentants et intermédiaires légaux. Les autorités turques donnaient des ordres aux *knèzes* et ceux-ci les transmettaient au peuple. De même ce sont les *knèzes* qui étaient chargés de la collecte de l'impôt pour le sultan.

Le gouvernement de la Serbie fut confié à un *pacha* (vésir). Il disposait des garnisons suffisantes, qui se trouvaient dans des places fortes. Les pachas étaient les chefs de la police et de la justice du pays. Dans les principales villes, le pacha était représenté par le *moussélim*, titre qui correspond à celui de sous-préfet. De même pour la justice, le pacha était représenté par le *cadi* (le juge). Enfin, tout la territoire étant divisé en une foule de terrains productifs, distribués aux soldats du sultan, aux *spahis*, ceux-ci exerçaient, chacun sur ses terres, la fonction de police pour le compte du pacha. Les spahis vivaient en villes et petites villes et se rendaient sur leurs terres seulement pour

1. E. Denis, *op. cit.*, p. 32.

percevoir la collecte des redevances. Là se bornèrent toutes les relations que les turcs entretenrent avec les chrétiens. Pour le reste, les knèzes étaient les intermédiaires entre les autorités turques et le peuple.

Les traditions familiales, la langue, les coutumes anciennes étaient à l'abri dans les campagnes. Le peuple se replia sur lui-même. Dans sa maison, le paysan trouvait tout le réconfort et la protection nécessaires. L'église et la famille furent les seules manifestations de la vie nationale. Le peuple vivait isolé et se cachait des autorités turques. D'autre part, les turcs, méfiants et craintifs, ne quittaient les villes que pour recueillir les revenus des terres qui leur avaient été cédées par le sultan. « Au ^{xvii}^e siècle les voyageurs qui traversèrent la Serbie signalent la présence de deux peuples qui non seulement ne se combinent pas, mais ne se rencontrent pas : « Dans les villes, les turcs, soldats, rentiers, qui vivent des souvenirs de leur gloire et, de temps en temps, sortent de leurs repaires pour houspiller les chrétiens. Dans les champs, les serbes qui, cherchant une protection dans la distance, évitent les maîtres et réussissent quelquefois ainsi à arriver à une aisance relative, mais sont toujours à la merci des exactions d'un janissaire, de la luxure d'un pacha, ou de la fantaisie d'un cadi (1). »

Les villages types de cette époque se composaient de maisons dispersées. Ces maisons étaient souvent bâties sur des terrains défrichés. Elles étaient très éloignées les unes des autres. Ce type de villages était la conséquence de l'insécurité et de l'anarchie, qui régnaient dans le pays. Chaque maison abritait une nombreuse famille, la zadrouga, et représentait un fort retranché et bien gardé. Les maisons étaient très éloignées des routes. Aussi, un spahi turc ne se hasardait pas sans grand besoin dans ces parages dangereux.

En général, surtout au début de l'occupation turque de la Serbie, la situation du peuple était un peu meilleure que dans

1. Ernest Denis, *op. cit.*, p. 44.

l'ancien état serbe. Tout homme, qui payait régulièrement ses redevances, était laissé en paix. L'impôt le plus atroce pour les chrétiens consistait dans l'obligation de céder aux turcs les enfants mâles qui étaient envoyés à Stamboul apprendre le métier de janissaires. Cet impôt, appelé l'impôt du sang, fut aboli dès le règne du Sultan Murat IV (1623-1640).

Toutes les terres de l'empire turc d'après le droit musulman étaient la propriété du sultan. Le territoire de Serbie, lui aussi, par application de ce principe, devint sa propriété. Tout le territoire de la Serbie occupée fut partagé en nombreuses parcelles, dont la plus grande partie fut distribuée par le sultan à ses soldats à titre de bénéfices (*spahilouks*). Le sultan se réserva pour lui une autre partie de ces terres (*spahilouks du sultan*). Par exception, dans les villes et les petites villes, l'Etat vendait de petits terrains, qui devenaient la propriété absolue de l'acheteur (*moulk*). De même, une partie des terres était destinée à l'entretien des mosquées et des fondations d'utilité publique (*vacoufs*). Les terres en friche, les forêts, les pâturages, qui étaient à l'état sauvage, étaient à l'usage commun de tous les paysans (*mévats*). Enfin, quand le pouvoir central de l'Etat turc devint impuissant, apparut une propriété absolue des particuliers sur des terres dans ces campagnes, qui est absolument illégale (*tchitlouk*). Nous allons examiner en détail chacune de ces formes de la propriété foncière selon l'ordre logique.

I. **Le spahilouk.** — Lorsque l'armée turque envahit l'Etat serbe, l'ancienne classe privilégiée disparut. Une partie de la noblesse serbe périt dans les guerres. Une autre partie émigra dans les pays voisins. Un certain nombre de nobles embrassèrent la religion musulmane et gardaient leurs biens à titre de spahilouk. De toute la structure politique et sociale de l'ancien état serbe, il ne resta rien. Les terres étaient restées libres, sans maître. Il n'y avait que des cultivateurs, des paysans, dont la vie dure et laborieuse ne changea point.

D'après le droit musulman, qui dérive du Coran, toutes les

terres, faisant partie de l'empire turc, appartiennent à l'Etat ou, ce qui revient au même, au sultan, « l'ombre et le représentant de Dieu », le sultan étant en même temps le calife des musulmans. Par conséquent, les terres des peuples vaincus, le butin des guerres, devenaient aussi la propriété du sultan. Cette propriété n'était au fait qu'un droit sur une partie des revenus de ces terres. Il pouvait céder une partie de son droit sur les revenus à une autre personne.

En ce temps-là, l'armée turque se composait de deux catégories de soldats. La première catégorie comprenait l'armée régulière, qui était formée par des janissaires. Ces soldats étaient payés et entretenus par le sultan. La deuxième catégorie était formée par la cavalerie composée de spahis. Les spahis devaient se mettre à la disposition du sultan à son appel et en cas de guerre seulement (1). Pour rétribuer cette deuxième catégorie de soldats, le sultan leur distribuait les terres des vaincus, des chrétiens. Ainsi, tout en s'assurant en cas de guerre, une forte armée de cavalerie, il exerçait un droit de police rigoureux sur les peuples soumis. Pour leur part, les spahis devaient faire la guerre à leurs frais. C'était une sorte de fief militaire, mais les spahis n'avaient rien de commun avec les seigneurs féodaux. En effet le sultan pouvait leur retirer leurs spahilouks *ad nutum*.

Presque toute la Serbie occupée a été divisée en une multitude de *spahilouks* distribués aux spahis. Les spahilouks eux-mêmes se distinguaient selon l'importance de leurs revenus. Ainsi le spahilouk produisant un revenu annuel inférieur à 20.000 piastres (environ 800 francs or) portait le nom de *timar*. Si le revenu était supérieur, le spahilouk portait le nom de *ziamète*. De même, c'est d'après le montant des revenus qu'était fixé le nombre des soldats équipés, que les spahis avaient la charge d'amener avec eux pour faire la guerre à leurs frais. Suivant les revenus, les timarniks devaient recruter

1. Stoyan Novakovitch, Proniyari et bachtinitsi, *Bulletin de l'Académie royale serbe*, I, Belgrade, 1887, p. 76.

pour l'armée jusqu'à quatre cavaliers et les zaïms jusqu'à dix-neuf.

Plusieurs spahilouks formaient un *sandjak*. A la tête du sandjak se trouvait le *sandjak-bey*. Il portait le drapeau du sandjak. Il avait sous ses ordres des *soubachas*, qui recrutèrent et rassemblaient les spahis. Enfin, plusieurs sandjaks formaient un *vilayet*, dont le chef portait le nom de *begler-bey*. Au début, en Europe, il n'existait qu'un seul vilayet. Son siège était à Sofia. Mais, plus tard, les vilayets devinrent plus nombreux.

Les spahilouks plus importants étaient concédés par le sultan lui-même. Cependant le begler-bey pouvait céder lui aussi des timars peu importants. En 1530 ce droit a été retiré aux begler-beys (1).

Chaque spahi devait posséder pour son spahilouk un *brevet* (bérat). Généralement, un village formait un spahilouk. Mais il arrivait aussi qu'un village avait plusieurs spahilouks, ou un spahilouk plusieurs villages. De même un spahilouk ne pouvait pas être partagé en parcelles. Cependant, on pouvait grouper plusieurs timars en un seul ziamète. Le spahi ne pouvait être qu'un musulman, un turc.

Le spahi ne pouvait posséder qu'un seul spahilouk. En général, un turc ne peut pas posséder la terre. La terre est à Dieu, le sultan étant son représentant sur la terre, elle lui appartient. Aucune autre personne ne peut s'approprier la terre, parce que c'est contraire à la religion. Le spahi n'était donc pas propriétaire de son spahilouk ; il pouvait seulement jouir des revenus de celui-ci jusqu'à sa mort. Après, sa terre revenait au sultan. Un spahi ne pouvait pas laisser la terre en héritage à sa famille ; il ne pouvait pas non plus la vendre, la donner en cadeau, ni l'aliéner d'aucune façon. Dans une circulaire du ministre de la justice serbe du 15 avril 1844, il est dit au sujet des spahilouks : « Les spahis n'ont pas la propriété héréditaire sur les spahi-

1. M. Nintchitch, *L'histoire des rapports agraires et juridiques chez les serbes sous le régime turc*. Belgrade, 1920, p. 3.

louks donnés en cadeau, puisque les spahilouks sont les droits du sultan et parce que les spahis n'en ont la jouissance que pendant qu'ils sont au service du sultan. Aussitôt que le service cesse, ou que le spahi meurt, le spahilouk est donné à un autre. » Cependant, les fils d'un spahi pouvaient réclamer les terres de leur père après sa mort. Généralement, on leur accordait le droit de succession sur ces terres. Ils pouvaient même agrandir le spahilouk, si leur père était mort au champ d'honneur. La succession du spahilouk n'était pas indivise. L'héritage se faisait moyennant une taxe versée au vésir.

Les spahis n'avaient jamais eu le droit d'habiter les villages. Ils habitaient les villes et descendaient dans les campagnes seulement pour percevoir leurs revenus. Les paysans considéraient les terres qu'ils cultivaient comme leur propriété, mais grevée de la charge de donner une prestation au sultan et au spahi. « Informez Alay-bey, écrivait le prince Miloche au secrétaire du vésir, qu'il ne doit pas se fâcher de ce que les spahis ne peuvent pas posséder dans les villages des champs et des pâturages. Cela a été donné aux chrétiens et les chrétiens sont obligés de donner aux spahis le décime et la capitation (1). »

Quelles étaient les redevances que les paysans, se trouvant sur un spahilouk, devaient au spahi ? Un contemporain des spahis nous dit à ce propos : « Quand il n'y avait en Serbie que des spahis avec des bérats impériaux, ils prenaient un dixième de chaque quantité de blé (ou de maïs) ; de chaque homme marié, ils prenaient un groche (2), ce qu'on appelait *glavnitsa* ; pour tous les produits du potager, ils prenaient vingt paras (*bachtenitsa*) ; pour une ruche, ils prenaient 1.250 gr. de miel ou le dixième du prix de vente ; pour un alambic, deux groches ; pour un cochon, six paras. Aux spahis habitant à proximité de leurs villages, les paysans amènent

1. M. Gavrilovitch, *Miloche Obrénovitch*, II, Belgrade, 1909, p. 340.

2. Un groche d'impôt valait environ 2 fr. or ; une para était 1/40 du groche.

quelques charges de bois. C'était toute la redevance aux spahis (1). »

Souvent un spahi demandait à ses paysans une somme globale pour le tout. Les églises et les monastères qui se trouvaient sur un spahilouk devaient aussi des prestations aux spahis. Les spahis prenaient eux-mêmes le dixième du revenu brut annuel des terres ou envoyaient des soubachas qu'ils payaient pour cela; ceux-ci touchaient un dixième de la part du spahi, aussi ils essayaient de prendre le plus possible aux paysans. Les paysans devaient aussi arranger et préparer leurs redevances et les transporter jusqu'à la maison du spahi.

Le spahi de son côté ne payait aucun impôt. La seule obligation c'était le service militaire en cas de guerre et la fonction de police sur la population soumise. C'est seulement irrégulièrement que le spahi devait certaines prestations. Ainsi, par exemple, il devait un impôt à l'occasion du mariage de la fille de son supérieur.

Le spahilouk pouvait être retiré à un spahi même pendant sa vie, en cas de grand crime ou d'assassinat commis par lui (2). Cela arrivait aussi dans le cas où il se désintéressait de son spahilouk. De même, s'il ne faisait pas son service militaire pendant sept ans (3).

II. Le spahilouk du sultan. — Le sultan ne cédait pas toutes les terres de l'empire aux particuliers. Une grande partie du territoire restait généralement sans spahi. Ces terres étaient laissées en réserve dans deux buts. D'abord, elles servaient à augmenter les ressources du trésor. L'Etat louait ces terres pour une année ou pour la vie du tenancier. Ensuite, ces terres permettaient au sultan de récompenser les hommes de mérite dans l'avenir. Toutes les terres, dont nous venons de parler, portent le nom de *spahilouks du sultan*.

1. *Les mémoires du prêtre Matéya Nénadovitch*. Belgrade, 1867, p. 13.

2. M. Gavrilovitch, *op. cit.*, p. 348.

3. M. Nintchitch, *op. cit.*, p. 5.

Selon le mode d'affermage, les spahilouks du sultan se divisaient en deux catégories : les terres *moukadés* et les terres *malitchanés*. Au début, on ne connaissait que les terres *moukadés*.

a) *Les terres moukadés*. — Il y avait peu de terres rentrant dans cette catégorie. Dans le pachalik de Belgrade, il en existait cinq. Elles rapportaient annuellement au trésor 50 à 60.000 groches (1).

Les terres *moukadés* étaient louées à bail annuellement. Le fermier ne pouvait pas vendre ces terres, ni les hypothéquer, ni les consacrer à une œuvre d'utilité publique. Les paysans habitant ces terres devaient au fermier les mêmes redevances que les paysans du spahilouk au spahi. Mais, en plus de cela, le fermier avait le droit de percevoir sur ses terres toutes les taxes publiques et était en quelque sorte le délégué du sultan sur les biens *moukadés*. Pour cette raison, les turcs recherchaient vivement cet affermage. Il existait aussi des terres *moukadés* qui n'étaient pas affermées. Ces terres étaient administrées par des surveillants du sultan, qui portaient le nom *d'émîne* ; c'est pourquoi des terres *moukadés* étaient dénommées aussi *éminlouks*. Les charges des paysans vivant sur les *éminlouks* étaient les mêmes que celle des paysans des *spahis*.

b) *Les terres malitchanés*. — Cette catégorie de terres était affermée à vie, à un particulier. Cela se faisait moyennant le versement unique d'une somme importante au trésor. Après la mort du tenancier, la terre revenait au sultan. Les charges des paysans étaient les mêmes que celles des paysans des *spahilouks*. Quelquefois, les terres *malitchanés* n'étaient pas affermées. Dans ce cas, c'étaient des *éminlouks*.

Les terres *malitchanés* sont de création plus récente. Cette catégorie des terres avait été créée pour des raisons fiscales. L'Etat, ayant besoin de grandes sommes, trouva, qu'il valait mieux louer les *spahilouks* du sultan pour un délai plus long

1. V. et N. Péetrovitch, *Documents pour l'histoire du royaume de Serbie*, 1, Belgrade, 1882, p. 319.

et par cette opération, toucher des sommes importantes. Cependant, les tenanciers essayaient presque toujours de transformer ce bail à vie en propriété définitive. Il y avait là un danger pour l'Etat. En 1792, le sultan Sélim III ordonna que les terres malitchanés, dont les tenanciers mouraient, seraient remises à l'Etat; ensuite, les terres malitchanés ayant un revenu annuel inférieur à 15.000 piastres seraient vendues, et celles ayant un revenu supérieur seraient administrées par l'Etat (1). Ainsi cette catégorie de terres fut presque supprimée.

Nous pouvons ajouter à ces deux catégories de terres une troisième : *les terres hassovis*. Les terres hassovis étaient des propriétés du sultan, dont il cédait les revenus à ses fonctionnaires pendant l'exercice de leurs fonctions. Ces revenus représentaient une sorte de traitement. Les paysans qui habitaient les terres hassovis payaient un impôt spécial nommé *spensa*, qui était moins lourd que les redevances supportées par les paysans des spahis. Le fonctionnaire avait le droit aux prestations tant que durait son service.

III. **Les terres moulk.** — D'après le droit musulman, nous l'avons vu, toutes les terres de l'empire turc appartenaient au sultan. Mais chaque règle a son exception ; nous constatons ici le même fait. Le principe du droit musulman a été modifié en faveur des terres *moulk*. En effet, ces terres représentaient le droit de propriété absolu. Le propriétaire pouvait en disposer librement *inter vivos* et *mortis causa*.

Pourtant, cette catégorie de terres était la moins répandue, parce que les terres moulk ne devaient aucun impôt au sultan et le trésor avait tout intérêt à ne pas favoriser leur multiplication. Dans le pachalik de Belgrade, dans les villes, petites villes et leurs environs, le sultan avait définitivement aliéné pour une somme d'argent des maisons, des moulins et des terrains. Le droit cédé par le sultan consistait en *plenam in re potestatem*.

1. Nintchitch, *op. cit.*, p. 62, 63.

Même les serbes pouvaient devenir propriétaires des terres moulk dans les villes.

Cependant, même en vendant ces petites propriétés urbaines, le sultan se réservait le droit de les confisquer de temps en temps, en sa qualité de calife. Ainsi, ce droit n'était garanti que par le bon plaisir du sultan.

IV. Les vacoufs. — Les vacoufs étaient des biens immobiliers destinés à diverses fondations. Les revenus de ces biens servaient à l'entretien des mosquées, des écoles, des hôpitaux, des bains publics, des bibliothèques, des cimetières. En un mot, toutes les œuvres pieuses et d'utilité publique tiraient leurs ressources des revenus des biens vacoufs. Ces biens consistaient en maisons, en champs, en pâturages. Mais les mosquées, les écoles, portaient de même le nom de vacoufs. Les biens des vacoufs ne pouvaient être ni vendus, ni confisqués.

Les vacoufs étaient formés par des donations du sultan ou des particuliers, mais surtout des particuliers. Cela se faisait de la manière suivante : le propriétaire d'un *moulk* cédait légalement sa propriété à une mosquée pour un prix dérisoire. Par cette transaction, le propriétaire assurait un usufruit perpétuel à ses héritiers, la confiscation de l'Etat ne pouvant plus le priver de l'usufruit sur ses terres. Les vacoufs ainsi formés, les vacoufs familiaux, étaient exempts d'impôts. Le propriétaire ancien n'avait plus aucun droit de disposition sur le bien cédé.

Au fond, le vacouf familial n'était pas autre chose, que le fidéicommis familial. Au cas où l'usufruitier ne laissait pas d'héritiers, ces biens devenaient la propriété de la mosquée à titre définitif. S'il laissait des héritiers, ils avaient le même droit d'usufruit et l'héritage n'était pas grevé de l'impôt sur les successions. Comme on peut le voir d'après ce que nous venons d'exposer, la propriété familiale était bien protégée par l'institution du vacouf familial, d'une part contre la confiscation par l'Etat de cette propriété et, d'autre part, contre l'esprit de dissipation du chef de famille.

Les biens des vacoufs étaient gérés par des administrateurs spéciaux. Les paysans habitant ces terres supportaient la charge d'un *neuvième* du revenu brut annuel des terres au profit de la fondation. De même les usufruitiers des mouls cédés à la mosquée devaient la même redevance. Il y a même des preuves que certains habitants des vacoufs aient supporté seulement la charge d'un dixième (1).

Ici, on doit se demander ce qu'étaient devenus les biens des églises chrétiennes. Au moment de l'occupation de la Serbie, tous les biens ecclésiastiques avaient été distribués aux spahis ou aux mosquées. Les biens attribués aux mosquées devinrent des vacoufs. Cependant, on pouvait rencontrer des églises possédant des biens immobiliers, même pendant la domination turque. Certaines églises ou couvents jouissaient même de divers privilèges. Mais ce ne furent que des cas exceptionnels. En général, les églises se trouvant sur un spahilouk payaient un dixième du revenu brut des terres au spahi, comme de simples particuliers.

Pour entretenir les églises et le clergé, le peuple supportait une charge, en plus de toutes les autres charges dues aux autorités et propriétaires turcs. Pour le compte des évêques orthodoxes, on prélevait la *dîme ecclésiastique*. Cette dîme consistait en un groche et quatre paras par an. Les curés, pour leur part, prélevaient un *impôt ecclésiastique*, qui était dû par tous les contribuables. Le montant de cet impôt était d'un groche et vingt paras par an. Dans les campagnes, on payait 12 okas (2) de blé par contribuable. Les deux impôts étaient prélevés par les curés (3).

V. Les terres mévats. — Toutes les terres en friche, les forêts et les pâturages constituaient des *mévats*. Autrement dit,

1. Nintchitch, *op. cit.*, p. 61.

2. Une oka représente 1.250 grammes.

3. A. Voukhtchévitch, *Les impôts en Serbie*. Paris, 1914, p. 14.

toutes les terres n'ayant pas de propriétaire indirect, installé par le sultan pour jouir des revenus de ces terres, étaient dénommées *mévats*. Ces terres étaient éloignées des agglomérations et même des régions habitées et étaient inoccupées.

En principe une terre, se trouvant comprise dans le mévat et qui était défrichée par un particulier, devenait sa propriété. Cependant, le droit musulman ne reconnaissant le droit de propriété qu'au sultan, cette propriété n'était pas absolue *stricto sensu*. Le sultan pouvait confisquer cette terre. Pourtant, en cas de confiscation, le propriétaire avait le droit d'être indemnisé de la valeur des constructions élevées par lui sur la terre qu'il possédait.

Tous les paysans, habitant dans le voisinage des mévats, avaient un droit d'usage sur ces terres. Ainsi, ils avaient le droit de faire paître leurs troupeaux sur les pâturages des mévats. Ils pouvaient ramasser le bois pour chauffage ou pour la construction. Ils pouvaient ramasser des glands pour nourrir leurs cochons, etc. En un mot, le mévat était la terre collective de tous les paysans habitant dans le voisinage.

LA CLASSE PAYSANNE SOUS LE RÉGIME TURC

Au moment de l'occupation de la Serbie par l'armée turque, la noblesse avait disparu et il ne restait dans les campagnes que des paysans qui cultivaient les terres sur lesquelles ils vivaient. Leur vie ne fut en rien modifiée. La classe privilégiée serbe avait été remplacée par la classe privilégiée turque. Les redevances qui étaient payées à la première, l'étaient aussi à la seconde. Toutefois, la condition des paysans a été sensiblement meilleure pendant la domination turque que dans l'ancien Etat serbe.

Les turcs ne pratiquaient pas l'agriculture. Ils trouvaient que cette occupation ramollit l'esprit militaire chez des gens qui, en se créant une occupation sérieuse sur leurs terres, commencent à en avoir assez de la guerre. C'est pourquoi lorsqu'ils occu-

paient un territoire, ils ne chassaient pas les paysans, mais se contentaient de créer sur ce territoire plusieurs spahilouks, dont les bénéficiaires avaient droit aux redevances des paysans. Ces bénéficiaires touchant des revenus sans rien faire, étaient par cela même dépendants du sultan, qui leur donnait ce bénéfice. Quant au paysan, il était obligé de se soumettre au sultan et de payer les redevances prévues au sultan et à ses spahis ; lorsqu'il s'acquittait de cette charge, on le laissait vivre tranquillement sur ses terres.

Nous avons vu ce que les paysans devaient donner aux spahis. A part cela, ils devaient au sultan le *haratch*. Les *haratchs* étaient de deux sortes : « L'un était perçu d'après le revenu brut et nommé le *proportionnel*, étant proportionnel aux revenus de la terre ; l'autre était permanent, payé chaque année et d'un même montant établi sans égard aux modifications possibles de revenu (1). » Le proportionnel était le plus important. C'était l'impôt sur le revenu brut annuel des terres. Il consistait en un *dirième* du revenu brut. Ce décime impérial était souvent affermé. L'autre impôt était un impôt personnel, une capitation sur tous les individus mâles de 7 à 80 ans. Le taux de cet impôt a varié pendant les quatre siècles de la domination turque. En plus de cela, les paysans devaient plusieurs autres taxes différentes.

Une fois les redevances au sultan et au spahi payées, le paysan était libre. Le sultan, d'après le droit musulman était propriétaire *de jure* de toutes les terres de l'empire. Mais c'est l'habitant de la terre qui avait seul le *jus possessionnis*. Le sultan n'avait pas non plus les *jus utendi*, *fruendi* et *abutendi*. Son droit ne portait que sur une partie des revenus des terres (2). D'autre part, le spahi n'avait que le droit de jouissance des revenus d'une terre, sans en avoir le droit de propriété.

Par contre, le droit du paysan sur ses terres était très vaste.

1. Nintchitch, *op. cit.*, p. 31.

2. Nintchitch, *ibid.*, p. 33.

Il n'était pas *de jure* propriétaire de ses terres. Mais il pouvait les vendre, les laisser en héritage. Il pouvait construire des maisons et des moulins sur les terres qu'il habitait, droit qui manquait au spahi. Il pouvait se déplacer librement. A ce propos, Vouk Karadjitch nous a laissé une notice intéressante : « Là-bas, en Serbie, un paysan pouvait, sous la domination turque, se déplacer d'un village à un autre quand cela lui plaisait. Il n'était pas obligé de demander pour cela la permission au spahi, dont il quittait le village ; il ne devait non plus la demander à celui dans le village duquel il venait. Il pouvait vendre ou démolir sa maison ; il pouvait venir chaque année cueillir les fruits et les raisins dans ses vergers et vignobles, avec l'obligation de remettre au spahi le dixième. Dans le village inoccupé là où il voulait, il pouvait défricher les champs et les pâturages ; il pouvait planter des arbres fruitiers et la vigne autant qu'il voulait. Quand le spahi venait dans le village prendre des redevances et lorsqu'il nommait les paysans d'après la liste, les paysans lui disaient : « Celui-là a quitté le village » ou « Tel autre s'est installé dans le village (1). »

Le paysan disposait librement de ses biens. S'il venait à vendre ses biens, le spahi devait lui délivrer le contrat d'aliénation moyennant une taxe. Le contrat était ensuite légalisé par le cadi (le juge). Ce contrat portait le nom de *tapou*. Toujours, à l'occasion des cessions, les paysans considéraient qu'ils cédaient leurs biens. De même en cas de mort, les biens du paysan passaient à ses héritiers. Lorsqu'il n'avait pas d'héritiers, les terres étaient données à ses voisins de village, mais jamais le spahi n'a eu le droit de s'approprier ces terres.

Les droits du spahi sur les paysans étaient réglementés par la loi ou par des décrets. Personne ne pouvait les chasser de leur terre, ni s'emparer de leurs droits, sauf dans des cas prévus par la loi (2). De même il était interdit au spahi de prendre

1. V. et N. Petrovitchi, *op. cit.*, p. 325.

2. Nintchitch, *op. cit.*, p. 38.

pour soi, de vendre ou de donner en cadeau la terre confisquée au paysan d'après la loi (1). Il devait donner cette terre aux autres paysans. Au cas où le paysan quittait sa terre, il perdait son droit de propriété sur elle au bout de trois ans. Mais si l'on établissait qu'il y avait eu fuite du paysan, le jour même de sa fuite, son droit de propriété cessait à l'instant (2).

En un mot, le paysan, bien que n'étant pas *de jure* le propriétaire de sa terre, l'était en fait. Son droit de propriété différait du droit actuel de propriété seulement en ce qu'il avait besoin de l'autorisation du spahi pour vendre sa terre. A tous les autres points de vue, il en était le propriétaire absolu. Il avait la charge de certaines redevances, mais à part cela, il était le maître de ses terres. Ainsi nous pouvons conclure que la domination turque a été plus favorable aux paysans que l'ancien État serbe.

Le tchitlouk. — Le droit d'un spahi sur son spahilouk ne dépassait pas sa mort. Une fois le spahi décédé, ses biens revenaient *de jure* à l'empereur. Il n'est donc pas étonnant que les spahis aient cherché à transformer leur droit de spahilouk en droit de propriété absolue. Pour avoir la libre disposition de leurs terres, ils ne choisissaient pas les moyens. Le but seul comptait. Mais cette transformation de spahilouks, de fiefs personnels, en biens successoraux ne fut pas possible tant que le pouvoir central resta fort. Vers la fin du XVIII^e siècle, le pouvoir central de Turquie s'affaiblit. L'armée, composée de janissaires indisciplinés, se décomposa ; les caisses du trésor se vidèrent ; l'anarchie régna en maîtresse. C'était donc une occasion très favorable pour les spahis d'accaparer les terres qu'il possédaient temporairement et de les transformer en propriété complète et absolue.

On a vu que, d'après le droit musulman, toutes les terres

1. Nintchitch, *ibid.*, p. 40.

2. Nintchitch, *ibid.*, p. 66-67.

appartenaient au sultan. Cependant, en Arabie, il y avait une exception à cette règle. Une partie des terres conquises était donnée aux soldats, ou était laissée aux habitants, ayant embrassé la religion musulmane, en pleine et absolue propriété. Ces terres portaient le nom de *ouchriés*. Elles supportaient la charge d'une redevance, qui consistait en un *dixième* du revenu brut annuel. Cet impôt avait plutôt un caractère religieux. Les terres ouchriés n'étaient pas nombreuses. Nous avons vu que les turcs ne pratiquaient pas l'agriculture ; ils considéraient que cette occupation endort l'énergie et ramollit l'esprit militaire. D'autre part, l'Etat non plus ne permettait que le nombre de *ouchriés* augmenté, car ces terres ne rapportaient au fisc qu'un revenu très médiocre (1).

A l'exemple des terres ouchriés, les spahis de Serbie et d'autres provinces, créèrent un droit de propriété similaire : le *tchitlouk*. Le propriétaire du tchitlouk portait le nom de *sahibi*. Le peuple appelait aussi cette propriété *agalouk* et le maître *aga*. Un *sahibi* pouvait librement disposer de ses terres. Il pouvait les vendre, les donner en cadeau ou les échanger. Après sa mort, c'était sa famille qui héritait du tchitlouk. « Le tchitlouk est la véritable propriété de celui qui le possède et il consiste en terre et en tout ce que la nature produit sur cette terre. Le maître du tchitlouk a le droit de le cultiver comme il le veut. Il a l'obligation de donner aux spahis (en cas où ce n'est pas le spahi lui-même qui est le maître du tchitlouk) le *dixième* de tous les produits que cette terre donne. Il doit aussi donner au sultan le *haratch* pour cette terre et payer toutes les taxes du village ou de la généralité qui pèsent sur son tchitlouk. Les gens qu'il installe sur le tchitlouk sont ses ouvriers ou fermiers. Ils ne paient que le *haratch*. Le produit de leur travail leur est donné selon l'accord conclu avec le maître. Ils peuvent abandonner le tchitlouk, mais le maître lui aussi pouvait les congé-

1. Nintchitch, *op. cit.*, p. 27

dier dans le délai prévu par le contrat ou en cas de désaccord avec eux. (1) »

Un tchitlouk se composait de terres de labour, de prairies, de vergers et de hameaux. Sur ces terres vivaient des cultivateurs. Leur situation était la même que le cultivateur ait possédé cette terre avant ou qu'il ait été amené sur le tchitlouk comme simple ouvrier. Le maître du tchitlouk prenait aux paysans cultivant ses terres ce qu'il avait convenu avec eux. Mais cela n'avait rien d'un contrat libre. D'un côté il y avait le sahîbi, qui était le propriétaire de la terre, qui était turc et qui était puissant ; de l'autre, il y avait le paysan affamé, le chrétien, la *raya* (2). S'il n'acceptait pas les offres du maître, il ne risquait pas seulement d'être chassé de ses terres avec sa famille ; il risquait même sa tête. Avant, dans les temps normaux, c'étaient les *cadis*, les juges spéciaux, qui étaient chargés de trancher les litiges entre les spahis et leurs paysans. Mais lorsque la faiblesse du pouvoir central se fit sentir, les spahis s'emparèrent par la ruse et la violence du pouvoir judiciaire de sorte que les délits les plus graves commis contre la *raya* restèrent impunis. Le maître du tchitlouk prenait toujours plus que ce que les paysans donnaient au spahi. Et ce qui était le pire les obligations des paysans n'étaient garanties ni par la loi, ni par un contrat. Le sahîbi pouvait leur prendre tout ce qu'il voulait. On disait alors : « Le cadi porte plainte contre toi, le cadi juge ! » Ce n'était pas encore tout. Généralement un tchitlouk se trouvait sur un spahilouk, d'où l'obligation pour le paysan de supporter trois charges en même temps : donner au spahi ce qui est prévu pour lui, donner au sultan le *haratch*, donner au sahîbi ce qu'il veut ! Cela donne une idée des charges que supportait le paysan vers la fin du XVIII^e siècle.

La propriété sur un tchitlouk s'obtenait de deux façons. La première était la façon régulière : un turc venait chez un spahi et lui demandait d'acheter une portion de terre se trouvant sur

1. M. Gavrilovitch, *Miloche Obrénovitch*, t. II. Belgrade, 1909, p. 344.

2. Le mot turc *raya* signifie : bétail.

son spahilouk ; pour cette terre, il lui payait quelque chose. Le spahi acceptait volontiers ces offres, parce qu'il touchait une somme d'argent et qu'en même temps il conservait son droit intact aux redevances du paysan. Il délivrait à l'acheteur un papier, le *tapou*. Cette opération était complètement illégale, le spahi n'étant pas propriétaire des terres qui appartenaient au sultan, mais cela n'empêchait nullement l'acheteur de devenir propriétaire de la terre cédée ! D'autre part, il arrivait souvent que les paysans exaspérés par les vexations et les abus des soldats indisciplinés et des bandes qui pullulaient dans tout le pays, cédaient eux-mêmes leurs terres comme tchitlouk à un sahibi, pour que celui-ci les protège contre la tyrannie.

La façon régulière d'obtenir la propriété complète et absolue sur une terre était l'exception. La règle, c'était l'obtention de ce droit par un mode irrégulier. On peut dire que presque tous les sahibis sont devenus propriétaires de leurs tchitlouks par la voie des abus. Tous les moyens étaient bons. Les menaces, la pression, la ruse, la prison et même la mort.

Si ce n'était pas le spahi lui-même qui transformait son spahilouk, le plus souvent il installait sur son spahilouk ses frères ou ses parents comme sahibis. Par cette opération, il assurait à sa famille un profit qui était souvent même plus grand que le sien, sans amoindrir en rien ses revenus. Fréquemment aussi, comme nous l'avons déjà noté, il vendait une partie de son spahilouk à un autre, en se réservant ses droits de spahis. Mais le plus souvent la constitution d'un tchitlouk se faisait d'une manière sauvage et brutale ; nous en avons beaucoup de preuves. Vouk Karadjitch dans son *Lexicon* en expliquant le mot tchitlouk écrit : « La plupart des villages ont été transformés en tchitlouks par les turcs par force ou par suite de différents malheurs. Par exemple, si un homme commet un délit ou un crime, ou même si les turcs le prennent pour l'auteur d'un méfait sans aucune preuve, et veulent le tuer, il accourt vers un turc puissant : « Ne me délivre pas, maître, et je n'appartiendrai qu'à toi et à Dieu, jusqu'à la fin de mes jours. » Le turc

ordonne qu'on le laisse en liberté et il devient son ouvrier (kmète) avec ses terres. Quand, de cette manière, dans un village, plusieurs maisons se transforment en tchitlouks, le turc propose aux autres paysans de se vendre à lui avec leurs biens et familles. S'ils ne consentent pas, il enferme leur bétail lorsqu'il le trouve sur la terre de ses kmètes et leur fait payer des amendes tant qu'ils ne finissent pas par se vendre à lui. Je me rappelle comment Ali-Pacha Vidaïtch en 1803 enfermait, ligottait et battait les paysans de Klouptse tant qu'ils ne finissaient pas par consentir à se vendre à lui. » D'après un document, dans le même village, 48 familles avec les champs, les pâturages, les vergers et les maisons se sont vendues à un turc pour 920 groches!

M. Nintchitch, dans son étude intitulée : *L'histoire des rapports agraires et juridiques des paysans serbes sous les turcs*, cite un passage du livre d'Ibrahim Manzour Effendi : *Mémoires sur la Grèce et l'Albanie*, qui montre nettement la façon dont on constituait le tchitlouk le plus souvent. Il y est dit : « Lorsque le tyran (Ali-pacha) avait projeté de se rendre propriétaire d'un village, il commençait par acquérir le terrain de quelque habitant indigent, ce qu'il était d'autant plus à portée de faire qu'aucune vente ne pouvait avoir lieu sans son agrément ; dès qu'il se voyait parmi le nombre des propriétaires de ce village, il commençait à chicaner les autres sur les limites de leurs terres, sur les droits chimériques qu'avait sur telles portions l'ancien propriétaire qu'il venait de remplacer et à force de ruses, de vexations et d'injustices, il finissait par déposséder les autres habitants du village. Mais, il arrivait parfois que les propriétaires, dans la crainte d'être les victimes de son avidité, se cotisaient pour secourir l'indigent prêt à vendre son champ au tyran. Alors Ali-pacha ne pouvant faire aucune acquisition, suivait une autre marche pour atteindre son but, en même temps que pour assouvir sa vengeance. Il faisait donc passer et repasser sans cesse de forts détachements de ses troupes albanaises dans le canton où ce village était situé ; ils avaient ordre de faire de

longs séjours dans le village qu'il avait en vue et qui était la cause de toutes ces marches et contre-marches. L'on peut s'imaginer les terribles excès auxquels se portait une troupe indisciplinée composée d'hommes cruels et barbares par nature, sauvages, grossiers et avides par mœurs nationales et qui, par dessus tout cela renchérisaient sur leurs ordres de violences ordinaires, dans l'intention de faire la cour à leur maître. De cette manière les malheureux habitants étaient bientôt réduits au dernier désespoir et se trouvaient trop heureux de mettre un terme à leurs souffrances insupportables, en abandonnant *gratis* leurs titres de propriétaires à l'exécrable tyran. »

Vers la fin du ^{xviii}^e siècle le pouvoir central ayant trop faibli en Turquie, ce n'étaient plus seulement les spahis ou leurs familles et amis qui accaparaient les tchitlouks. D'autres turcs arrivant de tous les côtés, s'installaient à côté des spahis comme maîtres de tchitlouks. Cela se faisait moyennant une somme versée au spahi, ou le plus souvent, par la force, le spahi ne pouvant pas se défendre. Il ne faut pas oublier qu'en ce temps l'anarchie complète régnait en Turquie.

On a vu que l'armée turque était composée de deux catégories de soldats. Les troupes régulières étaient constituées par des janissaires qui étaient payés et entretenus par le sultan. En cas de guerre seulement on faisait appel à la deuxième catégorie de soldats, aux spahis. Vers le milieu du ^{xviii}^e siècle, les troupes de janissaires devinrent de plus en plus indisciplinées. Commandées par des chefs ambitieux qui n'avaient d'autre but que leur propre intérêt, ils pouvaient faire tout ce qu'ils voulaient à la condition d'obéir à leurs chefs. La population chrétienne devait subir toutes les vexations et tous les abus de ces bandes de pillards et de brigands. Le sultan n'avait plus aucune autorité sur les soldats qui n'obéissaient qu'à leurs chefs de bandes. De tous les côtés, ils provoquaient des désordres.

Un grand nombre de ces soldats vinrent et s'installèrent dans le pachalik de Belgrade. « Accompagnés de quelques hommes, ils descendaient dans les villages, convoquaient les habitants et

les sommaient de leur vendre les terres qu'ils cultivaient, en leur promettant de l'argent pour payer les impôts et les contributions. Les paysans commençaient toujours par s'y refuser en disant que la propriété de la terre ne leur appartenait pas. Mais, sous les menaces, ils finissaient par céder et recevaient une faible somme de 200 à 300 piastres. Alors les janissaires forçaient les spahis et les autorités à contresigner les actes qui constituaient leur droit de propriété (1).

Les spahis pouvaient maintenant invoquer en vain que leurs terres n'appartenaient qu'au sultan ; les janissaires ne les écoutaient pas. Ils s'installaient en maîtres sur les terres prises et demandaient aux paysans ce qu'ils voulaient. Tout de même ils respectaient encore les droits des spahis. D'ailleurs, cela ne leur faisait absolument rien que le paysan ait à supporter une charge plus ou moins lourde. Pourtant, la vie des paysans commençait à devenir insupportable.

En 1793, le sultan Sélim III essaya de lutter contre l'anarchie qui s'était établie dans son empire. La Turquie s'en allait en morceaux. L'armée n'existait presque plus, le trésor était vide. Les différents pachas faisaient ce qu'ils voulaient et étaient indépendants dans leurs provinces. La première chose que le sultan entreprit, ce fut de réformer les janissaires et de les réorganiser. Les janissaires se révoltèrent.

Pour s'assurer l'aide des chrétiens contre les janissaires, le sultan les combla de privilèges. Un hatti-chérif, décret du sultan, délivré en 1793 aux chrétiens du pachalik de Belgrade leur accorda des privilèges différents. Il était interdit aux janissaires et aux maîtres des tchitlouks de rentrer et de résider dans le pachalik de Belgrade ; tous les impôts qu'ils prélevaient furent supprimés. Les Serbes devaient continuer à payer le tribut au sultan et l'impôt aux spahis et cela globalement pour le pachalik tout entier. La répartition et la perception des impôts devait être effectuée par les knèzes serbes d'accord avec le pacha. Les

1. G. Yakchitch, *L'Europe et la Résurrection de la Serbie* (1804-1834). Paris, 1906, p. 6.

knèzes étaient élus par le peuple réuni en assemblée. Le pouvoir judiciaire était partagé entre les juges turcs (cadis) et les knèzes serbes. Les spahis devaient résider à Belgrade à l'exclusion de toute autre résidence; l'accès même de toute autre ville du pachalik leur était formellement interdit. Le libre exercice du culte et des cérémonies rituelles était garanti. La restauration des églises et des monastères anciens fut autorisée. Les Serbes eurent le droit de circulation et de trafic sur toute l'étendue du territoire du pachalik. Pour apporter à Belgrade leurs denrées et leurs produits, ils n'acquittaient qu'une taxe d'octroi (1).

Ce hatti-chérif du sultan resta lettre morte. Le vésir de Belgrade *Chachit pacha* laissa les janissaires vivre dans le pachalik. Cela provoqua un grand mécontentement dans le peuple. Les knèzes envoyèrent une plainte au sultan. La plainte des knèzes serbes était appuyée par les spahis turcs qui n'étaient pas du tout satisfaits des agissements des janissaires, installés comme maîtres des tchitlouks. Le sultan remplaça *Chachit pacha* par *Hadji Moustapha*, un homme clairvoyant, qui comprenait que les intérêts de l'empire turc étaient du côté des revendications serbes. Avec l'avènement du *Hadji Moustapha* à Belgrade, la chasse aux janissaires commença activement.

Cependant, dans le pachalik de Vidine, voisin de celui de Belgrade, un chef des janissaires *Osman Pazvan Ogtou* s'était emparé du pouvoir et régnait en maître indépendant. Pour protéger les janissaires du pachalik de Belgrade, chassés de partout, il envahit la Serbie. Il y leva une contribution de 36.000 piastres. Par ailleurs, la plupart des janissaires vivaient cachés en Serbie. En novembre 1800, les janissaires du pachalik de Vidine occupèrent Belgrade. *Hadji Moustapha* aurait même perdu la vie, si les serbes ne l'avaient pas sauvé. Nous avons là un paradoxe : les serbes opprimés sauvent la vie du chef de leurs oppresseurs, les turcs !

Voyant que par des moyens brutaux il était difficile de

1. Georges Devas, *La nouvelle Serbie*. Paris, 1918, p. 58-59.

prendre le pouvoir dans le pachalik de Belgrade, les janissaires changèrent de tactique. Ils firent semblant de se soumettre à *Hadji Moustapha*. Ils vinrent à Belgrade en grand nombre. Le 27 décembre 1801, ils tuèrent par ruse *Hadji Moustapha*. Alors ils devinrent maîtres du pachalik et prirent en mains tous les pouvoirs. Quatre des janissaires, les *dahis* se proclamèrent chefs du pachalik.

Maintenant la Serbie était toute grande ouverte aux janissaires, aux aventuriers de toutes sortes, aux bandes de pillards et aux brigands. Du moment où on obéissait aux *dahis*, on avait le droit de tout faire. « Les impôts furent augmentés arbitrairement ; les knèzes furent privés de leurs pouvoirs ; tous les privilèges obtenus par le hatti-chérif de 1793 furent abolis, et le pachalik fut livré à la tyrannie (1). » Le système des tchitlouks envahit complètement la Serbie. Non seulement ces aventuriers s'installaient comme maîtres des tchitlouks, mais ils ne souffraient même plus les spahis. De tous les côtés les spahis étaient pourchassés, leurs droits enlevés, et leur mécontentement fut très grand. Non seulement ils sympathisaient avec les Serbes, mais ils les encourageaient dans leur haine contre les janissaires. Vouk Karadjitch décrit cette période de tyrannie de la manière suivante : « Ayant chassé tous les spahis, les *dahis* s'emparèrent de leurs biens comme de ceux d'autres maîtres de tchitlouks ; dans tous les villages, ils créèrent des auberges et des tours élevées où ils placèrent leurs agents subalternes. Il n'y avait plus dans le pays d'autres juges que les *dahis*. Les janissaires rendaient la justice à leur gré et à leur manière, commettant des sévices et condamnant les hommes à mort, réquisitionnant et prenant de force chevaux et armes et tout ce que leur bon plaisir leur commandait. Puis, ils se mirent à abuser des femmes et des jeunes filles (2). Le peuple était désespéré. L'esprit de révolte grandit de plus en plus. Cet esprit était encouragé aussi par les spahis honnêtes. Les knèzes serbes tenaient des

1. Yakchitch, *op. cit.*, p. 28.

2. Devas, *op. cit.*, p. 62.

conciliabules et se préparaient à la révolte. Cependant, leur loyalisme envers le sultan était profondément enraciné. A la fin de 1803, ils firent un appel suprême au sultan : « On nous menace dans notre vie, dans notre religion, dans notre honneur. Pas un mari qui soit sûr de garder sa femme ; pas un père sa fille ; pas un frère sa sœur. Cloîtres, églises, moines, prêtres, rien n'est à l'abri des outrages (1). »

Hélas ! le sultan ne pouvait pas les aider. Lui-même n'avait pas la force de mettre fin à cette tyrannie. Personne n'obéissait à ses ordres. Alors, le peuple se mit sérieusement à s'organiser et à préparer l'insurrection. Les knèzes entretenirent un contact permanent. Les paysans étaient prêts à les suivre. C'est à ce moment que les dahis surprirent une lettre adressée par le knèze *Alexa Nénadovitch* au commandant autrichien de Zémoun, par laquelle le knèze lui demandait l'aide morale et matérielle et l'informait que les préparatifs pour l'insurrection étaient terminés. Les dahis, en signe de représailles, décapitèrent les knèzes *Alexa Nénadovitch* et *Ylia Birtchanine*. De même, en quelques jours, 72 autres knèzes furent décapités. Leurs têtes furent exposées devant le palais des dahis à Belgrade.

Cette dernière atrocité fut la cause directe de l'insurrection serbe. Tout le peuple se leva d'abord contre les dahis, ensuite contre la Turquie. Le chef des révoltés était *Kara-Georges Pétrovitch*. C'est de cette révolte qu'est née la Serbie libre et indépendante.

1, Denis, *op. cit.*, p. 48.

CHAPITRE III

LA ZADROUGA

Pendant la domination turque en Serbie presque tous les paysans vivaient dans des communautés familiales, les *zadrougas*. Il est plus que probable que même avant, dans les temps les plus reculés de leur histoire, les paysans serbes vécurent dans des *zadrougas*. Nous essayerons un peu plus loin de le démontrer. Mais ce qui est absolument certain, c'est que les *zadrougas* étaient très nombreuses sous le régime turc. D'ailleurs, nous avons beaucoup de preuves que les autorités turques elles-mêmes favorisaient les *zadrougas*. Nous ne citerons ici que le décret du sultan Moustafa III, du 13 septembre 1766, qui démontre nettement la tolérance des *zadrougas* par l'administration turque. Il y est dit : « Si quelques-uns des chrétiens expriment leur désir de vivre dans la *zadrouga*, en élisant une personne pour chef de toute la famille ou de leur *zadrouga*, que ce soit pendant le temps de la collecte de l'impôt ou avant, il ne faut s'y opposer que dans le cas où leur association ferait diminuer les revenus qu'ils doivent payer (1). »

Sous le joug turc, tous les paysans, qui voulaient s'assurer la vie et sauvegarder leurs biens, étaient obligés de se tenir groupés en grandes familles. En formant des *zadrougas* comptant souvent 80 membres, entourés de leurs parents, les paysans étaient sûrs de l'avenir de leurs enfants. D'autre part, les turcs, craignant des vengeances, n'osaient pas attaquer les paysans appartenant à des familles fortes. Au moment de l'insurrection

1. Yastréboff. *Les documents pour l'histoire de l'église serbe*. Belgrade, 1879, p. 15.

serbe, au début du ^{xix}^e siècle, les familles n'appartenant à aucune zadrouga étaient des exceptions.



La zadrouga est une famille, dont les membres vivent en commun et travaillent en commun, sur des biens communs. Le produit du travail de tous appartient à tous les membres. Chaque zadrouga est composée de deux ou de plusieurs parents, qui vivent là avec leurs familles descendant d'un même ancêtre, à l'exception des membres adoptés. Vouk Karadjitch, dans son dictionnaire serbe, donne une définition incomplète de cette institution. Pour lui, la zadrouga, ce n'est autre chose que *plures familiae in eadem domo*. E. de Laveleye donne une définition assez complète de la zadrouga : « C'est une unité sociale, la corporation civile, qui possède la terre ; c'est-à-dire le groupe de descendants d'un même ancêtre, habitant une même maison ou un même enclos, travaillant en commun et jouissant en commun des produits du travail agricole (1). »

Vouk Karadjitch, dont les œuvres constituent une documentation précieuse pour l'étude de la Serbie du début du ^{xix}^e siècle, dans un article paru dans le journal *Danitsa* en l'année 1827, décrit la zadrouga de la manière suivante : « Les serbes vivent le plus souvent organisés en zadrougas. Dans quelques maisons on peut trouver quatre ou cinq hommes mariés, tandis que les maisons composées d'un seul ménage sont rares. Autour de la maison principale dans laquelle on mange et dans laquelle ne dorment que les vieux, se trouvent de petites maisons pour chacune des familles et c'est là que la famille dort sans feu en été comme en hiver. Chaque zadrouga a son chef, qui la gouverne et tient l'administration des biens entre ses mains. C'est lui qui donne de l'ouvrage aux enfants et aux jeunes gens. C'est lui

1. E. de Laveleye, *De la propriété et de ses formes primitives*. Paris, 1877, p. 204.

qui communique avec les turcs et qui assiste aux assemblées et conférences du village. Il vend de concert avec les membres de la maison tout ce qui est destiné à la vente et achète ce qui est nécessaire. Il garde l'argent et son devoir est de payer les impôts. Si dans la maison se trouvent des hôtes (dans les grandes maisons il y en a toujours), c'est lui qui les entretient et qui mange avec eux. Dans les grandes maisons où il y a beaucoup de membres, le chef mange à part avec les hôtes, puis les membres qui travaillent dans les champs mangent ensuite, et enfin c'est le tour des femmes et des enfants. Le staréchina — le chef — n'est pas toujours le plus âgé de la maison. Quand le père devient vieux, il remet la dignité de chef au fils le plus raisonnable (ou à son frère ou neveu), sans tenir compte de l'âge de ceux-ci. S'il arrive que le chef ne gouverne pas bien la maison, les membres peuvent transmettre la dignité à un autre (1). »

La maison principale est presque toujours située sur une pente. Elle est entourée d'une grande cour. Une partie de la cour constitue le jardin potager. Derrière et au-dessus de la maison se trouve le *zabran*, un enclos boisé. Devant la maison se trouve le verger, qui renferme surtout des pruniers. Les autres terres sont plus ou moins éloignées de la maison. Elles sont situées au fond des vallées. Elles constituent le *potés* — l'ensemble des terres arables — appartenant aux paysans d'un village ou d'une partie d'un village. Le territoire tout entier d'un village s'appelle *l'atar*, le finage.

* * *

Le chef de la zadrouga. — Le chef de la zadrouga est son seul représentant. Toutes les ventes des produits d'une zadrouga et tous les achats des objets nécessaires à une zadrouga sont faites par lui. Il désigne à chacun des membres les

1. Cf. Drag. Novakovitch, *La zadrouga*. Paris, 1905, p. 68-69.

travaux que celui-ci est obligé de faire. Il personnifie la zadrouga devant les autorités. Tous les membres de la zadrouga lui doivent le respect et l'obéissance. Pour toutes les affaires importantes, le chef est obligé de consulter les autres membres et, sans leur consentement, ne peut rien entreprendre. Si un chef n'agit pas d'accord avec les membres de la zadrouga, le remplacement peut avoir lieu par un autre membre de la zadrouga ; de même en cas de vieillesse ou d'incapacité du chef. Le chef n'est pas nécessairement le membre de la zadrouga le plus âgé. Les membres peuvent élire aussi pour chef un homme plus jeune, qui s'est fait remarquer par sa sagesse et ses capacités. Si la zadrouga reçoit des hôtes, c'est le chef qui les accueille et qui mange avec eux. Le chef travaille lui-même comme les autres membres, bien que personne ne l'oblige à travailler.

Les membres de la zadrouga. — Les hommes forts travaillent dans les champs, dans les bois, dans les vignes. A chacun des membres, le chef désigne son occupation journalière. Ils contrôlent la gérance du chef de la zadrouga et donnent leur consentement dans les affaires importantes. Ils élisent le chef en cas de vacance de ce poste. Ils délibèrent aussi sur la déchéance d'un chef incapable. Les vieillards dont les forces physiques sont déjà épuisés, ont une vieillesse assurée. Tout de même, ils assument la garde des troupeaux et des jardins. Ils rendent d'autres petits services. Les enfants aident également leurs parents selon leurs forces. Ils gardent les jeunes animaux et la volaille. Quand un membre de la zadrouga est en âge de se marier, on essaye de lui trouver une jeune fille d'une autre zadrouga, car on ne voulait pas accepter une jeune fille, qui n'avait pas vécu dans une zadrouga.

Les femmes. — Les femmes restent à la maison pour faire le travail du ménage. Mais, par exception, elles peuvent cultiver les champs aussi. Chacune s'occupe d'abord de son propre ménage, prépare le linge de son mari et de ses enfants. Après

cela, elle participe au travail de la maison. La cuisine de toute la maison, aussi bien que le ménage de la maison principale, sont faits par deux ou trois femmes à tour de rôle pour une durée d'une semaine. Les femmes s'occupent aussi du laitage. Elles élèvent et gardent les enfants. La femme du chef a une situation un peu plus importante que les autres.

La zadrouga est une famille dans laquelle vivent ensemble deux ou plusieurs parents, qui descendent d'un même ancêtre. Il vivent là avec leurs familles. Très souvent dans une zadrouga, on trouve aussi des membres adoptifs. Tous les membres d'une zadrouga travaillent ensemble sur des biens communs, appartenant à la zadrouga entière. Les plus grandes zadrougas connues jusqu'à aujourd'hui comptaient 80 membres. Les zadrougas moyennes en comptent vingt. Toutes les terres de la zadrouga, tous les biens mobiliers et immobiliers, appartiennent en commun à la famille. Chaque membre reçoit ce qu'il lui faut pour satisfaire à ses besoins. Le produit du travail appartient à la communauté entière. S'il y a un excédent, on l'utilise pour l'achat de terres ou pour l'amélioration de la propriété. Quand une zadrouga devient très grande, elle se divise. Pour disposer d'un bien appartenant à une zadrouga, il faut le consentement de tous les membres. Au début un membre d'une zadrouga ne pouvait rien posséder : tous les biens appartenaient à tous. Cependant, avec le temps, on admit qu'un membre pouvait posséder des objets pour son usage personnel. Petit à petit, on permit à un membre de posséder divers objets et même des objets immobiliers (*ossobina*).

* * *

La zadrouga est une association primitive, instinctive, entre des cultivateurs appartenant à la même famille. Chaque zadrouga forme un groupe autonome, qui se suffit à lui-même. On ne produit que ce qui est nécessaire à la consommation familiale. L'échange est encore embryonnaire. Le mode de production est

celui de la première étape de l'évolution industrielle, l'industrie domestique. La division du travail est simple.

Cependant, les avantages de cette institution sont grands. Au point de vue économique, il est absolument certain, qu'une zadrouga offre les avantages de la petite propriété, tout en permettant la grande culture du sol. Le morcellement excessif des terres est empêché. Elle arrête aussi la formation de grands domaines et l'accaparement des terres par des gens riches, puisqu'elle résiste mieux qu'une petite propriété. La zadrouga, en offrant une certaine sécurité aux gens qui en font partie, favorise la formation de familles nombreuses. Le revenu net est plus grand, étant donné les économies réalisées sur les frais généraux grâce à la vie en commun (un feu, une lumière, un repas). De même la division du travail dans une zadrouga a ses avantages : « Le chef s'occupe de l'administration et de la gérance de la maison, il est en contact avec les autorités, avec les marchands et autres gens qui peuvent avoir quelques rapports avec la zadrouga. Par suite de son occupation journalière, il devient tellement expérimenté qu'il peut gérer avec un grand succès les affaires de la maison. Les hommes déjà vieux sont employés à la garde des jardins, des troupeaux et autres travaux qui n'exigent pas beaucoup de force musculaire. Les hommes forts travaillent dans les champs, les bois, les vignes, Les enfants rendent de petits services et sont très souvent chargés, de la garde des volailles, des petits cochons et des veaux. Les femmes s'occupent du ménage, du laitage, de la confection du linge, des habits et d'autres travaux de la maison, tandis que dans les maisons pauvres, elles sont forcées d'aller travailler dans les champs, à côté des hommes. Il y a des membres qui connaissent quelque métier ; mais cette occupation est toujours secondaire (1) ».

La zadrouga offre une grande sécurité à ses membres et à leurs familles. En cas de maladie, de mort, de service militaire

ou dans d'autres occasions, qui constituent une grosse épreuve pour un homme isolé, c'est la zadrouga qui maintient l'équilibre. Chaque père est sûr de l'avenir de sa famille. En général, le paysan, qui vit dans une zadrouga, est indépendant au point de vue argent.

Les enfants sont élevés sous la surveillance étroite de toute la zadrouga. L'esprit de famille et de solidarité leur est implanté dès l'âge le plus tendre. Les adultes aussi sont surveillés et contrôlés par leurs parents. Le relâchement des mœurs est prévenu par cette surveillance. Il est établi que les délits et les crimes sont beaucoup plus rares parmi les cultivateurs vivant dans les zadrougas que chez ceux qui vivent isolés. Le nom et la renommée de la zadrouga y jouent un grand rôle.

Les membres d'une zadrouga sont imprégnés non seulement d'un sentiment familial profond, mais aussi d'un sentiment social et politique. La zadrouga est une école de la vie publique. Le conseil des membres d'une zadrouga, c'est en quelque sorte le conseil municipal. Le respect de l'autorité est implanté chez les jeunes gens.

Mais la zadrouga serbe a joué un rôle particulier au début du XIX^e siècle. L'idée nationale et l'amour de la patrie ont trouvé au sein de la zadrouga un terrain fertile. Par les chants populaires et les récits, transmis de génération en génération, le peuple a gardé un souvenir vivant de son passé glorieux. Au coin du feu, raffermis par les récits héroïques des vieux, les jeunes rêvaient de reconquérir la liberté nationale. La religion elle aussi a trouvé dans la zadrouga son protecteur naturel. C'est grâce à la zadrouga que le peuple a pu mener jusqu'au bout la guerre de la libération : Les membres absents, les combattants, étaient entretenus et équipés par ceux qui restaient à la maison et cultivaient la terre. Au moment de la première insurrection notre peuple a donné une armée qui comprenait près de 50.000 soldats. « Cette force, cette armée, a été formée par la zadrouga et a été entretenue par elle pendant dix ans. Une zadrouga envoyait à la guerre deux ou trois de ses membres.

Les autres restaient, entretenaient leurs frères combattants. Après avoir fait la guerre pendant un certain temps, les premiers retournaient à la maison pour cultiver la terre, tandis que les autres les remplaçaient au combat. Un membre de la zadrouga qui partait combattre savait bien que ceux qui lui étaient chers étaient en sécurité, qu'ils ne seraient pas réduits à mendier et ne mourraient pas de faim après sa mort (1) ».

* * *

L'origine de la zadrouga. — Les auteurs, qui ont étudié la zadrouga, ne sont pas d'accord sur son origine. D'après les uns, la zadrouga est d'une création récente. Au contraire, d'autres pensent que la zadrouga est une institution très ancienne. Nous exposerons les deux thèses avec les preuves fournies par leurs auteurs à l'appui.

1. Le représentant principal de l'opinion que la zadrouga est de création récente est *I. Peisker*. Dans son étude *Die serbische Zadruga (Zeitschrift für social und Wirtschaftsgeschichte, VII, 1900, p. 211-326)*, il émet l'opinion que la zadrouga est née à l'époque féodale au moyen-âge. Elle serait la conséquence du système fiscal des ^{xv^e} et ^{xvi^e} siècles. Son opinion repose sur les faits suivants : Dans l'empire byzantin le système de l'imposition reposait sur les taxations capitales. Il existait une taxe très élevée qui devait être payée par les habitants. Cette taxe étant très élevée on réunissait deux ou trois hommes mariés et on leur imposait le paiement de cette taxe. Comme l'État serbe du moyen âge avait adopté le système d'impôts byzantins, la conséquence de ce système fut la formation des zadrougas en Serbie.

Nous allons maintenant examiner de près cette opinion. D'abord, il nous faut constater que Peisker n'a trouvé aucune

1. M. Voukitchévitch, *Le rôle de la zadrouga dans les guerres de libération*. Belgrade, 1892, p. 46-47.

confirmation de son hypothèse ni dans la législation serbe, ni dans les autres documents historiques. Au contraire, on trouve partout dans la Code Douchan et dans d'autres chartes, des dispositions selon lesquelles, soit pour l'impôt, soit pour les corvées, c'est toujours la maison qui était redevable et non les particuliers. D'autre part, on pourrait se demander pourquoi la zadrouga n'aurait pas existé à Byzance, les mêmes causes produisant généralement des effets similaires. Nous pensons que l'hypothèse de Peisker n'est pas fondée.

Au contraire, nous savons que l'intérêt de la classe privilégiée dans l'Etat serbe du moyen âge était que les zadrougas soient partagées. Plus il y avait de maisons, plus il y avait d'objets corvéables. Dans un décret du roi *Vladislav* nous lisons : « Le fils marié ne peut rester dans la maison paternelle que trois ans ; après ces trois années, il doit la corvée à l'église (1). »

II. — L'opinion contraire est soutenue par l'énorme majorité des auteurs. Pour appuyer leur hypothèse que la zadrouga est une institution très ancienne, ces auteurs fournissent de nombreuses preuves. Nous exposerons les principales selon l'ordre logique.

a) L'origine de la zadrouga remonte à des temps anciens parce que les principes des rapports juridiques de cette institution sont restés partout et jusqu'à l'heure actuelle identiques chez tous les peuples yougoslaves : serbes, croates, bulgares, quoique leur évolution politique ait été entièrement différente et que les influences des législations étrangères aient pu détourner les coutumes des zadrougas de leur portée primitive ou même créer les dispositions différentes que l'on trouve chez les slovénes. Or l'origine de la zadrouga remonte à l'antiquité, au temps où ces peuples vivaient encore ensemble (2).

b) Dans une étude de E. de Laveleye : *Les communautés de famille et de village*, nous avons trouvé la description suivante de la communauté de famille qui existait en Russie : « En Rus-

1. Drag. Novakovič, *op. cit.*, p. 56-57.

2. M. Ivisc, *Les problèmes agraires en Yougoslavie*. Paris, 1926, p. 32.

sie les communautés de famille, quoique tendant à disparaître, se retrouvent encore partout avec les mêmes caractères que dans les Handörfer. L'avoir familial forme un patrimoine indivisible ; tous les membres de la famille travaillent au profit de la communauté et, en principe, ils doivent lui apporter ce qu'ils gagnent au dehors, leurs frais d'entretien déduits ; la fille qui se marie reçoit une dot, mais ne peut réclamer une part des biens communs. Il n'y a point d'héritage, car la communauté continue à exister à travers les siècles et les générations se succèdent dans la jouissance du patrimoine familial. Le chef de la maison s'appelle tantôt *khozain* « l'administrateur », tantôt *bolshoth* « le grand personnage ». Il administre, ordonne les travaux, vend, achète, comme le directeur d'une société anonyme ; mais pour les décisions importantes, il consulte tous les adultes. Quand il y a partage, il se fait entre les mâles adultes habitant la maison. Les femmes et les fils, qui ont abandonné la communauté, n'y ont aucune part. C'est une sorte de liquidation de société. Les avantages de cette vie en commun sont évidents. » La ressemblance entre cette communauté de famille en Russie et la zadrouga est très frappante. Or, quand on sait que les serbes et tout le peuple yougoslave sont originaires de Russie, ne paraît-il pas logique de conclure qu'ils ont rapporté l'institution de la zadrouga de leur ancienne patrie ?

c) Dans les statuts de Raguse de 1272 on trouve la disposition suivante : « Si unus aut plures ex fratribus simul habitantibus perchivium quod ex uxoribus suis receperint in communitate aliorum fratrum posuerint, ordinamus quod omnes expensae uxorū suarū et heredum nec non et nutricum heredum faciant de tōta communitate » (lib. IV, cap. L. III) (1). Comme on le voit, il est déjà fait mention dans les lois du XIII^e siècle de la communauté de famille, ayant le caractère de la zadrouga.

d) Dans le Code de Douchan, on trouve trois articles 52, 66 et 71, qui parlent de la peine collective, de la peine qui tombait à la charge

1. V. Boguichitch, *De la forme dite inokosna de la famille rurale chez les serbes et les croates*. Paris, 1883, p. 17.

de la communauté toute entière, au cas où un membre de la communauté aurait commis un délit. L'article 52 dit : « Les père, frère, ou tout autre parent ne sont pas responsables de la mauvaise foi et du délit de leur fils, frère, parent, s'ils vivent séparément dans d'autres maisons et n'ont commis aucune faute personnelle. Tout le poids de la peine ne pèsera que sur la maison du coupable. » Un peu plus loin, l'article 66 dit : « Si les frères habitant la même maison sont appelés devant le tribunal, celui qui se présentera au juge impérial sera *seul* partie au procès ; si l'un se trouvait à la cour impériale et déclarait : « Je présenterai au juge mon frère aîné », on ne le forcerait plus à se présenter au procès. » Enfin, l'article 74 dit : « Si le frère, le fils ou le parent habitant la même maison commet un délit, le chef de la famille paiera ou devra livrer le délinquant. » Nous trouvons dans ce fait la meilleure preuve de l'existence de la communauté familiale dans l'ancien droit serbe, résultant de la consanguinité. C'est l'étroite solidarité qui lie les membres d'une zadrouga au point de vue juridique.

e) De même, dans toutes les chrysobulles, qui accompagnaient des donations faites aux églises, il était fait mention des communautés familiales. Stoyan Novakovitch a essayé de nous donner le nombre des membres des zadrougas mentionnées dans des chrysobulles des donations aux couvents. Dans cette statistique, la plupart des zadrougas comptent 7, 8, 9, 10 membres mâles, seulement quelques-unes 13, 14, 15 ou 16 et une seule 20 membres mâles. Généralement une zadrouga comprend le père, avec ses enfants et petits enfants et les frères avec leurs descendants. Le gendre y est rarement rencontré (1).

f) Enfin, tous les auteurs sont d'accord sur le fait que la zadrouga existait déjà sous la domination turque en Serbie à partir du x^e siècle.

* * *

Tous les faits cités prouvent assez clairement que la zadrouga

1. Drag Novakovitch, *op. cit.*, p. 56.

est une institution ancienne. Elle est née dans des temps très éloignés, sous la nécessité des besoins économiques et sociaux. L'homme isolé ne pouvait pas vaincre avec succès la nature. Il fallait la force de plusieurs bras. Le groupe se formait naturellement par l'agrandissement d'une famille, dont les membres ne se séparaient pas.

D'autre part, dans les temps primitifs, dans la période d'anarchie et de guerre de tous contre tous, un homme isolé ne pouvait pas se défendre contre les pillards et les brigands. A cette époque du règne du plus fort, la sécurité était plus grande pour les hommes vivant dans de grandes familles. Nous pouvons même faire une constatation générale à ce point de vue. Lorsque les gens vivent dans une sécurité relative, on remarque une tendance à la décomposition des zadrougas. Il en était ainsi dans l'ancien Etat serbe. Mais, dès que les temps deviennent troubles, la zadrouga se renforce et devient prospère. Nous avons vu cela sous la domination turque en Serbie. Dans l'état d'anarchie administrative, dans laquelle se trouvait la Serbie opprimée, c'est seulement grâce à l'institution de la zadrouga que le peuple réussissait à se défendre. Les zadrougas d'alors étaient si fortes, qu'elles dûrent être respectées par le vainqueur, et les spahis turcs ne se hasardaient qu'avec crainte dans les campagnes, pour percevoir leurs revenus.

Enfin, en ce qui concerne la formation des zadrougas, la religion domestique et les raisons morales ont aussi une grande part de mérite.

Pour l'existence de la zadrouga il n'était pas nécessaire qu'il y eut une propriété immobilière. Au début, lorsque les gens menaient une vie de nomades, la communauté de la zadrouga ne consistait qu'en biens mobiliers et en droits d'usage. C'était généralement un troupeau, qui faisait le principal objet de possession. La famille ne restait sur une terre que peu de temps ; le lieu d'habitation était souvent changé ; pourtant, le lien familial restait fort et la propriété commune.

Nous ne sommes pas d'avis que la zadrouga est une institu-

tion spéciale aux slaves. Toute l'humanité a passé par là ; seulement, en raison des conditions économiques et politiques, cette institution est demeurée chez les yougoslaves le plus longtemps possible et nous pouvons dire qu'à l'heure actuelle elle représente en effet une particularité du peuple yougoslave. Les communautés de famille des autres peuples ont eu plus ou moins de ressemblance avec celles des slaves et leurs traits caractéristiques ont été les mêmes. Les différences proviennent des particularités nationales et de race.

* * *

Maintenant nous pouvons conclure : Dans les temps les plus reculés, les tribus slaves étaient composées de cellules plus petites, les communautés de famille les *zadrugas*. Avec les tribus qui s'installèrent dans la péninsule balkanique, cette institution fut transplantée dans les Balkans. Pendant le moyen âge dans l'ancien état serbe, la *zadruga* était en décadence, l'Etat s'opposant à sa multiplication et favorisant son démembrement pour des raisons fiscales. Une autre cause de cette décadence fut l'influence de la civilisation byzantine sur les mœurs et le droit de l'Etat serbe. La réglementation de la propriété foncière et des rapports qui en découlent fut néfaste aux *zadrugas*, cette réglementation étant faite d'après le droit byzantin, qui ne connaissait pas cette institution familiale. Cependant, à l'époque difficile de la domination turque, les *zadrugas* se développèrent beaucoup parce que, d'une part, le peuple trouva dans les grandes familles la meilleure garantie contre l'oppression du vainqueur et que, d'autre part, l'administration turque était favorable à la *zadruga*.

Les autorités turques ne demandaient les impôts qu'à des maisons. Les paysans pour cette raison préféraient vivre dans des *zadrugas* qui ne payaient pas d'impôts plus grands qu'une maison. Les turcs ne demandaient aux vaincus que deux choses : l'argent et la soumission. La vie privée, les institutions des

peuples vaincus ne les intéressaient pas. Le peuple se gouvernait lui-même et le village et l'église étaient autonomes. Cette période fut en effet une période de rajeunissement ethnographique du peuple serbe. Les anciennes institutions sociales et les coutumes se réveillèrent et se renforcèrent,

CHAPITRE IV

LA SERBIE NOUVELLE ET LA QUESTION AGRAIRE

Il a fallu au peuple serbe beaucoup de temps pour reconquérir son indépendance, et cela lui a coûté bien des sacrifices. La libération de la Serbie, qui avait commencé par l'insurrection de 1804, n'a été complètement terminée qu'en 1878. La première période de lutte, de 1804 à 1813, ne fut pas couronnée de succès. En 1813, après neuf années de luttes presque ininterrompues et après des sacrifices inouis, la Serbie retomba sous l'esclavage turc. Mais le peuple serbe avait goûté à la liberté : il n'existait plus aucune force qui aurait pu l'empêcher de la reconquérir. Le 23 avril 1815, il se redressa et déclara la guerre à outrance à la Turquie. Pendant cette deuxième insurrection, le chef des rebelles fut Miloche Obrénovitch, un paysan illettré, mais très rusé et intelligent. Les cinq premières années de cette lutte, ce furent des combats sanglants et sans merci. De cette lutte nouvelle sortit la Serbie libre et indépendante, qui fut le noyau autour duquel se groupèrent toutes les provinces yougoslaves.

Pour mieux comprendre les différentes étapes de la libération du peuple serbe de la domination turque, nous exposerons les faits et les événements selon l'ordre logique. Le premier résultat de la lutte pour l'indépendance, ce fut l'article VIII du traité de paix, conclu le 28 mai 1812 à Bucarest entre la Turquie et la Russie, qui s'était alliée à la Serbie en 1811 contre la Turquie. L'article VIII du Traité se rapporte à la Serbie. A la fin de cet article, il est stipulé « qu'en conséquence et conformément

à l'article 4 des préliminaires, la Sublime-Porte, à la prière des Serbes, leur accordera les mêmes avantages que ceux dont jouissent ses sujets des îles de l'Archipel et d'autres parties de ses Etats, et pour leur donner aussi une preuve de sa magnanimité, *elle leur laissera à eux-mêmes le soin de l'administration intérieure du pays*, en recevant immédiatement d'eux le montant des impôts modérés qu'elle lèvera sur eux, et en prenant à cet effet des mesures *de concert avec le peuple* ». Par cet article, la Turquie reconnaissait donc au peuple la liberté de s'organiser intérieurement. Quant aux impôts, ils devaient être prélevés de concert avec le peuple. Ce fut tout. Naturellement personne en Serbie n'était satisfait de ce résultat. Or, même ce petit privilège accordé à la Serbie n'eut pas de suites immédiates, la Serbie étant de nouveau sous le joug turc en 1813.

En 1815 les luttes recommencèrent. Des combats sanglants furent livrés partout jusqu'en 1820. Le 20 septembre 1820 les Serbes envoyèrent au sultan une requête nationale avec leurs desiderata : 1° La liberté du culte ; 2° le prince Miloche Obrénovitch doit obtenir la dignité princière héréditaire ; 3° l'administration intérieure doit avoir une autonomie complète ; 4° les districts ; qui ont fait partie de la Serbie de 1813 et qui en ont été détachés ensuite, doivent être de nouveau rattachés au territoire serbe ; 5° rachat en totalité de toutes les terres ; 6° tous les turcs doivent quitter la Serbie sauf les soldats des forteresses ; 7° la liberté du commerce doit être garantie à tous les serbes ; 8° les serbes auront leurs agents diplomatiques à Constantinople (1).

Cependant, c'est en 1826 seulement, par la convention d'Ackerman, que l'article VIII du traité de Bucarest fut confirmé et interprété dans le sens des desiderata du peuple serbe. Par cette convention, la Serbie était érigée en Principauté tributaire. Dans son article 5 la convention d'Ackerman promettait que l'article VIII du traité de Bucarest serait mis à exécution. Pour

1. Georges Devas, *La nouvelle Serbie*. Paris, 1918, p. 130.

cela la Sublime-Porte règlera avec les représentants de la nation serbe les mesures qui seront jugées les plus convenables pour lui assurer « les avantages stipulés en sa faveur ». Cette réglementation devra s'effectuer dans le délai de dix-huit mois. Les conclusions de cette négociation feront partie d'un hatti-chérif que le sultan édictera dans le délai prévu de dix-huit mois en faveur des serbes.

Quels seraient les sujets et l'objet de la négociation des représentants du peuple serbe avec la Turquie ? Une annexe de la convention d'Ackerman, qui en faisait partie intégrante, spécifiait en détail les desiderata serbes. Les délégués du peuple serbe auront à négocier au sujet de la liberté du culte, du choix de ses chefs, de l'indépendance de son administration intérieure, de la réunion des districts détachés de la Serbie, de la réunion des différents impôts en un seul, de l'abandon aux serbes de la régie des biens appartenant à des musulmans, à charge d'en payer le revenu avec le tribut, de la liberté du commerce, de la permission aux négociants serbes de voyager dans les Etats ottomans avec leurs propres passeports, de l'établissement d'hôpitaux, d'écoles et d'imprimeries et, enfin, de la défense aux musulmans, autres que ceux appartenant aux garnisons, de s'établir en Serbie. Il ressort de ce tableau des desiderata serbes que les demandes étaient assez importantes et sérieuses. Cette fois, la Serbie faisait un pas décisif vers une complète autonomie intérieure, tout en restant vassale de la Turquie. La formule vague du traité de Bucarest de « l'administration intérieure » recevait des précisions claires. Cependant, malgré son engagement, la Turquie cherchait à gagner du temps, selon les principes de la diplomatie orientale. Elle attendait quelque changement politique qui lui permettrait de se dégager de ses obligations.

Dans une nouvelle guerre entre la Russie et la Turquie, pendant laquelle la Serbie resta neutre, la Turquie subit une nouvelle défaite. Dans le traité de paix conclu entre la Turquie et la Russie le 14 septembre 1829 le problème serbe fut repris.

L'article VI de ce traité se rapporte à la Serbie. D'abord la Turquie s'excuse de l'inexécution de la convention d'Ackerman par suite de « circonstances survenues » depuis lors. Elle s'engage à remplir son engagement « dans le moindre délai ». De plus elle s'engage à restituer immédiatement les six districts détachés de la Serbie en 1813. Le firman impérial réglementant ces questions devait être délivré au peuple serbe dans le courant du mois qui suivrait la conclusion de ce traité de paix.

Cette fois la Turquie ne pouvait plus temporiser. Quand le firman, confirmant les dispositions de l'article VI du traité d'Andrinople, fut délivré à Miloche Obrénovitch, celui-ci convoqua l'Assemblée nationale à Kragouyévat. Le 23 janvier 1830, il donna solennellement lecture du firman impérial devant l'Assemblée. Après la lecture Miloche Obrénovitch prononça un discours. Il disait entre autre : « Jusqu'à aujourd'hui nous étions les sujets sans condition de l'absolutisme turc, nous étions les esclaves, et maintenant nous devenons un peuple indépendant, auquel le Sultan, par son hattî-chérif, reconnaît solennellement ses droits à la face du monde entier. Nous sommes devenus les égaux des autres peuples civilisés et heureux des Etats chrétiens. Désormais... il nous faut imiter les autres nations civilisées et prospères et tâcher de les égaler. Il nous faut nommer un prince et organiser le gouvernement, il faut instituer des tribunaux, il faut fonder des écoles, construire des hôpitaux, créer des imprimeries (1). » En un mot, devant le peuple serbe se posait tout le problème de l'organisation intérieure. Mais à côté de l'organisation politique du nouvel Etat, il fallait résoudre aussi un autre problème très important. C'était le problème agraire qui devait être examiné inévitablement. Miloche Obrénovitch dans son discours disait à ce propos : « Par son firman, le Sultan établit qu'il ne restera pas d'autres turcs parmi nous que ceux dans les forteresses. Tous les biens immobiliers turcs nous seront remis. Les biens privés des turcs, tels *les moulks*, les maisons, les magasins, les moulins, les

1. Devas, *op. cit.*, p. 129.

pâturages, etc..., nous aurons le droit de les racheter. Les terres du Sultan, les *spahilouks* (timars et ziamètes) et les biens domaniaux du Sultan (moukadés, malitchanés et hassovî) nous seront rendus. Pour les revenus de ces terres nous paierons un tribut... Nous rachèterons les biens privés des turcs et ils seront à nous ; les revenus que nous devons donner au Sultan pour les terres cédées, lui seront payés avec le tribut. Les biens seront gérés par nous. *Toute la terre sera à nous et chacun de nous saura ce qui lui appartient et que personne ne pourra plus lui enlever. Il saura que dans sa patrie, il ne restera plus sur ses terres au gré du spahi seulement, mais que tous ses biens seront transmis à ses enfants où à ses descendants* » (1).

Enfin, le 29 août 1830, par un nouveau hattî-chérif du sultan, tous les privilèges accordés à la Serbie furent réglés. Ce hattî-chérif fut la charte de l'indépendance serbe. Il reconnaissait au peuple serbe le droit d'exercer librement dans ses églises le culte orthodoxe. Miloche Obrénovitch était accepté comme prince héréditaire de Serbie. Le hattî-chérif prévoyait aussi l'institution d'un Conseil national, qui partagerait le pouvoir avec le prince. Le Conseil sera composé par des chefs du peuple, inamovibles dans leurs fonctions. Cette disposition fut introduite sur les exigences de la diplomatie russe, qui voulait limiter le pouvoir du prince Miloche (2). Une commission turco-russe devait être nommée pour constater le véritable état de choses, « afin qu'on puisse prendre des mesures en conséquence » au sujet du rattachement des six districts. Les autorités turques n'auraient plus aucun droit de se mêler de l'administration intérieure du pays. La principauté de Serbie était autorisée à délivrer des passeports aux commerçants. Les droits de douane sur les marchandises expédiées de Belgrade à Constantinople devaient être perçus à Constantinople. Les droits sur les

1. M. Gavrilovitch, *op. cit.*, p. 155, t. III.

2. Georges Milikitch, *Le Problème bicaméral en Yougoslavie*. Paris, 1929, p. 11.

marchandises expédiées à l'étranger devaient être perçus à Belgrade, mais compris dans le tribut. Le prince avait le droit d'organiser la force armée pour protéger l'ordre. Les serbes pouvaient désormais établir dans leur pays des imprimeries, des hôpitaux et des écoles. Là où il n'y avait pas de forteresse, il n'y aurait que des autorités serbes. Le prince avait le droit d'exiger du peuple une liste civile. Le patriarche de Constantinople nommerait le clergé en Serbie. La principauté était libre aussi d'établir des postes. Toutes les fortifications nouvelles seraient abolies. Des agents diplomatiques serbes pouvaient être établis à Constantinople (1).

Tels furent les privilèges accordés à la Serbie par le hattî-chérif de 1830. Ce hattî-chérif réglementait de même les rapports agraires entre les turcs et les serbes. Les dispositions du hattî-chérif à ce sujet étaient les suivantes :

.
5° Le haratch et les autres impôts seront fixés d'une manière précise. L'administration des spahilouks maintenant possédés par les *zaim* et les *timarniks* (ceux de Nich excepté), sera confiée aux serbes et leurs revenus comme ceux des districts qui doivent être réunis à la Serbie, entreront dans la somme à fixer pour les impôts et seront versés dans le trésor de Belgrade.

.
13° Les turcs qui possèdent des immeubles en Serbie et qui ne voudront plus avoir de relations avec le pays auront une année de temps pour les vendre à des prix équitables aux serbes d'après l'estimation faite par des commissaires.

14° Le produit des maisons, des vignes, des jardins, des terres et autres biens appartenant aux musulmans, qui ne voudraient pas les vendre, sera versé en même temps que le tribut dans le trésor de Belgrade pour être transmis aux propriétaires respectifs.

.
21° Lorsqu'un serbe se refusera de servir de sa pleine et entière volonté un musulman, il ne pourra y être contraint en aucune manière (2).

1. D'après A. Ubicini, *Les Serbes de Turquie*, Paris, 1865, p. 210-214.
2. Yakchitch, *op. cit.*, p. 498-499.

Par son hattî-chérif de 1830 le Sultan, comme nous l'avons vu, promettait d'instituer une commission mixte turco-russe, qui serait chargée de constater le « véritable état de choses » en ce qui concerne les districts détachés de la Serbie en 1813. Cette commission devait ensuite prendre les mesures en conséquence. Mais, les turcs ne montraient pas de bonne volonté pour régler définitivement cette question. Pour forcer la Turquie à respecter son engagement, le prince Miloche provoqua des révoltes dans ces districts, profitant de ce que la Turquie était engagée ailleurs dans des guerres. Tout en faisant semblant de réprimer ces révoltes, il occupa les six districts et mit la Turquie devant le fait accompli. Par un nouvel hattî-chérif de novembre 1833, la Turquie reconnut l'autorité du prince Miloche sur ces six districts. En même temps le hattî-chérif renouvela et élargit les dispositions de 1830. Il modifia aussi certaines dispositions du hattî-chérif de 1830 au sujet de la question des rapports agraires entre les serbes et les turcs. Cette partie du hattî-chérif de 1833 étant en quelque sorte la charte de la réforme agraire opérée en Serbie au début du XIX^e siècle, nous citerons ici les dispositions la concernant.

« Mon firman précédant fixait à un an le délai pendant lequel les musulmans habitant les villes attenantes aux forteresses, à l'exception de Belgrade, pouvaient vendre avec avantage leurs propriétés. Mais comme l'insuffisance de ce terme a été reconnue, dans le but de modifier et de régulariser ce délai, ils sont autorisés à demeurer en Serbie cinq ans encore à compter du jour de la publication du présent firman. Pendant ce délai de cinq ans, ils relèveront des vésirs respectifs de ces contrées et seront gouvernés par les autorités musulmanes qu'eux mêmes avaient choisies ».

« Ceux d'entre les musulmans, qui voudraient émigrer avant l'expiration du délai de cinq ans, devront obtenir toutes les facilités nécessaires pour vendre avantageusement leurs propriétés et pour le transfert de leurs familles. »

« A l'expiration du terme stipulé, les musulmans habitant les villes seront obligés d'émigrer et ceux établis dans les faubourgs, à l'exception de celui de Belgrade, devront se retirer avec leurs familles dans l'intérieur des forteresses ou bien ailleurs, de sorte qu'à

l'avenir aucun musulman ne puisse derechef se fixer en Serbie. »

« De leur côté les Serbes devront payer les prix équitables des terres et des propriétés des musulmans avant leur émigration. »

« Les musulmans ne pourront ni bâtir des maisons, ni élever aucune construction au delà du faubourg de Belgrade. »

« Ceux des musulmans, qui de leur propre gré voudraient vendre, soit aux serbes, soit à d'autres musulmans, les propriétés qu'ils possèdent à Belgrade, pourront le faire sans aucun empêchement. Aucun obstacle ne sera mis à ce que les musulmans et les serbes vendent de leur propre gré et réciproquement les biens qu'ils possèdent.

« Par égard au relevé des contributions versées jusqu'ici par les serbes dans mon trésor impérial, conformément au firman susmentionné, et le surcroît des dépenses occasionnées au pays par la remise de l'administration intérieure à ses chefs, désormais le tribut est fixé à la somme de 2.300.000 piastres, total dans lequel se trouvent compris la douane, les revenus des *timars*, des *ziamètes* et des *spahilouks* du sultan, dont l'administration passera aux mains des serbes, la capitation, et toutes les contributions en général, qui se percevaient jusqu'ici tant en nature qu'en argent, sous quelque dénomination que ce fut. Ce tribut sera payé annuellement à Belgrade et en deux termes. Les serbes auront l'administration de tous les revenus du pays et la jouissance des produits de leurs terres (1). »

A partir de l'année 1833, la Principauté de Serbie, tributaire de la Turquie, commença à s'organiser politiquement et économiquement. Le 22 février 1835, le prince Miloche, qui voulait régner en despote, fut forcé de donner au peuple une Constitution. La Russie ne voulant pas de cette Constitution, qui était trop libérale à son avis, le prince Miloche saisit cette occasion et la supprima un mois après. Cependant, le peuple continuait à demander une Constitution, et la lutte entre le prince Miloche et les chefs du peuple persistait. Ce qui gênait surtout le prince Miloche, c'était la disposition du hatti-chérif de 1830, qui instituait à côté de lui un Conseil, avec lequel il était obligé de partager le pouvoir. Pour arriver à ses fins, le prince Miloche vou-

1. Yakchitch, *op. cit.*, p. 502-505.

lait se servir de la Turquie. Il élaborait un projet et le remit à la Turquie, afin que celle-ci l'octroyât à la Principauté. En effet, en 1838, la Turquie octroya à la Serbie une nouvelle Constitution. Malheureusement pour le prince, la Turquie, sous la pression de la Russie, introduisit dans cette nouvelle Constitution l'institution du Conseil. Mécontent, le prince Miloche abdiqua. Cette Constitution comportait 66 articles. D'après cette Constitution, le prince avait le droit de grâce et la promulgation des lois. Il était le chef suprême de l'armée. A côté du prince, était institué un Conseil d'Etat, composé de 17 membres inamovibles et détenant les pleins pouvoirs. Le Conseil avait le pouvoir législatif et le droit de contrôle. La même Constitution prévoyait un gouvernement composé de quatre ministères : le ministère des affaires étrangères et de la chancellerie du prince, le ministère de l'intérieur, des finances et de la justice. Le Gouvernement dépendait beaucoup plus du Conseil que du prince. La Constitution garantissait aussi l'indépendance des juges. Cette Constitution a été remplacée par une autre en 1869. Ainsi fut établie la première organisation politique de l'Etat serbe. Cette organisation politique a bientôt eu une suite logique dans la promulgation du Code civil de 1844.

Jusqu'en 1856, la Principauté de Serbie ne fut protégée et garantie que par la Russie. Le Congrès de Paris, dans son traité du 30 mars 1856, voulant amoindrir l'influence russe en Turquie, plaça la Principauté de la Serbie sous la garantie collective des puissances contractantes : « En conséquence, ladite Principauté conservera son administration indépendante et nationale, ainsi que la pleine liberté de culte, de législation, de commerce et de navigation. » L'article 29 stipule, cependant, que les garnisons turques resteront en Serbie.

Ces garnisons restèrent en Serbie jusqu'en 1867. Le 6 mai de cette année, grâce à l'habileté diplomatique du prince Michel, le dernier soldat turc quitta le sol serbe.

Enfin, après une nouvelle guerre serbo-turque, qui trouva son épilogue au Congrès de Berlin en 1878, l'indépendance com-

plète du peuple serbe fut reconnue. De plus, la Turquie cédait encore à la Serbie quatre départements. Il a fallu, comme on le voit, au peuple serbe 74 années de luttes et d'efforts pour reconquérir son indépendance. Cela explique l'amour de la patrie enraciné chez les serbes et leur tenacité à la défendre jusqu'à la dernière goutte de leur sang : lorsqu'on gagne quelque chose avec beaucoup d'efforts et de sacrifices, on sait bien le garder.

* * *

La réforme agraire. — Dans la première période de la lutte du peuple serbe pour son indépendance (1804-1813), le principal soin des insurgés était de chasser les propriétaires turcs de Serbie, afin que les paysans puissent enfin devenir les maîtres des terres qu'ils cultivaient et sur lesquelles ils demeuraient depuis des siècles. Même sous le régime turc, les paysans se considéraient comme propriétaires de leurs terres. Ils considéraient les Turcs comme des occupants provisoires de la Serbie, dont ils seraient nécessairement chassés un jour. En effet, dès le début, tous les turcs furent chassés de Serbie. Puisque la terre appartenait au Sultan, à partir du moment où le peuple était affranchi de sa souveraineté, la terre devait revenir logiquement aux Serbes. Même les vrais propriétaires turcs, les propriétaires des *moulks*, que le droit musulman reconnaissait par exception, furent chassés de leurs biens ou tués. Leurs terres étant restées sans maîtres, les serbes se les approprièrent. Le chef de l'insurrection *Kara-Georges Pétrovitch* avait proclamé aux paysans un principe radical : « Il faut que chacun tue son soubacha ! » (1). La mesure était simple : tuez le turc et prenez sa terre en propriété ! Malheureusement, cette première période de lutte n'aboutit à aucun succès. En 1813, la Serbie était de nouveau sous le joug. *Le statu quo ante* se rétablit. Les anciens propriétaires ou leurs héritiers revinrent et les conditions du peuple ne changèrent point.

1. M. Kossitch, *op. cit.*, p. 202.

En 1815, la lutte reprit. Cette fois les efforts du peuple serbe commencèrent à donner leurs fruits. Mais l'état de choses ne changea pas en ce qui concerne les terres jusqu'en 1830. *De jure* les turcs restèrent maîtres des terres jusqu'à cette année. Cependant, le problème agraire était posé et pesait de tout son poids au-dessus des têtes des turcs. Quand le Sultan érigea, par son hattî-chérif de 1830, la Serbie en une Principauté tribulaire, avec liberté d'administration intérieure, il fut forcé de résoudre aussi le problème agraire dans la principauté. Les exigences des Serbes étaient nettes : *toutes les terres doivent appartenir à ceux qui les cultivent et tous les turcs doivent quitter le pays*. Le problème agraire reçut sa solution en effet dans les hattî-chérifs de 1830 et 1833, par lesquels la plupart des exigences serbes furent satisfaites.

Toutes les terres se trouvant sur le territoire de l'empire turc, d'après le droit musulman, appartenaient au sultan. De même, le territoire serbe était considéré comme sa propriété. Une seule exception était faite pour des terres dites *moulk*, qui constituaient la propriété absolue de ceux qui les possédaient. Une circulaire du ministère de la justice serbe du 15 avril 1844 fit la même distinction « Dans les temps précédant les hattî-chérifs, toutes les terres en Serbie étaient, ou des *spahilouks* (timars et ziamètes) ou des *spahilouks du sultan* (moukadés, malitchanés et hassovî) ou bien des *moulks*, des propriétés libres. Quand le peuple serbe récupéra ses droits, la Sublime Porte lui céda les deux catégories de spahilouks. Par cela même, le peuple serbe est devenu le maître de ses terres et tous les droits des musulmans sur elles ont été abolis. Pour les terres dites *moulks*, il était établi par les hattî-chérifs que leurs propriétaires turcs devaient les vendre. Les turcs ne pouvaient posséder de ces propriétés que dans les lieux où ils vivaient. » Il ressort de cette circulaire que le droit de propriété sur les terres, dites *moulk*, était reconnu aussi aux turcs par les Serbes. Les hattî-chérifs de 1830 et 1833 faisaient la même distinction. D'après ces deux

hatti-chérifs, le problème agraire en Serbie était résolu de la manière suivante :

1^o *La réglementation des biens qui, d'après le droit musulman, constituaient la propriété du sultan.* — Le sultan pouvait céder les revenus des terres qui lui appartenaient à des particuliers. Ces biens constituaient des *spahilouks* (timars et ziamètes). Généralement, le sultan se réservait une partie des terres pour lui-même. Il louait ces terres à bail annuel ou à vie. De même, il cédait les revenus d'une partie des terres à ses fonctionnaires, ce qui représentait leur traitement. Toutes ces terres portaient le nom de *spahilouks du sultan* (moukadés, malitchanés, hassovi).

D'après les deux hatti-chérifs, toutes les terres qui *de jure* constituaient la propriété du sultan, seront remises aux Serbes en pleine propriété. Les revenus des terres cédées seront compris dans le tribut que la Serbie doit au sultan. Les paysans qui demeurent sur ces terres ne devront plus rien aux spahis, ni à personne. Les revenus seront répartis par les autorités serbes sur les paysans et seront versés ensuite au Trésor de Belgrade. Par le hatti-chérif de 1833, le montant du tribut était fixé à 2.300.000 piastres turques. Dans cette somme était comprise aussi la somme destinée au sultan en compensation des revenus des terres cédées aux Serbes. Ce tribut devra être payé annuellement en deux termes. Le tribut fixé par le hatti-chérif de 1833 est moins un tribut dans l'acception ordinaire du mot qu'une rente annuelle payée par la Principauté en compensation des terres cédées (1). Les Serbes auront « l'administration de tous les revenus du pays et la jouissance des produits de leurs terres ». Les turcs doivent quitter le pays ou se retirer dans les villes, dans lesquelles ils sont autorisés à séjourner. Les paysans ne payeront que des impôts dont une partie sera destinée à compenser les revenus perdus par le sultan. *Les paysans habitant et cultivant ces terres en deviennent les propriétaires légitimes.*

1. Ubicini, *op. cit.*, p. 41.

Il n'est nullement fait mention, dans les deux hatti-chérifs, des biens dits *tchittlouks*, ce qui est tout naturel. Ces biens provenaient de l'usurpation et des abus et leur légalité n'était reconnue ni par les autorités turques, ni par les Serbes. Leurs propriétaires en furent tout simplement chassés et *les terres occupées par les paysans qui y habitaient*.

2^o *La réglementation des biens moulks*. — Les terres moulks constituaient par exception une propriété absolue. Ce droit de propriété absolue a été reconnu par les hatti-chérifs de 1830 et 1833. De même, cette propriété était reconnue comme légale par les Serbes. Pour cette sorte de biens, il est prévu que « les turcs qui possèdent des immeubles en Serbie et qui ne voudront plus avoir de relations avec le pays, auront *une année* pour les vendre à des prix équitables aux Serbes, d'après l'estimation faite par des commissaires » (art. 13 du hatti-chérif de 1830). Si, cependant, certains turcs ne veulent pas vendre leurs biens, « le produit des maisons, des vignes, des jardins, des terres et autres biens, appartenant aux musulmans, sera versé en même temps que le tribut dans le Trésor de Belgrade, pour être transmis aux propriétaires respectifs (art. 14). Les Serbes, demeurant sur ces biens, ne sont pas reconnus propriétaires; ils restent seulement comme fermiers.

Le hatti-chérif de 1833 a changé le délai d'une année en un délai de *cinq ans* pour le séjour des propriétaires de ces terres en Serbie, afin qu'ils puissent vendre leurs propriétés « avec avantage ». Mais, à l'expiration du terme stipulé, « les musulmans habitant les villes seront obligés d'émigrer; et ceux établis dans les faubourgs, à l'exception de celui de Belgrade, devront se retirer avec leurs familles dans l'intérieur des forteresses, ou bien ailleurs, *de sorte qu'à l'avenir aucun musulman ne puisse derechef se fixer en Serbie* ». Pendant ce temps-là, il fut interdit aux musulmans de bâtir des maisons, ni d'élever aucune construction au delà du faubourg de Belgrade. Cependant, tout en quittant le territoire serbe, les turcs conservaient leur droit de propriété sur les moulks tant qu'ils ne les avaient

pas-vendus. En cas de vente, les propriétaires turcs devaient prouver leur droit de propriété par des documents.

Un décret du 16 décembre 1843 assure le droit de priorité pour le rachat des terres mouls, à ceux qui les avaient cultivées jusqu'au moment de la vente.

3° *La réglementation des biens vacoufs.* — On a déjà vu que les biens vacoufs étaient des biens, dont les revenus servaient à l'entretien des mosquées ou des différentes fondations d'utilité publique. Dans les deux hattî-chérifs, il n'est fait aucune mention de ces biens. Il est vraisemblable, que les vacoufs étaient compris dans les terres dont la propriété appartenait au sultan, celui-ci étant en même temps le calife de tous les musulmans. Cela ressort aussi d'une disposition législative du 4 août 1839, qui précise que tous les biens vacoufs doivent être cédés aux églises. Cependant, une circulaire du ministère de la Justice du 17 novembre 1841 autorise les mosquées « se trouvant dans les lieux, où les turcs ont le droit d'habiter, à garder leurs biens vacoufs ». La *loi sur les biens vacoufs* du 3 juin 1867 règle enfin les rapports entre les églises, nouvelles propriétaires, et les paysans vivant sur les biens vacoufs. Moyennant une indemnité versée à l'église, les paysans se libéraient de leurs obligations vis à-vis de celle-ci.

Enfin, une disposition législative du 4 août 1839 proclame toutes les terres désertes ou sans maître, propriété de l'Etat.

Donc, en l'année 1830, les paysans serbes, qui se considéraient toujours comme propriétaires des terres qu'ils cultivaient, l'étaient devenus *de jure*. Les paroles prononcées par Miloche Obrénovitch devant l'Assemblée nationale à Kragouyévat étaient devenues une réalité : « Toute la terre sera à nous et chacun de nous saura ce qui lui appartient et que personne ne pourra plus lui enlever. Il saura que dans sa patrie, il ne restera pas sur ses terres au gré du spahi seulement, mais que tous ses biens seront laissés à ses enfants et à ses descendants. » La réforme agraire était radicalement exécutée. Un des principaux mérites du prince Miloche, c'est d'avoir vu clair et d'avoir proclamé dès

le début de l'indépendance du nouvel Etat le principe : *la terre appartient à celui qui la cultive* ! En appliquant ce principe, le prince Miloche a résolu le problème agraire en Serbie une fois pour toutes. Il a épargné à son pays les secousses et les dangers qui se seraient inévitablement produits, si cette question n'avait pas reçu une solution aussi radicale.

* * *

Au début du xix^e siècle, la population de la Serbie n'était pas nombreuse. En 1820, on comptait 1.400 villages et environ 54.000 maisons (1). La terre était en abondance. La propriété libre sur la terre était acquise par la simple occupation ou par le défrichement des terrains boisés. Chacun des agrandissements territoriaux de la Serbie fut suivi des migrations. Les serbes des provinces voisines, qui étaient restées encore sous le joug étranger, affluaient de tous les côtés : « Jusqu'en 1842 les nouveaux venus purent défricher les forêts et la terre défrichée leur appartint sans aucune formalité. Même après 1842 les immigrants purent obtenir des terres dans les limites d'un village (2). » L'immigration était favorisée même par les autorités administratives. Il existe une circulaire de ce temps, dans laquelle le prince Miloche ordonnait aux habitants des villages de permettre aux hommes, qui n'ont pas de propriété, de venir s'établir dans le village, s'il y a des terres libres (3). Le pays se peuplait vite. En plus des gens qui arrivaient en foule de toutes parts, d'autres, qui s'étaient jusque-là cachés dans les montagnes, où ils étaient à l'abri des vexations turques, commençaient à descendre dans les plaines. « La hache résonne de tous les côtés ; on coupe le bois pour border ce qu'on a occupé ; on défriche la forêt, pour obtenir des terres nouvelles à cultiver (4). » On achète

1. Momir Glomazitch, *Histoire du crédit en Serbie jusqu'à la fondation de la Banque Nationale*. Nancy, 1926, p. ix.

2. Tsviyitch Yovan), *La Péninsule balkanique*. Paris, 1918, p. 302.

3. D. Novakovitch, *op. cit.*, p. 76.

4. Slobodan Yovanovitch. *Les défenseurs de la Constitution et leur Gouvernement (1838-1858)*. Belgrade, 1912, p. 9.

ce que les propriétaires turcs vendent, mais l'on s'approprie plus que ce qu'on a acheté. De même, on occupe souvent des terres qu'un autre s'est déjà approprié. Les terres des églises et des communes ne sont pas épargnées. « Dans cette appropriation générale des terres, les plus forts écartent les faibles. Si un chef du peuple et un simple paysan convoitent la même terre, le paysan doit s'effacer devant le chef, même s'il avait le premier occupé cette terre. D'abord le chef prend ce qui lui plaît, les autres n'ont droit qu'à ce qui reste. Ayant plus d'argent que les autres, les chefs achètent aussi les biens turcs. Grâce à l'argent et au pouvoir ils agrandissent leurs biens plus vite que les autres. Certains chefs devinrent propriétaires de grandes étendues de terres ; la richesse en terres leur donnait l'apparence des spahis (1). » Le prince Miloche faisait de même.

Le peuple commençait à craindre cet état de choses. Il était devenu maître sur ses terres, maintenant il demandait la protection et la légalisation du droit de propriété et réclamait des lois où ce droit serait strictement délimité et des tribunaux pour sa défense. Déjà, le 1^{er} février 1829, devant l'Assemblée de Kragevats, le prince Miloche promettait au peuple des lois nouvelles : « Voulant, d'un côté, écarter les abus commis dans nos tribunaux, et, de l'autre, désirant assimiler notre peuple aux autres peuples civilisés et ne plus permettre le jugement d'après la libre considération des juges, j'ai l'intention de donner des lois, d'après lesquelles nos tribunaux jugeront partout, tous les cas, et également. Une partie de ces lois est achevée, — le Code criminel — seulement, il faut que cette loi soit examinée par une Assemblée, afin d'être accordée avec les coutumes de notre peuple, après quoi elle sera imprimée et distribuée aux juges. L'intérêt de cela sera, que les juges seront tenus dans leurs jugements par cette loi, et le jugement, fait d'après la loi, ne sera pas mal vu par les parties, qui sauront que le jugement est rendu non pas d'après la libre considération des juges, mais selon

1. Sl. Yovanovitch, *op. cit.*, p. 9-10.

la loi (1). » A ce moment, l'on se met à traduire les lois de Napoléon et le Code civil autrichien.

Cependant, la promesse faite par le prince Miloche tardait à se réaliser. Prudent et prévoyant, le prince ne voulait pas brusquer les choses. Le Code civil étant surtout d'une grande importance, le prince voulait qu'on étudiât d'abord les besoins du peuple et les rapports sociaux dans le nouvel Etat. Mais ce retard provoqua le mécontentement du peuple. Le 6 janvier 1835 éclata une émeute populaire par la main armée (Milétina bouna), qui avait pour but de forcer les pouvoirs à entreprendre la réforme administrative, et à donner au peuple les Codes civil et criminel. Le prince expliqua alors, que les projets étaient déjà prêts. La même année, le prince donna au peuple une Constitution, qui fut supprimée un mois après. Le prince Miloche déclara de même devant la Constituante : « Je fais examiner encore une fois les projets des Codes civil et criminel, qu'on élabore depuis quatre ans, et qui seront distribués aux tribunaux pour la défense des innocents et pour la condamnation des coupables. Avec ces lois, chaque Serbe trouvera sa défense non pas dans la libre considération des juges, mais dans la loi (2). »

En attendant le Code civil, qui devait garantir son droit de propriété sur la terre, le peuple devait se contenter d'une loi dite *loi sur le retour des terres* du 28 juillet 1839. Cette loi donnait à tous les serbes le droit de réclamer aux tribunaux leurs terres. Elle stipulait que celui qui possédait actuellement une terre, devait être considéré comme son propriétaire. Celui qui croyait avoir un droit plus fort sur cette terre, devait le prouver devant le tribunal qui rendrait un jugement. De même, la loi faisait une distinction entre les propriétaires des terres. Elle établissait que tout ce qui avait été jugé jusqu'en 1816 par les autorités turques restait valable. De 1816 à 1833 n'étaient considérés comme propriétaires que ceux qui possédaient des docu-

1. Alexa Yovanovitch, *L'évolution historique de la zadrouga serbe*. Belgrade, 1896, p. 59.

2. Alexa Yovanovitch, *op. cit.*, p. 61.

ments attestant leur droit de propriété. Tous les autres étaient considérés comme de simples usufruitiers pendant cette période, les terres ayant jusque-là appartenu au sultan *de jure*. A partir de 1833, ces usufruitiers devenaient les véritables propriétaires de leurs terres et les égaux de ceux des propriétaires, qui possédaient des documents attestant leur propriété. Tout ce que quelqu'un possédait ou détenait à ce moment, devint sa propriété. Cependant, si à partir de 1833 un individu possède un droit plus ancien sur une terre que celui qui la détient, il pourra faire valoir son droit auprès du tribunal.

C'est seulement en 1844, sous le règne du prince Alexandre Kara Georgévitch que le Code civil fut promulgué. L'auteur principal du Code était Yovan Hadjitch, un juriste de Novi-Sad. Déjà en 1829, le prince Miloche avait ordonné à Georges Zahariadès de traduire de l'allemand une partie du Code Napoléon. Une commission spéciale fut désignée pour traduire les lois principales. Le prince Miloche ne fut pas satisfait du travail de cette commission. A ce moment, la Serbie ne possédant pas d'hommes instruits, le prince s'adressa au gouvernement autrichien et lui demanda d'accorder à Yovan Hadjitch et Vassiliyé Lazarevitch de Zémoun l'autorisation d'entrer en Serbie. Le Gouvernement autrichien ayant consenti, ces deux juristes passèrent en Serbie et entreprirent l'élaboration des lois. Ayant examiné le travail de l'ancienne commission et s'étant renseignés sur le mode de jugement pratiqué en Serbie jusque là et sur les coutumes, ils firent un exposé au prince non seulement sur le Code civil, mais sur toutes les autres lois qu'il était nécessaire de donner au peuple. Ils déclarèrent que le Code Napoléon n'était pas pratique pour les Serbes. Le peuple serbe a besoin des lois plus simples et plus courtes, qui tiendront compte des coutumes nationales et répondront au niveau de civilisation de l'Etat serbe. Le prince Miloche accepta ces idées et chargea Hadjitch de préparer le Code civil et Lazarévitch de préparer le Code criminel. C'est vers 1840 que Hadjitch a commencé ce travail. Cette année, il conclut avec le Gouvernement un con-

trat, par lequel il s'engageait à élaborer le Code civil avec les motifs et interprétations dans le délai de deux ans pour le prix de 2.000 ducats. En automne 1842, Hadjitch remit au prince son projet. Le projet un peu corrigé par une commission et par le Gouvernement, fut promulgué en 1844 (1).

Le Code civil serbe est une simple traduction du Code civil autrichien. Cette traduction est complétée par des spécialités du droit coutumier serbe. Mais d'autre part, dans sa traduction serbe, le Code civil autrichien est beaucoup simplifié et réduit, le Code civil serbe ne comprenant que 950 articles. Beaucoup de dispositions du Code sont confuses, contradictoires, mal écrites. Souvent, on ne sait pas ce que la loi a voulu dire par telle disposition. Pour toutes ces raisons le Code civil fut vivement critiqué.

Le Code civil serbe de 1844 créa une propriété privée absolue et complète, telle la propriété privée dans le droit romain. Le droit de propriété sur les terres est reconnu aux paysans par la loi. L'article 211 du Code dit : « Tous les objets, les biens, et les droits appartenant à un serbe sont sa propriété. Cela veut dire que chaque serbe est le maître absolu de ses biens ; il peut les utiliser et en disposer comme il veut ; il peut aussi en exclure les autres, selon la disposition de la loi. » L'article 212 explique le droit de propriété et le garantit : « Le droit de propriété sur les produits résultant des efforts humains et sur les autres objets mobiliers dépendant de ces efforts, est fondé par la nature même et, en conséquence, ce droit est réglé par la loi naturelle ; le droit de propriété sur les biens immobiliers, telle la terre cultivée, et surtout la terre en friche, est cependant garanti par la Constitution du pays et par le Code civil. Ce droit de propriété sur les biens immobiliers est nommé le droit de bachtina ou simplement la bachtina. » Enfin l'article 213 du Code interdit la constitution de grandes propriétés : « Les spahilouks (timars et ziamètes) sont abolis en Serbie. Ils n'existent plus et

1. Ninko Péritch, *Les éléments du droit civil, la partie générale*. Belgrade, 1923, p. 9-10.

ne pourront plus être rétablis. Chaque serbe est le maître absolu de ses biens. Il a une bachtina complète, qui est protégée et garantie par la loi. »

Ainsi, les paysans serbes, qui avaient obtenu le droit de propriété sur les terres qu'ils cultivaient, par les hatti-cherifs de 1830 et 1833 voyaient cette propriété garantie aussi par les lois du pays. Le Code civil fut accueilli par le peuple avec grande joie. Et comme, depuis le plus lointain passé, le peuple serbe exprimait ses joies et ses douleurs par des chants, il consacra une poésie politique aussi à l'avènement du Code civil. Cette poésie s'exprimait ainsi :

« Les vieux et jeunes se réjouissent,
Les grands et les petits renaissent
De joie, de voir qu'enfin la justice règne,
Qu'aucun serbe ne doit plus la corvée,
Que les champs ne sont plus spoliés,
Ni les prairies, ni les vignobles ;
Ni les vergers, ni les moulins,
Que chacun récolte le fruit de son labeur
Et exerce librement son négoce (1). »

* * *

En 1876, la Serbie était de nouveau en guerre avec la Turquie. Le 23 avril 1877 la Russie déclare elle aussi la guerre à la Turquie. La Russie étant victorieuse dans cette guerre, ce fut elle qui dicta les conditions. Le 31 janvier 1878 fut signé à Andrinople, un protocole qui fixa les bases préalables de la paix future. D'après ce protocole, l'indépendance de la Serbie était reconnue. De même, la Turquie promettait à la Serbie une rectification de la frontière. Le 3 mars 1878 un traité de paix fut signé à San Stéfano. D'après l'article 3 de ce traité, la Serbie était reconnue indépendante. De même les frontières serbes étaient délimitées. Les droits des propriétaires turcs se trouvant

1. Sl. Yovanovitch, *op. cit.*, p. 11.

sur les territoires annexés à la Serbie sont règlementés par l'article 4. Il y est dit :

« Les musulmans qui possèdent des propriétés dans les territoires annexés à la Serbie et qui voudraient fixer leur résidence hors de la Principauté, pourront y conserver leurs immeubles en les faisant affermer ou administrer par d'autres. »

« Une commission turco-serbe assistée d'un commissaire russe, sera chargée de statuer souverainement dans le courant de deux années sur toutes les questions relatives à la *constatation* des propriétés immobilières où des intérêts musulmans seraient engagés. Cette commission sera également appelée à régler dans le délai de trois ans le mode d'aliénation des biens appartenant à l'Etat ou aux fondations pieuses (*vacoufs*), et les questions relatives aux intérêts des particuliers qui pourraient s'y trouver engagés.

L'article XXXIX du traité de Berlin transcrit l'article 4 du traité de paix de San Stéfano, sans rien changer au texte. Par le même traité de Berlin la Turquie cède encore à la Serbie quatre départements.

Le 3 février 1880 la Skoupchtina vota une loi qui règlementait les questions agraires dans les quatre départements nouvellement acquis. La loi distinguait deux sortes de terres :

1^o *Les terres des spahis*. — Celui qui possédait la terre un an avant la promulgation de la loi devenait son propriétaire. Cependant, d'après l'article 5 de la dite loi, les nouveaux propriétaires étaient obligés d'indemniser les spahis de la perte de leurs revenus. Le montant de cette indemnité serait égal au revenu moyen annuel multiplié par sept, s'il était payé en argent, et par huit, s'il était payé en nature.

2^o *Les terres dites mouls*. — Ceux qui avaient été fermiers de ces terres pendant dix années consécutives, en devenaient propriétaires à la condition de verser une indemnité aux propriétaires turcs. Les autres fermiers pouvaient acquérir ces terres par l'achat ayant pour cela une priorité pendant les cinq

premières années. Quant à l'indemnité, elle était la même que celle des terres des spahis (art. 9 et 26).

Enfin, la loi stipulait que les propriétaires turcs qui voudraient exploiter leurs terres eux-mêmes, étaient forcés de vendre à chaque famille, qui se trouvait sur leur terre, une portion fixe de terre et en plus la maison et le jardin (art. 3, 4, 7 et 21).

Ainsi que nous le voyons par cette loi, le droit à indemnité était reconnu cette fois aux spahis. Lors de la première réforme agraire, ils avaient été chassés de leurs terres sans aucune indemnité. Cependant, cela ne voulait pas dire que le peuple serbe n'avait rien à payer. La Serbie devait payer cette indemnité à la Turquie globalement, avec le tribut. Or, cette fois, la Turquie était plus humaine envers ses sujets. Ce fut toute la différence de principe entre les deux réformes agraires quant à l'indemnité.

Pour payer l'indemnité aux propriétaires turcs, le gouvernement serbe avait conclu un emprunt public. Les nouveaux propriétaires devaient amortir la somme que l'Etat avait avancée pour leur compte. Plus tard, l'Etat a renoncé à ces amortissements. Il a reporté les arrérages sur la charge publique (1).

Après une nouvelle guerre serbo-turque en 1912, la Serbie reconquit de nouveaux territoires. Les rapports agraires dans ces provinces ne purent être résolus, la guerre mondiale ayant éclaté en 1914. Ces rapports devaient être réglés par la réforme agraire générale en Yougoslavie.

1. M. Nédétkovitch, *L'état économique et financier du royaume des Serbes, Croates et Slovènes au début de 1924*. Paris, 1924, p. 14

CHAPITRE V

LE CODE CIVIL SERBE DE 1844 ET LA ZADROUGA

On a rencontré l'institution de la zadrouga à toutes les époques de l'histoire du peuple serbe. Surtout pendant la domination turque en Serbie, les zadrougas ont connu une très grande prospérité. Dans la première moitié du xix^e siècle presque tous les paysans faisaient partie des zadrougas et les familles simples étaient l'exception. Il est donc évident que le législateur, en réglementant le droit de propriété, a été obligé de réglementer en même temps la zadrouga.

Le Code civil de 1844 donne, dans ses articles 57 et 507, une définition descriptive de la zadrouga. L'article 57 se trouve compris dans le chapitre consacré aux droits personnels. Il dit : « Par la *zadrouga* ou maison ayant ce caractère, on entend plusieurs personnes majeures, seules, ou avec leurs descendants, vivant en communauté. Ces personnes se trouvent entre elles dans le rapport de zadrouga. Là où une semblable association n'existe pas, on donne à la maison le nom d'*inokosna*. » L'article 507 se trouve dans le chapitre qui réglemente la succession dans la zadrouga et les rapports juridiques des membres en faisant partie. Il est ainsi conçu : « La zadrouga existe là où il y a communauté de vie et de biens, naturellement basée sur la parenté ou l'adoption. La zadrouga est dénommée aussi la *maison zadroujna* pour la distinguer de la famille simple, la maison *inokosna*. »

Il ressort de ces deux définitions de la zadrouga que, pour que l'existence d'une zadrouga soit reconnue, il faut que quat^{re}

conditions préalables soient remplies. Ces conditions sont : 1^o la parenté des membres ; 2^o la communauté des biens ; 3^o la communauté de vie ; et 4^o la communauté de travail. Nous examinerons chacune de ces quatre conditions en détail.

I. *La parenté des membres.* — Ce sont les membres d'une même famille seuls qui forment une zadrouga. Cette parenté peut provenir des liens de sang, du mariage, ou de l'adoption. Le gendre devient souvent membre de la zadrouga. Pour l'adoption, il faut le consentement de tous les membres. Les parents doivent être du sexe masculin. La zadrouga entre hommes et femmes, ou entre femmes seules n'est pas possible. Cependant la zadrouga est possible entre parents mineurs et majeurs. La zadrouga existe même entre des mineurs, si un seul parmi eux est capable de la gérer. Peuvent être considérés aussi comme membres d'une zadrouga des incapables, tels que sourds-muets, sourds-aveugles et aveugles-muets, faibles d'esprit, prodigues, M. J. Péritch, professeur à la Faculté de droit à Belgrade, estime même que la zadrouga peut exister entre citoyens étrangers et cela même en l'absence du principe de réciprocité.

II. *La communauté des biens.* — En principe, la zadrouga possède des biens immobiliers. Mais la zadrouga est possible aussi lorsqu'il n'existe que des biens mobiliers seuls. Ainsi, la zadrouga peut ne posséder qu'un troupeau. De même, il peut y avoir une zadrouga dans le cas où les membres ne sont que des usufruitiers de biens immobiliers. La communauté des biens peut exister même entre le père et ses enfants, lorsque le père, de son vivant, partage ses biens avec ses enfants et continue à vivre et à travailler avec eux.

III. *La communauté de vie.* — Il ne faut pas s'imaginer que dans la zadrouga on mène une vie de caserne. Les membres ne sont pas obligés de se nourrir et d'habiter dans la maison. La communauté de vie, c'est une idée seulement. Le principal, c'est que chaque membre travaille pour le compte de la zadrouga. Mais, il peut vivre éloigné de la maison : ainsi le gardien des troupeaux, qui ne descend pas de la montagne pendant tout

l'été. De même, un membre peut quitter la maison pour aller travailler un certain temps ailleurs. Avec le consentement des autres, un des membres peut choisir une profession libre (commerçant, artisan, ouvrier, etc.) et continuer à faire partie de la zadrouga.

IV. *La communauté de travail.* — Cette condition n'est pas prévue expressément dans les articles 57 et 507, mais elle est la conséquence de la communauté de vie. Tout membre doit travailler et par son travail aider à la prospérité de la zadrouga. Du moment où il se met à travailler pour son propre compte, il a le droit à une quote-part du capital seulement, et non des revenus provenant du travail des autres. Il sera membre avec ce seul droit sur sa part de capital jusqu'au partage de la zadrouga.

D'après le droit civil serbe, et l'interprétation du Code civil de 1844, par M. Péritch (1), la zadrouga n'est pas une personne morale ; ce n'est qu'une *indivision* dans le sens du droit romain et des droits positifs contemporains.

* * *

Le Code civil de 1844 règle les rapports juridiques dans la zadrouga dans son chapitre XV, intitulé : *Des successions et des rapports dans la zadrouga*. Mais les articles se rapportant à la zadrouga ne sont pas tous réunis dans ce chapitre, on en trouve dans plusieurs autres.

La formation de la zadrouga. — Le législateur nous a dit quelles sont les conditions pour la formation d'une zadrouga. Mais il n'a dit nulle part comment on arrive à remplir ces conditions. Pour cela, on est obligé de s'en rapporter à l'esprit même de la loi. D'après cet esprit, la zadrouga se forme de deux manières :

1. Givoyine Péritch, *Le droit de zadrouga d'après le Code civil du royaume de Serbie*, t. I et II, 1924 et 1921, Belgrade.

1° La zadrouga est créée le plus souvent par la voie de l'héritage. Après la mort du père, ses héritiers ne se partagent pas sa succession, mais continuent à vivre et travailler sur les biens hérités. De même, il peut arriver que plusieurs personnes, qui vivent séparément, héritent d'un bien, sur lequel elles viennent vivre et travailler ensemble. Aucune formalité spéciale n'est exigée pour la formation de la zadrouga par l'héritage, si les autres conditions sont accomplies.

2° Deux ou plusieurs familles simples peuvent s'unir, si leurs membres ont entre eux un lien de parenté. Mais il faut que la vie et le travail en commun deviennent affectifs, pour que la zadrouga existe. Ainsi une famille simple peut prendre avec elle un parent, ou adopter un homme, qui vivra et travaillera dans la communauté. De même un père peut partager ses biens avec ses fils et rester vivre et travailler avec eux.

Les autorités de la zadrouga. — L'autorité principale dans une zadrouga c'est le *conseil* de tous les membres majeurs. Les mineurs mariés ou émancipés peuvent aussi faire partie du conseil. Les femmes ne sont pas admises dans ce conseil, mais leur opinion est souvent consultée.

Le *chef* de la zadrouga est élu par le conseil des membres ; en général, c'est le plus âgé. Mais souvent aussi c'est un membre plus jeune qui est élu. La femme du chef de la zadrouga n'a aucune autorité de droit. Le chef est le représentant légal de la zadrouga : il s'occupe de sa gestion. Il a même des droits personnels sur les membres. D'après l'article 510 du Code civil, le chef ne peut pas vendre ou endetter une partie des biens, sans le consentement du conseil de tous les membres. Cependant, tous les contrats passés par le chef sont présumés faits avec le consentement du conseil, si les membres ne protestent pas dans le délai d'une année. Une affaire conclue par le chef, même sans le consentement du conseil, est valable par rapport aux tiers *bonae fidei*. Si le chef a causé un dommage à la zadrouga, le Conseil peut le destituer. Il peut aussi l'exclure de

la zadrouga par la voie du partage et, en ce cas, lui demander même une indemnité pour le dommage causé.

En général, le chef répartit les travaux, les tâches quotidiennes, aux membres, d'après leur âge et leurs capacités. Les travaux sont répartis aussi selon les saisons. Le chef vend les produits agricoles ; il reçoit les revenus de la zadrouga ; il achète tout ce dont elle a besoin ; il paie les impôts et les taxes ; il représente la zadrouga dans les procès où ses intérêts sont en jeu.

Le chef peut déléguer pleins pouvoirs à un autre membre. Dans ce cas, les affaires conclues par celui-ci sont réputées passées par le chef lui-même. Le chef est le tuteur de tous les membres mineurs et incapables (l'art. 519).

Le *Conseil* des membres de la zadrouga est compétent pour les actes de disposition, concernant les biens communs (l'art. 510). Il peut emprunter au nom de la zadrouga. Il peut aliéner les biens communs de toutes les façons. Il nomme ou destitue le chef. Il est consulté à propos de toutes les affaires importantes. D'après l'article 514, si un membre de la zadrouga lui cause un dommage, ou s'il contracte des dettes contre la volonté de la zadrouga, le conseil des membres peut l'exclure, en lui donnant sa part d'après l'estimation des experts. La part du membre exclu pouvait lui être donnée en nature ou en argent.

Les rapports juridiques des biens de la zadrouga.

— Tous les biens d'une zadrouga sont composés des biens familiaux et des acquêts. Cette différence entre les biens de la zadrouga ne se manifeste qu'en cas de partage. Les biens familiaux, ce sont les biens hérités, ou ceux reçus en cas de partage. Ces biens représentent en quelque sorte le fidéicommis familial. Les acquêts, ce sont les biens achetés par la zadrouga, le produit de son travail. Mais de tout temps, à côté des biens communs, chacun des membres pouvait posséder des biens personnels (*ossobina*) sur lesquels il avait un droit de disposition absolu : les revenus de ces biens n'appartiennent qu'à son propriétaire.

L'article 509 dit : « Certains biens, qui servent exclusivement aux besoins d'un seul membre, n'appartiennent qu'à lui. Comme tels sont considérés les vêtements, les bijoux, le lit avec la literie, le linge, etc. »

Les droits des hommes. — Chaque membre d'une zadrouga a un droit égal de jouissance sur tous les biens familiaux ou acquêts de la zadrouga (l'art. 526). Pour la jouissance, aucune distinction d'âge ou de sexe n'est faite. Un membre peut disposer de sa part *inter vivos*. L'article 515 précise « qu'un membre vivant dans la communauté ne peut endetter que sa quote-part ». Les créanciers, qui ont prêté de l'argent à un seul membre sans le consentement des autres, ne peuvent exiger le remboursement de la somme prêtée, que de la part du débiteur. Cependant, si le créancier établit que la somme empruntée a été utilisée dans la zadrouga et les autres membres en connaissent la provenance, il peut exiger le remboursement de la zadrouga entière. Un membre de la zadrouga a aussi le droit de disposition sur sa quote-part *mortis causa*. L'article 521 dit que ce droit appartient à tout membre jouissant de la capacité civile. Un membre peut même disposer de tous les biens de la zadrouga, mais seulement avec le consentement du conseil des membres. Comme on peut le voir, les articles 515 et 521 ont apporté une brèche énorme dans l'institution de la zadrouga, dont l'existence est livrée à la merci de ses membres.

Les droits des femmes. — Les femmes ont le droit d'être entretenues par la zadrouga. Les jeunes filles ont même le droit d'y rester et d'y vivre, tant que cela leur plaît ; lorsqu'elles se marient, la zadrouga est obligée de supporter les frais du mariage et de leur donner un trousseau selon les coutumes locales. L'article 529 dit : « La zadrouga est obligée d'entretenir les filles se trouvant dans la maison, et de les marier selon la coutume existante. » La veuve, après la mort de son mari, reste dans la zadrouga jusqu'à sa mort, ou son

nouveau mariage. Elle jouit de tous les revenus de la quote-part de son mari ; mais elle a l'obligation de travailler comme toutes les autres femmes. La veuve jouit de ce droit même si elle n'a pas eu d'enfants (l'art. 523). En cas de mariage, la veuve a les mêmes droits que les filles. Même dans le cas où la veuve voudrait quitter la zadrouga et retourner dans la maison de ses parents, elle conserve son droit au trousseau (l'art. 525). La veuve emporte aussi l'*ossobina* de son mari, les biens personnels (l'art. 524). Par contre, les femmes ne peuvent pas posséder dans la zadrouga de quote-part.

Les droits des enfants. — Les enfants ont le droit d'éducation et d'entretien par la zadrouga. D'après l'article 519, le chef de la zadrouga est leur tuteur naturel. Il est obligé, avec le consentement de leur mère, de « les diriger et de leur apprendre à être bons, honnêtes, travailleurs et utiles à la patrie ». Tous les garçons qui vivent et travaillent dans la zadrouga d'après leurs forces, reçoivent une part, égale à celle des membres majeurs et mariés, de tous les acquêts et revenus, à partir de leur quinzième année révolue (art. 517).

Chaque membre de la zadrouga doit travailler selon ses forces et ses capacités. Les mineurs, s'ils ne sont pas obéissants, peuvent subir une correction de la part du chef. Un membre majeur, qui n'aide pas la zadrouga, peut en être exclu (art. 514). Cela arrive aussi en cas du désaccord entre un membre et les autres. Si un membre commet un délit et si la zadrouga ne veut pas en assumer la responsabilité et payer les dommages occasionnés par ce délit sur tous ses biens, elle peut faire le partage.

La succession dans la zadrouga. — L'article 527 du Code dit que les dispositions du Code civil se rapportant à la succession, sont applicables aussi dans les cas de succession dans la zadrouga : « Les principes généraux pour les successions et pour le partage sont applicables aussi à la zadrouga. » Donc, dans tous les cas de succession testamentaire, on suit les dispo-

sitions générales du Code civil. Si, pourtant, un membre n'a pas fait de dispositions *mortis causa* avec sa quote-part, sa mort n'ouvre pas la succession. En effet, l'article 516 dit : « La mort de quelqu'un dans la zadrouga ne change rien dans l'état et dans les rapports de la communauté. Tout reste comme auparavant. » Cependant, à la demande d'un membre de la zadrouga, la succession du défunt est ouverte. Cette succession est réglémentée par l'article 528 : « La parenté dans la zadrouga a la priorité sur la parenté hors zadrouga en cas de succession, même si la parenté hors la zadrouga est plus proche. L'adoption légalement faite et avec le consentement des membres, en cas de succession, exclue la parenté même du sang en dehors de la zadrouga. Mais, les enfants mineurs, partis de la zadrouga avec leur mère, conservent leur priorité, quoiqu'ils ne vivent pas dans la communauté. De même, en cas de servage, d'emprisonnement, ou d'un fait semblable de force majeure, ou de service militaire, ou autre service d'Etat, la priorité sur la succession reste intacte. » Cette disposition du Code a pour but d'empêcher le démembrement de la zadrouga. En effet, l'héritier, vivant au dehors de la zadrouga, exigerait le partage pour entrer en possession de son héritage. Exception à ce principe n'est faite, que pour les fils du défunt, ce qui est d'ailleurs tout naturel. Le Code ne reconnaît pas aux femmes vivant dans la zadrouga le droit de succession. Cependant, par une loi du 28 novembre 1859, ce principe a été modifié en faveur des filles du défunt. D'après cette modification, si le défunt n'a pas de fils, ce sont ses filles qui héritent de sa quote-part, mais si cette quote-part consiste en terres, la zadrouga peut donner aux filles a valeur de ces terres en argent.

La cessation de la zadrouga. — La cessation de la zadrouga peut se produire dans trois cas. D'abord, une zadrouga cesse d'exister si l'une des quatre conditions nécessaires pour son existence vient à manquer. Ensuite, cela arrive dans le cas, où la zadrouga ne compte plus qu'un seul membre. Enfin, en cas de *partage*. Nous allons examiner ce dernier cas.

Le partage d'une zadrouga. — D'après le droit coutumier, le partage d'une zadrouga n'était pas permis. Cela était considéré comme un véritable sacrilège. Cependant, le législateur, inspiré par des idées individualistes, n'a pas tenu compte de cette coutume. Il a expressément garanti le droit de partage à tout membre d'une zadrouga (art. 492). « Les héritiers sont libres de se partager ou de continuer la vie en communauté. » Le partage était demandé surtout après la mort du père de famille par ses héritiers. Mais le partage pouvait être provoqué aussi par un tiers intéressé. Lorsque le partage était réclamé pour un mineur ou un membre frappé d'incapacité civile, il fallait l'autorisation préalable du juge.

La règle est que tous les biens se trouvant dans une zadrouga sont la propriété de la communauté. Il n'y a que les biens personnels, *ossobina*, qui y font exception. L'article 509, que nous avons déjà cité, nous donne une idée de ce que sont ces biens. Nous pouvons ajouter que tous les biens hérités par un membre de la zadrouga ou reçus en cadeau d'une personne n'appartenant pas à la zadrouga, font aussi partie des biens personnels. En cas de partage de la zadrouga, les biens personnels n'entrent pas dans l'ensemble des biens à partager, mais sont considérés comme la propriété propre de celui à qui ils appartiennent. Les biens des femmes ne sont pas partagés non plus (les bijoux, la dot, etc.). Les biens communs forment deux catégories : les *biens familiaux* et les *acquêts*. Les biens familiaux, ce sont les biens hérités en bloc, les biens qui se transmettaient de génération en génération. Ces biens sont partagés entre les membres selon leur droit d'héritage. Les parts ne doivent pas être égales. Au contraire, les acquêts, provenant du produit de travail de toute la communauté, sont partagés à parts égales.

Les charges de la zadrouga, en cas de partage, sont distribuées selon leur provenance. Si une dette provient de la gestion des biens familiaux, la charge est proportionnelle à la part de chaque membre. Si la dette provient des acquêts de la zadrouga, la charge est répartie à parts égales. Cela dérive du

principe de la responsabilité solidaire des membres, concernant la gestion d'une zadrouga. Enfin, les charges personnelles des membres sont réglées individuellement par chacun sur sa part respective. Le partage une fois terminé, chaque membre devient le propriétaire absolu de sa part. Le partage n'étant que le *titulus*, et non pas le *modus acquirendi*, pour que le droit de propriété de chaque membre soit parfait, il faut en plus la possession, s'il s'agit de biens mobiliers, et l'inscription sur les livres du cadastre, s'il s'agit de biens immobiliers.

Le partage est exécuté le plus souvent par les membres de la zadrouga eux-mêmes, d'un commun accord, ou par un *jury*, formé souvent par des parents n'appartenant pas à la zadrouga, ou des voisins âgés. Si le partage est fait par les membres entre eux, il peut être annulé par le tribunal, si un des copartageants prétend qu'il a subi une injustice, ou se trouve lésé. Le délai pour la réclamation est d'un an et un jour (l'art. 505). Le partage pouvait encore être fait par le tribunal, d'après la loi.

La zadrouga, comme nous l'avons dit, a été réglementée en Serbie par le Code civil de 1844. Cependant, la zadrouga, existant également dans d'autres provinces yougoslaves, a été réglementée aussi par des lois régissant ces pays. Ainsi en Croatie, la zadrouga est réglementée par la loi de 1870. Sur les anciens confins militaires autrichiens, la zadrouga est réglementée par la loi de 1807, remplacée par celle de 1850. Au Monténégro, c'est le Code civil de 1855 qui la réglemente. Dans toutes ces législations, les principes généraux sont les mêmes.

* * *

Jusqu'en 1844, année de l'entrée en vigueur du Code civil, la zadrouga serbe n'était réglementée par aucune loi. Tous les rapports des biens et des personnes étaient réglés selon le droit coutumier. Le droit coutumier considérait la zadrouga comme une *indivision* perpétuelle. Une zadrouga ne pouvait être partagée en aucun cas. Si un membre voulait la quitter, il le pou-

vait ; mais il n'avait pas le droit d'exiger sa part dans la zadrouga. Cependant, cette coutume ancienne n'a pas pu subsister dans les temps nouveaux. Les idées individualistes, proclamées par la révolution française, battaient leur plein dans la première moitié du xix^e siècle. Ces idées étaient naturellement parvenues aux paysans serbes. Elles complétaient en quelque sorte l'indépendance nationale obtenue par le peuple serbe. D'autre part, la vie économique devenait plus intensive. Le commerce intérieur et extérieur se développait de plus en plus ; on ne produisait plus pour la seule satisfaction des besoins domestiques, mais pour le marché ; partout les boutiques et les auberges s'ouvraient ; l'argent, qui était jusqu'alors presque inconnu, devenait d'une nécessité constante ; le luxe pénétrait dans les villages. Le paysan commençait à trouver l'atmosphère de la zadrouga lourde. Il ne voyait pas le produit de son travail, qui était confondu dans le produit global de toute la zadrouga. Il ne voulait plus travailler pour les paresseux et les incapables. Il en avait assez du contrôle perpétuel de ses faits et gestes par les membres âgés de la zadrouga. Il voulait être libre et maître chez lui. Il ne voulait plus obéir au frère aîné, qui était le chef de la zadrouga. Mécontent, il commençait à se quereller, à se disputer. Les femmes s'en mêlaient. Elles non plus ne voulaient plus obéir à tous les hommes de la zadrouga. Elles commençaient à n'écouter que leurs maris. Et malgré la coutume, on se partageait. Dès les premiers jours de la vie dans le nouvel État, on commençait à faire beaucoup de partages. Le chef du peuple, *Kara-Georges*, écrivait en 1808 au voïvode de Paratchine : « Donnez un autre ordre aux hommes de ne pas se partager. » En 1812, le Conseil d'État ordonnait : « On défend à tout le monde de se partager. Le knèze doit dénoncer ceux qui se partagent (1). » Ces ordres ne furent pas obéis. Le partage des zadrougas continuait.

C'est cette situation que le législateur serbe a trouvé vers 1840. Une lutte acharnée était menée entre les idées indivi-

1. Drag. Novakovitch, *op. cit.*, p. 173.

dualistes et les idées collectivistes parmi les hommes chargés de l'élaboration du Code civil. Le résultat de cette lutte a été défavorable à la zadrouga : ce sont les idées individualistes qui ont eu le dessus. Le Code civil serbe a été fait d'après le Code civil autrichien. Les auteurs de ce Code se sont contentés le plus souvent de traduire purement et simplement les dispositions du Code autrichien, qui était tout imprégné des principes individualistes et qui ne connaissait pas la zadrouga. Les auteurs eux-mêmes, Hadjitch et Lazarévitch, qui avaient fait leurs études en Autriche et étaient nés dans les provinces serbes en faisant partie, n'avaient pas une idée très exacte de la zadrouga. Toutes les dispositions du Code sont consacrées à la réglementation de la famille individualiste. Un seul chapitre, le chapitre XV, est consacré à la zadrouga ! Pourtant, la famille zadrouga était la règle et la famille individualiste l'exception. En effet, il ne faut pas oublier que 80 % des paysans vivaient dans des zadrougas.

De plus, en raison de l'hésitation des auteurs entre les principes individualistes et les principes collectivistes, la partie consacrée à la zadrouga elle-même est mal faite et contradictoire. D'un côté le Code protège la zadrouga ; d'un autre côté, il la détruit. Ainsi l'art. 516 proclame que la mort d'un membre de la communauté ne change rien dans les rapports de la zadrouga et que tout reste comme auparavant. Cependant, dans l'article 492, le législateur laisse à l'appréciation individuelle de chacun des héritiers de rester en communauté ou de demander le partage ! De telles contradictions sont fréquentes dans le Code civil.

La zadrouga se décomposait déjà d'elle-même. Le législateur a ouvert la porte toute grande à l'esprit de division, en assimilant la zadrouga à une société de droit civil. Un membre ne pouvait-il pas disposer de sa part *inter viros* et *mortis causa* ? En cas d'héritage, ne pouvait-il pas demander le partage ? Il pouvait s'endetter librement et pour payer sa dette demander le partage. Le créancier lui aussi pouvait exiger le partage, si la

dette n'était pas acquittée. Tout cela a grandement facilité le démembrement de la zadrouga, dont les bases étaient déjà très ébranlées par les idées individualistes.

Tous les auteurs qui ont étudié la zadrouga, sont d'avis que le Code civil de 1841 fut le fossoyeur principal de la zadrouga. Nous partageons leur avis. Seulement, nous croyons que même si le Code avait interdit formellement la dissolution de la zadrouga, nous aurions assisté au même procès. Dans ce cas, la dissolution se serait effectuée en dehors de la loi, d'un commun accord entre les membres, car les idées individualistes et les principes économiques qui régissent la production moderne sont tellement puissants, qu'aucune institution ne pourrait leur résister. « Ce que l'on nomme le progrès est une puissante locomotive qui, dans sa marche irrésistible, broie tous les usages anciens et qui est en train de faire de l'humanité une masse uniforme, dont toutes les unités seront semblables les unes aux autres, de Paris à Calcutta et de Londres à Honolulu (1). »

La zadrouga existe encore en Serbie. Mais, chaque année, elle est de moins en moins nombreuse. Dans un avenir assez proche, elle ne sera plus qu'un souvenir du passé. L'avenir appartient aux coopératives agricoles.

1. E. de Laveleye, *La péninsule des Balkans* I. Bruxelles, 1886, p. 84.

CHAPITRE VI

LA CRISE DU CRÉDIT AGRICOLE EN SERBIE AU XIX^e SIÈCLE ET LA PETITE PROPRIÉTÉ PAYSANNE

Les paysans serbes, pendant la domination de l'empire turc sur la Serbie, menaient une vie très primitive. En général ils étaient très pauvres. Au commencement du XIX^e siècle, les guerres de l'insurrection avaient semé partout la ruine et la désolation. Lorsqu'ils eurent reconquis leur liberté, les paysans serbes se retrouvèrent plus pauvres qu'ils ne l'étaient auparavant. D'après les documents, au début du XIX^e siècle, on ne trouvait qu'un seul serbe possédant une rente de 40.000 dinars ! La Serbie vers 1820 formait un tout petit état. Le budget même de l'Etat ne dépassait pas 200.000 dinars (fr.) ; les impôts n'étaient pas encore lourds.

Le peuple produisait tout ce qui était nécessaire pour sa vie. On exportait peu de choses, mais on n'importait pas grand' chose non plus. Parmi les objets que la Serbie d'alors exportait nous trouvons d'abord le bétail, les porcs, les bœufs, les vaches, les chèvres, etc. ; puis une petite quantité de bois. L'agriculture était aussi primitive qu'au moyen âge. Le peuple habitait encore les montagnes et les lieux inaccessibles, qu'il avait choisi sous la domination turque pour être à l'abri et se garantir de l'insécurité de la vie d'alors. Maintenant, il commençait à descendre peu à peu dans les plaines fertiles et à cultiver la terre d'une façon plus rationnelle. Pourtant, mainte-

nant encore, les habitations sont assez loin des routes et les maisons des villages sont très dispersées.

Le paysan était devenu le maître de ses terres. Mais, à part la terre, il ne possédait rien. Il lui manquait le capital nécessaire pour pouvoir bien utiliser ses terres, il n'avait nulles connaissances indispensables, ni la pratique pour cultiver la terre d'une façon moderne. Ses méthodes de travail étaient celles du moyen âge. Encore au début du xix^e siècle, une grande partie des terres étaient en friche ; les bonnes routes étaient rares ; l'argent était presque invisible. En un mot, toute la vie économique était à ses débuts et il fallait commencer par le commencement. Tous les yeux étaient tournés vers l'Etat et chacun mettait toute son espérance dans le pouvoir public.

En 1830, les paysans serbes sont devenus maîtres des terres qu'ils habitaient et cultivaient depuis des siècles. Une fois propriétaires, on les a laissé se débrouiller comme ils le pouvaient. Ils étaient séparés des autres peuples par cinq siècles d'esclavage. Dans leur pays, ils ne pouvaient pas obtenir l'instruction nécessaire ; les grandes propriétés n'existaient pas. L'Etat non plus n'avait pas de domaines cultivés, qui auraient pu servir d'exemple aux paysans. Ceux, qui étaient plus habiles et plus capables, quittaient leurs villages et s'adonnaient au commerce, ou devenaient de petits fonctionnaires de l'Etat ou des communes. La terre n'était cultivée que par des gens ignorants et simples (1).

Pour aider les paysans, le gouvernement a fait ce qui était en son pouvoir. L'agriculture était du ressort du ministère de l'intérieur. Un directeur de ce ministère Atanassiyé Nikolitch a même fondé un journal agricole en 1847, mais ce journal a bientôt cessé d'exister faute de lecteurs. En 1848, il a commencé à enseigner aux détenus de Toptchider l'agriculture, dans l'espoir que ces détenus, une fois libérés, enseigneraient le peuple. Pour cette même raison, il transforma en 1851 les alentours de la maison de détention de Toptchider en un terrain de culture

1. Slobodan Yovanovitch, *Les défenseurs*, op. cit., p. 84.

agricole. Les paysans n'étant pas aptes à pratiquer l'agriculture moderne, c'est par l'intermédiaire des détenus qu'on voulait les initier aux mystères de l'agriculture ! La « grande économie » étant créée à Toptchider, on fonda en 1853 une école agricole. Chaque arrondissement envoyait un ou deux boursiers, selon sa grandeur et son importance ; les cours duraient deux ans. En fondant cette école, le gouvernement croyait avoir enfin trouvé le salut. Bien instruits, pensait-il, ces paysans retourneront chez eux, cultiveront leurs terres et montreront l'exemple aux autres. Cependant, tous ces espoirs s'évanouirent. Les boursiers des arrondissements, leurs études faites, ne voulurent plus cultiver la terre. Ils aimaient mieux devenir des fonctionnaires d'Etat ou des employés municipaux. S'ils n'avaient pas la chance de devenir fonctionnaires, ils se contentaient même d'être gendarmes ! Sur ceux qui ont bien voulu retourner chez eux et continuer à cultiver la terre, un littérateur serbe, Nénadovitch, a écrit ce qui suit : « Parfois, quelqu'un de ces boursiers retournait à sa maison ; mais s'il labourait la terre, il le faisait comme son père l'avait fait. » Aucun département, aucun arrondissement, aucune commune, n'ont tiré profit de cette école. Presque en même temps, on avait créé aussi une grande écurie d'Etat à Tchoupria (en 1852) (1).

Toutes ces mesures n'ont donné aucun résultat. Les paysans cultivaient leurs terres comme avant. Les efforts du gouvernement furent inutiles. On avait même proposé la création d'un corps de fonctionnaires agricoles, qui auraient eu pour mission d'ordonner au peuple ce qu'il devait faire et quand il devait le faire, avec le droit de condamner les paysans qui n'auraient pas obéi.

* * *

Pourtant, malgré cela, tout le monde croyait que le peuple vivait bien et même très bien. D'abord, il possédait la terre. Ensuite, s'il le voulait, il pouvait librement faire le commerce.

1. Siebodan Yovanovitch *ibid.*, p. 84-85.

L'impôt n'était pas lourd. Les produits agricoles étaient bien vendus. En un mot, la Serbie n'était-elle pas le pays du bien-être paysan ? Le gouvernement n'avait donc rien à faire de ce côté.

Cependant, au début de la seconde moitié du xix^e siècle, on s'aperçut que la situation des paysans n'était pas aussi bonne qu'on le croyait. Les dispositions du Code civil de 1844, imprégnées d'individualisme économique, étaient défavorables à la zadruga. Les paysans, habitués à vivre en communauté familiale sur des terres communes, entourés et aidés par leurs frères et parents, se trouvaient subitement seuls et sans aide, quand la zadruga se démembrait. D'autre part, l'argent, dont ils ne connaissaient pas la valeur et dont ils ignoraient le commerce, devint de plus en plus nécessaire. Ne sachant pas comment se tirer de là, le paysan se mit à faire des dettes. En 1857, sur un total de 34.500 procès, ceux qui étaient provoqués par des dettes, étaient au nombre de 24.000 (69 %) ; en 1858, sur un total de 41.826 procès, les procès concernant les questions d'argent étaient au nombre de 31.530 (75 %) (1).

Les institutions de crédit n'existaient pas encore en Serbie. Le crédit était inconnu. Où le paysan trouvait-il l'argent dont il avait besoin ? Demandait-il cet argent aux caisses publiques ou aux particuliers ? Naïf et inexpérimenté et d'ailleurs, ne trouvant pas autre solution, il s'adressait à l'aubergiste ou au commerçant du village ou de la ville la plus proche ; malheureusement, ces gens n'étaient autre chose que des usuriers.

L'endettement des paysans chez les usuriers prit des proportions telles que le droit de propriété sur la terre, qu'ils avaient enfin conquis, faillit de nouveau leur être arraché. D'après René Millet, ancien ministre de France en Serbie, l'intérêt le plus ordinaire était d'un dinar par ducat et par mois (2).

Cela faisait par an un intérêt de 120 %. D'après les plaintes soumises personnellement au prince Miloche en 1859, ou à une

1. Slobodan Yovanovitch, *op. cit.*, p. 90.

2. René Millet, *La Serbie économique et commerciale*. Paris, 1889.

commission, qui enquêtait sur les abus des fonctionnaires, on voit qu'un débiteur a payé pour 40 ducats 140 dans un délai de trois ans ; un autre, pour une somme de 130 ducats en a payé 310 dans le délai d'un an et demi ; un autre, pour une somme de 100 ducats a payé 315 dans le délai de 4 ans et en plus : deux vaches, deux bœufs, un mouton et une barrique de crème (une sorte de fromage) (1). Dans tous les cas que nous venons de citer c'étaient des fonctionnaires eux-mêmes, qui étaient des créanciers. Pourtant, ces fonctionnaires et les usuriers empruntaient cet argent le plus souvent dans des caisses publiques, auxquelles ils payaient un intérêt de 6,8 ou 10 %.

Comme nous l'avons déjà dit, les usuriers n'étaient que des épiciers, des aubergistes et des commerçants. L'exercice de leur commerce était seulement une occupation fictive. Le principal pour eux était de prêter de l'argent aux paysans simples et naïfs. Au moment où il fallait payer les impôts, ils venaient parmi les paysans et leur offraient de l'argent. Comme, en même temps, ils étaient commerçants, en plus de l'intérêt formidable, ils obligeaient les paysans à se fournir chez eux. De cette façon, le plus souvent, l'argent prêté par un usurier à un paysan, lui revenait aussitôt par la voie de son commerce. D'autre part, le paysan s'engageait à vendre à l'usurier sa récolte, ou bien il donnait sa récolte en garantie de la dette ; ou encore il lui vendait sa récolte future. Le paysan était donc complètement empiétre par les machinations de l'usurier. Une fois dans les mains de celui-ci, il n'arrivait plus à en sortir.

Ce qui est pire, c'est que le crédit demandé par le paysan est presque régulièrement improductif. Le paysan s'endettait pour payer l'impôt, en cas de décès, de mariage, pour les fêtes. Ayant vécu jusqu'à ce jour dans des communautés de famille, dans les zadrougas, il s'était trouvé seul avec sa petite famille, sans aucune expérience de la vie nouvelle. La production de la zadrouga ne dépassait pas les besoins domestiques. On produi-

sait presque tout ce dont on avait besoin. Maintenant, demeuré seul, il était obligé d'acheter, de vendre. Il devait opérer avec de l'argent et il était complètement ignorant de sa valeur. Il commençait à fréquenter les villes. Dans les villages, les boutiques et les auberges poussaient comme des champignons. Il s'initiait à la vie des villes ; il s'habitua à au sucre et au café, faisait des vêtements en étoffes, remplaçait ses ustensiles en bois par des ustensiles en terre. Ses besoins augmentent de plus en plus et coûtent de plus en plus cher. Pourtant, il ne sait pas encore calculer. Il est préoccupé de trouver de l'argent, d'emprunter, mais il ne sait pas prévoir, il ne se soucie pas de la manière dont il pourra rendre les sommes empruntées. Il a la terre et le bétail, mais l'argent lui manque constamment. L'épargne pour lui est une notion inconnue. Il gagne de l'argent à des périodes plus ou moins irrégulières, quand il vend sa récolte ou son bétail. Il le dépense, quand il en éprouve le besoin. En un mot, libre propriétaire de sa terre, le paysan serbe n'était pas préparé à la vie économique moderne. Il lui a fallu beaucoup de temps et beaucoup d'épreuves jusqu'au moment où il a pu enfin se rendre compte des exigences de l'agriculture et de la vie modernes.

* * *

Devant le gouvernement se posait alors un grave problème : le problème agricole. Le paysan serbe s'enlisait de plus en plus dans ses dettes. Des informations parvenaient au gouvernement sur les abus des usuriers de tous les côtés du pays. Le gouvernement pensait que la seule aide qu'on pouvait donner aux paysans, c'était le conseil de ne pas faire de dettes ou, au cas où cela lui était indispensable, de faire attention et de ne pas payer un intérêt trop élevé. Le ministère de l'intérieur envoie aux préfetures une circulaire, où il était dit que les préfetures devaient à toutes occasions renseigner le peuple sur les dangers qu'il courait en contractant des dettes à toutes occasions. On

devait expliquer aux paysans, qu'il est souvent de beaucoup plus préférable de vendre même une partie de leurs terres, que de contracter des dettes entraînant des conséquences ruineuses. Au lieu de donner au peuple une aide efficace, au lieu de prendre des mesures énergiques, le gouvernement était confus, il ne savait pas s'y retrouver, il ne donnait que des conseils (1).

Nous avons déjà noté que le crédit n'était pas encore organisé en Serbie, que les établissements de crédit officiels ou privés n'existaient pas en ce temps, et que le crédit agricole n'était pas encore né. Les banques n'existant pas encore, c'est l'Etat qui devait organiser le premier crédit ; il avait le devoir de protéger les paysans contre les abus des usuriers et il était obligé de prendre des mesures efficaces dans ce but.

En 1828, par une ordonnance du 17 février, les fonds des pupilles furent affectés par l'Etat à servir de capitaux destinés à être prêtés à ceux qui en avaient besoin. Ces fonds étaient très insuffisants. Un décret du 1^{er} juillet 1836 réglementa les prêts, faits par les caisses des églises et des pauvres. Ce décret indiquait que des prêts semblables étaient déjà pratiqués. Il faut mentionner aussi le décret du 20 avril 1836. Il parle de la contrainte par corps pour cause d'inexécution des obligations : « Si le débiteur, qui ne veut pas payer sa dette, possède des biens susceptibles d'être saisis, il ne peut jamais être mis en prison ; ses biens doivent être vendus jusqu'à concurrence de la dette et ses créanciers désintéressés. Au contraire, si quelqu'un a fait des dettes sans avoir des biens qui en garantiraient le remboursement et s'il ne peut pas rendre, il doit être puni d'emprisonnement (2). » Un décret du 17 février 1838 réglemente la gestion des capitaux, provenant des fonds pupillaires et les conditions des prêts, qui pouvaient être accordés. Ce décret est très intéressant à un autre point de vue. Il pose aussi le principe que

1. Slobondan Yovanovitch, *op. cit.*, p. 93.

2. Milorad Djordjevitch, *Le crédit agricole en Yougoslavie*. Alger, 1926, p. 84.

tous les frais, provenant de la gestion de ces fonds, seront payés automatiquement, et établit un fonds de réserve, qui servira à remplacer les sommes perdues.

D'autre part, par le décret du 12 mars 1836, on créa des greniers communaux. Dans chaque commune, il devait y en avoir un. Après chaque récolte une famille doit verser au grenier 80 kgs de grains. On constituait ainsi une réserve de nourriture pour la population au cas où la récolte d'une année serait insuffisante.

Le même décret réglementait aussi la gestion de ces greniers. Un an après, toujours dans le but de venir en aide aux paysans, le décret du 24 mars 1837, limitait le taux de l'intérêt à 12 %.

Mais la mesure la plus importante prise par l'Etat pour assurer le crédit à ceux qui en avaient besoin, ce fut le règlement pour les prêts du trésor public du 12 septembre 1839. Ce règlement posait un nouveau principe : c'est l'Etat qui donne et organise le crédit direct. Ce sont les capitaux fournis par la caisse de l'Etat, par les ressources budgétaires, qui serviront à faire des prêts aux particuliers. Aucune institution capable d'accomplir cette fonction n'existant alors en Serbie, l'Etat devait assumer cette obligation. La loi prévoyait la création d'un comité, qui serait chargé d'estimer la valeur des biens immobiliers donnés en gage. L'Etat donne des prêts pour 75 % de la valeur estimée des biens donnés en gage. Chaque commerçant ou cultivateur, qui remplissait les conditions du règlement, pouvait bénéficier de ce crédit. Il suffisait pour cela d'adresser au ministère des finances une demande, en mentionnant la garantie du prêt en immeubles, ou des cautions possédant des biens immobiliers. Le taux de l'intérêt était de 6 %. L'échéance était prévue à six mois. Le minimum du prêt était de 50 ducats. En 1841, on a modifié le règlement de 1839. A partir de cette année, ce furent seulement les terrains plantés de vignes ou d'arbres fruitiers, qui pouvaient servir de garantie aux prêts.

En 1851, on fixe le minimum du prêt à 300 ducats. Ce mi-

nimum a été de nouveau abaissé à 100 ducats, en 1858. La même loi prévoit que les prêts ne seront avancés aux particuliers, que jusqu'à concurrence de la moitié de la valeur estimée; le débiteur, en payant l'intérêt, doit aussi payer à chaque fois une partie du capital, de façon que la dette soit liquidée au bout de 23 ans 1/2.

Le crédit organisé par l'Etat en 1839 n'a pas beaucoup profité aux paysans. Le minimum fixé pour le montant du prêt était trop élevé. C'étaient les riches qui en profitaient, en empruntant de l'argent au taux de 6 % et en le prêtant ensuite aux paysans à un taux d'intérêt beaucoup plus élevé. En voulant aider les paysans, l'Etat n'avait aidé que des usuriers. Les formalités pour l'obtention de ce crédit étaient très compliquées et causaient beaucoup de frais. L'organisation du fonctionnement de ce crédit était très primitive. « Pour faire opérer l'estimation de l'immeuble qui devait servir de gage, le paysan devait s'adresser d'abord à ses voisins, puis au maire de sa commune, puis, le plus souvent, plusieurs fois, au sous-préfet de l'arrondissement, et ensuite il lui fallait faire inscrire l'hypothèque au tribunal du chef-lieu du département. Cette procédure compliquée augmentait les frais aussi. Très souvent, pour obtenir un emprunt du trésor, il fallait dépenser 200 à 300 piastres (1). »

D'autre part, les fonds mis par l'Etat à la disposition de la caisse des prêts n'étaient pas suffisants. En 1846, on avait prévu pour la distribution des prêts une somme de 116.246 ducats. Par une décision du 23 septembre de la même année, on dota le fonds de réserve de 50.000 ducats (2). Le 24 juin 1851, sous le règne du prince Alexandre Kara-Georgevitch et par son décret, le trésor fut autorisé à consacrer à la caisse des dépôts la somme de 100.000 ducats.

Malgré tout cela, le crédit ne profitait qu'aux gens riches et aux usuriers. Pour les paysans, les résultats étaient presque

1. Milorad Djorjevitch, *op. cit.*, go.

2. Djordjevitch, *Ibid.*, p. 87.

nuls. De plus en plus, ils étaient obligés de s'adresser aux usuriers et leur situation devenait de plus en plus difficile. La disposition de 1837 sur le taux d'intérêt maximum de 12 % n'avait pas préservé les paysans du désastre, les usuriers ayant mille moyens de déjouer l'intention du législateur. D'autre part, le taux d'intérêt si élevé fut-il, était tout naturel. L'argent était alors très rare, les tribunaux faisaient traîner les procès, le risque était grand pour ceux qui prêtaient de l'argent.

Le crédit fourni par l'Etat aux particuliers n'a presque pas profité à ceux qui vivaient dans les villages et même dans les petites villes. Il n'y a que des habitants de Belgrade et d'autres grandes villes qui en aient bénéficié. On voit cela très nettement d'après le registre des débiteurs de l'Etat en 1858. Il y a 170 débiteurs. Sur ces 170 débiteurs, 90 sont de Belgrade. « Parmi ces débiteurs, on dénombre des conseillers d'Etat, des ministres, des directeurs de ministères, des grands commerçants, des parents de gens influents, etc... Le paysan, le petit commerçant, ne figure pas sur cette liste. En général, les débiteurs vivant dans les villages ou les petites villes sont rares ; le gros des débiteurs est fourni par Belgrade et par les chefs-lieux de préfecture (1). »

Tout cela provoqua des protestations et des mécontentements. Le peuple commença à exiger du gouvernement une protection meilleure. Appuyé sur les vœux exprimés par les représentants du peuple, le prince Miloche, revenu de nouveau au pouvoir, supprima le crédit des caisses de l'Etat par son ordonnance du 26 février 1860. Il interdit dans l'avenir au ministère des finances d'accorder à des particuliers des prêts, le règlement de 1839 étant abrogé. Les prêts déjà donnés devaient être recouvrés à leurs échéances, et le délai ne pouvait pas en être prolongé.

Un comité de l'Assemblée des représentants du peuple (Sveto-andréyska Skoupchtina), pour résoudre la crise du crédit, sug-

1. Slobodan Yovanovitch, *op. cit.*, p. 75.

géra au gouvernement de réunir tous les fonds publics et de créer un établissement de crédit. Cet établissement serait aussi doté d'un capital fourni par l'Etat. L'établissement liquiderait toutes les dettes du pays par une émission d'obligations. Il remplacerait les créanciers privés dans leurs droits envers les paysans endettés. De ce projet, le gouvernement n'adopta que l'idée de la création d'un établissement de crédit (1). Cette idée fut réalisée par la loi du 12 août 1862, promulguée sous le règne du prince Miloche Obrénovitch. Cette loi créait la *Direction des fonds publics (Ouprava Fondova)*. Le principal but de cette institution était d'arracher les paysans des mains des usuriers et de leur assurer le crédit dont ils avaient besoin.

L'article 1^{er} de la loi du 12 août 1862 dit : « Conformément au paragraphe 30 de la Constitution du Gouvernement central, on fonde sous le titre de *Ouprava Fondova* (Direction des fonds publics), une direction qui, sous le contrôle du ministre des finances, va gérer et administrer le fonds principal scolaire, les fonds provenant de la tutelle ou de la curatelle des veuves et des orphelins, les fonds libres des églises et des couvents et les fonds sanitaires de la Serbie toute entière » (2). Pour assurer les disponibilités nécessaires à l'*Ouprava Fondova*, le ministre des finances lui ouvrait des crédits. L'intérêt sur les prêts à 6 % était payable par semestre. De ces 6 %, la fraction de 5 % restait à la caisse émettrice et le reste, soit 1 %, était versé au trésor à titre de compensation de garantie et de frais. Tous les bénéfices nets revenaient au trésor. Les prêts devaient être remboursés dans le délai de 23 ans $\frac{1}{2}$, par annuités égales, dont la partie comprenant l'intérêt décroissait, tandis que celle qui correspondait à l'amortissement du capital allait en augmentant. La libération anticipée était autorisée. Le minimum de l'emprunt était de

1. Slobodan Yovanovitch, *Svétozare Markovitch*. Belgrade, 1920, p. 33.

2. Le fonds scolaire provient d'un impôt prélevé sur la population pour l'enseignement primaire; le fonds sanitaire, de l'impôt pour l'entretien des hôpitaux; les fonds libres des églises, des ventes des biens mobiliers et immobiliers effectuées par les églises et les couvents.

1.000 groches fiscaux, un groche fiscal valant 0.42 dinars. L'Ouprava Fondova était autorisée aussi à faire des prêts supérieurs à 50.000 groches fiscaux, à la condition seulement que les demandes pour des sommes inférieures soient satisfaites. Il était prévu un droit de priorité pour les cas d'intempérie, de grêle, pour un malheur grave quelconque, etc... Les prêts étaient garantis par des biens immobiliers et seulement pour la moitié de la valeur estimée. Le prêt par l'Ouprava Fondova entraînait une première hypothèque sur le bien immobilier, au profit de l'établissement. Le prêt était consenti pour les besoins suivants : *a*) l'entretien et l'amélioration des biens immobiliers ; *b*) les vivres et la subsistance en cas de disette ; *c*) la construction des maisons neuves ; *d*) l'équipement en vue de la défense nationale, prescrit par la loi à chacun, etc... L'établissement était la propriété de l'Etat. Les dépôts des particuliers étaient acceptés : en 1863 la somme des dépôts était de 9.684.000 dinars ; la somme des prêts était de 9.500.000. L'Ouprava Fondova était contrôlée par l'Etat dans son fonctionnement.

L'organisation de l'Ouprava Fondova, telle que nous venons de l'exposer, présentait plusieurs inconvénients, qui l'empêchaient d'assurer aux paysans un jeu de crédits prompt et facile. C'était une institution nouvelle. Les personnages du gouvernement et de la Skoupchtina, qui avaient élaboré ses statuts, n'étaient pas de bons techniciens bancaires, les banques n'existant pas encore en Serbie et ces établissements étant quelque chose d'entièrement neuf pour les gens d'alors. L'établissement lui-même manquait de fonctionnaires exercés et habiles dans ces sortes d'affaires. Le contrôle de l'Etat n'était pas suffisant. L'influence des hommes politiques, soucieux de protéger leurs familles et leur clientèle politique, se faisait beaucoup sentir et d'une manière défavorable. D'autre part, l'Ouprava Fondova manquait de succursales à l'intérieur du pays. Son siège étant à Belgrade, ce furent surtout les habitants de Belgrade et des villes voisines, ayant des communica-

tions faciles avec Belgrade, qui profitèrent le plus de cette institution de crédit. D'après Joseph Mallat (*La Serbie contemporaine*, Paris, 1902), vingt ans après la fondation de l'Ouprava Fondova sur les 36.000.000 de dinars placés, 12.000.000 étaient placés à Belgrade. Donc un tiers. Le reste était en majeure partie placé dans des grandes villes de l'intérieur et une partie insignifiante dans les villages. « Comme on le voit, la grande majorité des habitants du pays, — les paysans, — n'a tiré presque aucun profit de cette nouvelle institution de crédit. Les formalités de procédure, longues et quelquefois incompréhensibles pour les paysans, la nouveauté de l'institution, l'exactitude nécessaire dans le versement des annuités, ont éloigné le paysan serbe de cette institution. Les termes du remboursement des prêts étaient rigoureusement observés et comme le paysan à cette époque connaissait très peu l'exactitude du paiement de la dette, il arrivait très fréquemment qu'il ne payait pas à l'échéance, s'il payait en général. Alors la Direction se faisait rembourser par la vente du bien affecté à la garantie. Le résultat final était donc le même que celui du crédit donné par l'usurier (1). »

Toutefois, on ne peut pas dire que les paysans, petits propriétaires, n'ont tiré aucun profit de cette institution. Bien que relativement ils en aient peu profité, lorsqu'on les compare aux autres bénéficiaires de l'Ouprava Fondova, ils ont tout de même pu s'en servir, surtout les paysans plus capables et plus intelligents. D'autre part, la fondation de cette institution a provoqué une détente sur le marché du crédit, détente dont le paysan a nécessairement ressenti les bienfaits d'une manière indirecte.

On a vu plus haut que l'un des principaux défauts de l'organisation de la Direction des fonds, ce fut l'absence de succursales dans l'intérieur du pays. Même les grandes villes de la Serbie d'alors n'en possédaient pas. Aussi, les prêts étaient consentis seulement sur la garantie de biens immobiliers, en

1. M. Avramovitch, *Trente ans de travail coopératif*. Belgrade, 1924, p. 30.

sommes plus importantes, et en délais très longs. Pour toutes ces raisons, le crédit agricole n'était pas encore définitivement organisé.

Le Gouvernement n'avait donc pas encore rempli tout son devoir. Slobodan Yovanovitch, professeur à la Faculté de droit de l'Université de Belgrade, dans son livre intitulé *Svétozàre Markovitch*, livre que nous avons déjà cité, décrit les résultats obtenus par la création de l'Ouprava Fondova de la manière suivante : « Fondée particulièrement pour empêcher le paysan de contracter des dettes chez les usuriers, l'Ouprava Fondova n'a pas entièrement répondu à son but. Il serait exagéré de dire que de cette institution n'ont tiré profits que des commerçants et des fonctionnaires — les paysans eux aussi s'en étant servis, — mais, néanmoins, il reste vrai que la plus forte somme d'argent a été enlevée par des gens riches de Belgrade pour bâtir des maisons. Ensuite, les usuriers eux-mêmes en ont grandement profité, car c'était une très bonne affaire pour eux d'emprunter à l'Ouprava Fondova de l'argent à 6 % et de le prêter ensuite à 12 %, tout en restant dans les limites du taux d'intérêt légal. Le paysan a relativement le moins profité de l'Ouprava Fondova et cela pour la raison suivante : Ceux qui bâtissaient des maisons avec des capitaux empruntés, ou qui les prêtaient aux autres, faisaient des opérations qui leur rapportaient tant, qu'ils pouvaient facilement répondre aux échéances de l'Ouprava Fondova. Le paysan, au contraire, avec les moyens de communication d'alors et dans l'état de la production agricole de cette époque, ne pouvait pas utiliser l'argent emprunté d'une façon assez productive ; dans les années où la récolte était mauvaise, il ne pouvait pas utiliser cet argent et le faire fructifier, mais il le dépensait pour la nourriture et l'entretien de sa famille et de son bétail. Aussi, il ne lui était pas facile d'acquitter sa dette à l'Ouprava Fondova, laquelle était forcée de vendre son avoir comme les usuriers le faisaient (1). »

1. Slobodan Yovanovitch, *op. cit.*, p. 34.

Pour remédier à ces inconvénients et pour rendre l'obtention du crédit agricole plus facile et plus accessible aux paysans, le gouvernement promulgua une loi le 21 octobre 1871, qui organisait les Caisses d'épargne départementales. Ces caisses ont été ouvertes seulement dans cinq départements. La loi prévoyait l'organisation de ces Caisses dans tous les chefs-lieux de département d'une manière successive. Les Caisses recevaient des capitaux en dépôt. Elles avaient pour but de donner des prêts à 7 %, pour une durée variant de 6 mois à 3 ans. Le minimum du prêt était fixé à 5 ducats et le maximum à 500 ducats. Les bénéficiaires garantissaient les sommes empruntées sans hypothèque sur leurs biens immobiliers, mais avec une simple garantie des communes où ils habitaient. Ces prêts étaient accordés principalement : 1^o pour l'achat de nourriture dans les années de mauvaise récolte ; 2^o en cas d'inondation ; 3^o pour la construction des maisons d'habitation ou d'autres bâtiments ; 4^o pour l'achat du bétail pour le labour ; 5^o pour l'achat des outils et des semences. On prévoyait aussi des prêts d'argent à ceux qui étaient menacés de perdre leurs biens pour couvrir les dettes qu'ils avaient contractées antérieurement. Les ressources des caisses d'épargne départementales étaient : 1^o tous les capitaux des églises et des couvents existant dans les départements ; 2^o les capitaux des communes, avec l'approbation des conseils municipaux ; 3^o les sommes appartenant aux fonds des pupilles ; 4^e les centimes additionnels départementaux et d'arrondissement destinés à l'entretien des hôpitaux ; 5^o les dépôts se trouvant dans les caisses des tribunaux ou de la police sur le territoire du département.

Nous savons quel avait été le but de la création des Caisses d'épargne départementales. Mais quel en a été le résultat pratique ? Ce résultat a été des plus médiocres. La loi avait bien fait de prévoir un minimum de 5 ducats, mais elle a commis une faute très grave en prévoyant pour le maximum du prêt 500 ducats. Tout de suite la politique s'empara de cela, et les hommes politiques influents commencèrent à protéger leur

clientèle et, souvent, à utiliser pour eux-mêmes ce crédit. Les capitaux dont disposaient les caisses furent enlevés par des prêts importants contractés par des gens, qui n'en avaient pas besoin pour un travail productif, mais qui s'en servaient pour spéculer. De cette façon, le crédit, qui était destiné aux paysans, aux petits propriétaires, fondit comme la neige sous les chauds rayons du soleil de printemps. Il est vrai que la Skoupchtina corrigea plus tard cette faute en établissant un maximum de 100 ducats, mais il était déjà trop tard. Les caisses étaient vides. Au lieu d'aider les paysans et de soulager le crédit agricole, l'Etat subit des pertes considérables et n'aida que les riches. C'est pour toutes ces raisons que les Caisses départementales d'épargne furent supprimées en 1898, lors de la réorganisation de l'Ouprava Fondova.

La Direction des fonds publics (Ouprava Fondova), créée le 12 août 1862, fut réorganisée en 1898. Cette loi institua un Conseil d'administration autonome dans sa gestion. L'établissement fut contrôlé par le ministère de l'Economie nationale. Il faisait des prêts hypothécaires, il émettait des obligations. Le prêt minimum prévu pour les villes était de 1.000 dinars et pour les campagnes de 500 dinars. Le délai prévu pour le remboursement de la dette était de 32 ans. Le taux de l'intérêt maximum était de 6 %. Le montant du prêt consenti aux paysans ne pouvait pas dépasser la moitié de la valeur estimée de l'immeuble hypothéqué.

Enfin, par la loi du 30 mars 1922 la Direction des fonds publics a été de nouveau transformée. A cette date fut créée la Banque hypothécaire d'Etat. A côté du crédit hypothécaire, cet établissement s'occupe aussi de toutes les autres opérations bancaires. *Il donne des crédits aux Fédérations coopératives agricoles.* Comme on le voit, c'est seulement en 1922, que le législateur avait compris que le crédit agricole exigeait une organisation particulière.

* * *

Nous croyons nécessaire de jeter ici un coup d'œil sur les sociétés de crédit agricole, existant en Serbie. La création de ces sociétés est de date récente. La première société de crédit agricole a été fondée en Serbie le 29 mars 1894, à *Vranovo*, village situé à 10 km. de la ville de Smédérévo. C'était une société de crédit agricole, s'occupant en même temps d'autres affaires, telles que l'achat ou la vente selon les circonstances. D'ailleurs, en cela, les premières sociétés de crédit agricole en Serbie suivaient l'exemple des premières sociétés de Raiffeisen en Prusse.

Le 20 juillet 1895 fut créée la Fédération des sociétés coopératives agricoles de Serbie. En 1897, le ministre de l'Economie nationale alloua à la fédération une subvention annuelle de 5.000 dinars. En juillet de la même année, à l'occasion de la discussion à la Skoupchtina du projet de loi sur la Loterie d'Etat, on introduisit dans cette loi un article, qui réservait un quart du bénéfice net de la Loterie à la constitution d'un fonds pour l'aide aux sociétés agricoles. Lorsque ce fonds s'élèvera à 2.000.000 dinars, il sera cédé à la fédération. Sur ce fonds, la fédération distribuera des prêts aux sociétés coopératives pour l'achat des semences, des machines agricoles, du bétail, pour l'aménagement des laiteries, etc.

Le 3 décembre 1898, la Skoupchtina vote une loi sur les sociétés coopératives agricoles. En 1900 l'Etat a donné une subvention permanente de 50.000 dinars par an aux sociétés agricoles, cela en plus du quart des bénéfices nets prévu par la loi sur la Loterie d'Etat.

A la veille de la guerre mondiale, il y avait en Serbie environ mille sociétés agricoles. La majorité avait la forme de sociétés agricoles de crédit.

Après la guerre, dans le royaume des Serbes, Croates et Slovènes, c'est la loi du 12 juin 1925, qui a organisé le crédit agricole. Cette loi, au lieu d'avoir pour but d'assurer aux paysans

le crédit agricole à bon marché, semble avoir eu plutôt pour but d'assurer aux partis politiques et au gouvernement un moyen de pression sur les électeurs. Aussi, elle a provoqué de grands mécontentements dans les milieux économiques yougoslaves.

* * *

Ce court exposé de la situation économique et de la crise du crédit agricole en Serbie au XIX^e siècle montre d'une façon suffisamment claire que, ni le crédit fourni par les caisses de l'Etat, ni la Direction des fonds publics, ni les Caisses d'épargne départementales n'ont complètement réussi à donner au paysan petit propriétaire le crédit dont il avait besoin et à le préserver du grand risque qu'il courait : de perdre la propriété sur ses terres. Le gouvernement a donc été mis dans l'obligation de prendre des mesures beaucoup plus énergiques. Ce fut la restriction de la faculté de s'endetter sans limite par les paysans petits propriétaires.

En 1836 encore, par un décret du 29 mai, le prince Miloche Obrénovitch interdisait aux paysans de faire des dettes sans raison et établissait une sorte d'inaliénabilité sur un minimum, qui ne pouvait pas être vendu pour dettes. Il y est dit : « Pour prévenir la misère et la ruine de nombreuses familles, provenant de ce que certains s'endettent en donnant pour gage tous leurs biens, lesquels, faute du remboursement de la dette, sont vendus, de sorte que femmes et enfants sont privés de tout, nous réglons et concluons qu'on ne peut plus dorénavant gager une dette par la maison d'habitation dans les villes, ni par la maison, le jardin, deux bœufs et une vache dans les campagnes ; aucun droit réel sur les biens sus-dits ne peut être inscrit ; aucun tribunal ne peut faire ni reconnaître cette inscription comme valable. » En limitant aux paysans par ce décret la faculté de s'endetter sans limite, le prince Miloche voulait les préserver, naïfs et primitifs qu'ils étaient, des dangers qu'ils couraient

et dont le plus grave était de perdre la propriété libre sur la terre.

Un autre décret du 13 novembre 1837 recommandait à toutes les autorités du pays de donner des conseils au peuple sur les dangers qu'il courait à faire des dettes d'une façon irréfléchie.

Ces mesures ont presque toujours été déjouées par des usuriers habiles et tenaces. Le résultat en a été très insuffisant. Vers 1860 tout le monde était d'accord qu'il fallait faire encore quelque chose de ce côté-là. Pour cela, à l'occasion du vote du Code de procédure civile du 20 février 1865, on y a introduit une disposition législative, le paragraphe 471, par lequel on ne pouvait pas vendre au paysan deux « jours » de terre labourable, pour le paiement de sa dette. Par cette disposition législative, l'Etat voulait assurer la famille du paysan contre la gérance imprévoyante de la propriété par le chef de la famille.

Grâce à l'initiative du député Dimitriyé Yovanovitch cette disposition a été encore élargie. En 1873, la Skoupchtina avait résolu que le paysan ne pouvait ni vendre, ni endetter cinq « jours » de terre labourable. Par cette disposition législative, l'Etat voulait empêcher le petit propriétaire de tomber dans la misère. Au moment où le Code de 1865 fut voté, cette loi fut nommée « la loi sur le bien-être national » (1). Par cette disposition, le problème de la sécurité de la propriété paysanne s'est trouvé momentanément rayé de l'ordre du jour.

Dans le Code de procédure civile du 20 février 1865, au chapitre XVIII intitulé : *Sur l'exécution des jugements*, se trouve le paragraphe 471, ainsi conçu :

« Pour les dettes, on ne peut pas saisir à l'agriculteur : une charrue, une voiture, deux bœufs ou deux chevaux de trait, une jument avec le poulain âgé de moins d'un an, une vache avec le veau âgé de moins d'un an, dix brebis, cinq cochons, cinq chèvres, une bêche, une hâche, une pioche, une faucille et autant de nourriture qu'il lui en faut pour lui-même, pour sa

1. S. Yovanovitch, *op. cit.*, p. 36.

famille et pour son bétail jusqu'à la récolte prochaine. A part cela, pour chaque assujetti d'impôt, libéré ou non libéré du paiement de l'impôt, si sa profession principale est l'agriculture, sans regarder s'il vit au village ou dans la ville, cinq « jours » de terre labourable, en comptant pour un « jour » 1.600 toises carrées; sans égard si la terre est en friche, dans la forêt, couverte d'arbres fruitiers ou de vignes, en comprenant des fruits non cueillis. De même la maison avec d'autres bâtisses et un terrain d'un « jour » de terre labourable ».

« Pourtant, si une partie de ces biens est vendue pour le recouvrement des impôts, des taxes communales, ou d'autres frais municipaux, ou pour d'autres condamnations du droit criminel, et, si les sommes dues ayant été retenues, il en reste une certaine somme, alors ce reste ne peut pas être affecté au paiement d'autres créances, mais il sera remis à l'agriculteur dont les biens sont vendus et cela alors seulement, lorsqu'il aura apporté à l'autorité la preuve qu'il a acheté un autre bien avec cet argent ».

« Les sommes restantes au-dessous de 20 dinars sont remises au débiteur ».

« Les biens ci-dessus cités ne peuvent être vendus ni aliénés en aucune manière par *l'agriculteur* non plus ».

« Si, cependant, l'agriculteur devient nécessaire à cause d'un accident élémentaire, tel que : l'inondation, l'incendie, ou une mauvaise récolte, ou si son bétail succombe, ou s'il a besoin d'argent pour acheter des semailles, etc., il peut s'endetter, mais seulement dans des caisses publiques; même dans ce cas, il ne peut pas engager deux « jours » de terre labourable, ni la maison avec le terrain ».

« Si un agriculteur possède plus de cinq « jours » de terre labourable, c'est lui qui désigne la terre qui sera vendue... »

Comme on le voit d'après cet article, la propriété libre du paysan sur ses terres était sérieusement garantie. L'institution du *homestead* était nécessaire pour plusieurs raisons. « L'institution du *homestead*, bien de famille insaisissable, repose sur

la logique de toute l'évolution sociale et politique en Serbie du xix^e siècle » (1). Le paysan, vivant isolé aux flancs des montagnes sous la domination turque, travaillant primitivement selon les méthodes du moyen âge, s'est trouvé subitement libre petit propriétaire dans des conditions économiques modernes. Jusqu'alors, sa production était très restreinte et se bornait à satisfaire les besoins primitifs de sa famille. Il vivait dans des grandes zadrougas, où la vie et le travail étaient solidaires. Les plus aptes soutenaient les moins habiles. L'argent était un objet très rare et le paysan n'en avait pas besoin. Des villes étant très petites et primitives et le paysan n'y descendant presque jamais, il n'avait pas encore pris le goût des habitudes de la vie moderne, ni du luxe...

Mais, subitement, tout s'était modifié. Comme réveillé d'un lourd sommeil, il se trouvait dans un milieu neuf et inconnu. Avec la liberté et l'organisation d'un nouvel Etat, la vie économique s'intensifiait. Tout bourdonnait autour de lui de vie et d'activité. Les villes prospéraient ; l'argent devenait nécessaire. Dans les villages même on voyait pousser de petites boutiques et des auberges. Le paysan, pour gagner l'argent dont il avait de plus en plus besoin, commençait à descendre dans les villes, au marché. Là, après avoir vendu ses produits, il s'attardait devant les magasins. Il voyait beaucoup de choses nouvelles, d'objets attirants. Il se mettait à acheter. La vie politique et sociale s'intensifiait, il était dans un contact plus fréquent avec ses voisins. Où peut-on mieux bavarder et discuter que dans un café ? Ensuite, en 1835, le prince Miloche Obrénovitch pour la première fois lui demanda par une ordonnance de payer son impôt en monnaie. Par une autre ordonnance du 9 décembre 1841, le montant de cet impôt fut élevé de 5 à 6 talirs par contribuable (2). D'autre part, les zadrougas, qui étaient la règle

1. Slobodan Yovanovitch, article publié dans le *journal de Belgrade, Politika*, n° 6001 du 6 janv. 1925.

2. Il est caractéristique que cette ordonnance du prince Michel Obrénovitch fut accompagnée d'une proclamation au peuple, dans laquelle

sous la domination turque, devenaient une exception vers 1850. Sous les coups des dispositions individualistes du Code civil de 1844, elles commençaient à se dissoudre avec une vitesse foudroyante. Il était donc naturel que le paysan perdit la tête. A chaque moment, il avait besoin d'argent, et il ne pouvait s'en procurer qu'à intervalles plus ou moins réguliers, c'est-à-dire après les récoltes ou à l'occasion de la vente du bétail et de ses produits.

Nous avons vu que le crédit agricole n'était pas encore organisé en Serbie. Le crédit tout court lui-même n'existait pas. Les essais pour son organisation ne donnèrent pas de résultats appréciables. Sans expérience, quoique avec les meilleures intentions, on échouait toutes les fois qu'on essayait d'organiser le crédit. Le paysan était obligé de le prendre où il le trouvait. Et il le trouvait au seuil de sa porte. Il y avait là l'usurier, qui le lui offrait. Il lui demandait un sou pour dix francs et par jour ! Le paysan acceptait. Qu'est-ce qu'un sou ! C'est le prix d'un café. Il prenait d'abord pour l'impôt, pour des besoins primordiaux. Ensuite, il le prenait à toutes les occasions : pour les mariages, pour les décès, pour les fêtes, pour la boisson. Et de plus en plus, il s'enlisait. Il ne savait pas calculer, il ne savait pas prévoir. Il prenait tout ce qu'on lui offrait.

on lui expliquait les raisons de cette élévation des impôts. Elle était ainsi conçue : « Par la constitution, donnée aux Serbes par les empereurs charitables des Russes et des Turcs, on a installé une infinité de pouvoirs, d'emplois, de fonctionnaires et de serviteurs. Tout cela, pour la sûreté du peuple tout entier en général, et de chaque Serbe en particulier. Le gouvernement a, dans le sens de la Constitution même, établi des garnisons, qui sont nécessaires pour la paix et pour l'ordre. La nécessité de l'augmentation de l'impôt vous sera plus évidente si vous envisagez les dépenses auxquelles le Gouvernement doit faire face : 1° La capitation à la Sublime Porte ; 2° Le traitement à Moi (le prince signataire de la proclamation), à mes serviteurs et pour mes autres besoins ; 3° Les traitements des autres fonctionnaires de tous grades ; 4° L'entretien de l'armée ; 5° Les traitements des garnisons à la frontière et les frais de quarantaines ; 6° L'entretien des postes et relais ; 7° Les autres dépenses... De tout cela, il ressort, que les dépenses du Gouvernement sont énormes et que l'augmentation des impôts est justifiée ». M. Glomazitch, *Histoire du crédit en Serbie*. Nancy, 1926, p. 21-22.

Mais un jour, il fallait rembourser la dette, il fallait payer. Il avait reçu 100 ducats, on en lui demandait 300, après deux ans. Il n'y comprenait rien. Il allait au tribunal. Le tribunal donnait raison à l'usurier. Les gens lui vendirent son bétail, ses terres. Alors, le paysan cria. Il demanda protection à l'Etat. Sinon, il était ruiné. L'Etat essaya de lui organiser le crédit, mais il échoua dans sa tentative. Et, c'est alors que vint le paragraphe 471 du Code de procédure civile. Ce fut le salut.

Il est vrai que l'institution du homestead gênait grandement le marché du crédit. « Les paysans imprévoyants se ruinaient même sous cette garantie et les paysans capables, n'en étaient pas aidés, parce qu'ils n'en avaient pas besoin, dit Mirko Kossitch (1). Au contraire, elle les a gênés en leur rendant plus difficile le solide crédit réel. Cette mesure était utile seulement comme mesure d'exception et pour une courte période de crise et n'exerçait son influence bienfaisante pour un temps plus long. »

Il est vrai que des protestations s'élevèrent plus tard de la part des paysans habiles et capables, qui souffraient en raison de cette disposition du manque de crédits nécessaires à la culture intensive de leurs terres. Il est vrai que les théoriciens disaient que par là l'Etat favorisait les incapables et les paresseux et gênait les capables dans l'utilisation pleine de leurs moyens productifs. Tout cela est exact.

Mais il est vrai aussi que c'était la seule mesure possible et la seule mesure salubre, qui sauva le paysan serbe des usuriers et qui lui assura la libre propriété des terres sur lesquelles il travaillait et qu'il avait cultivées jusqu'alors. Sans cette mesure, il serait aujourd'hui un pauvre prolétaire agricole et les bases sociales de la Serbie seraient beaucoup plus fragiles qu'elles ne le sont actuellement.

Tout cela est si exact que le gouvernement du royaume des Serbes, Croates et Slovènes, ayant entrepris la réforme agraire

1. *Les éléments de la politique économique*, Belgrade, 1925, p. 306.

dans le nouvel Etat, a été obligé, par la loi sur les douzièmes provisoires du 30 juin 1923 de rendre valable le paragraphe 471 du Code de procédure civile serbe sur le territoire du Royaume tout entier. Cela était prévu, d'ailleurs, même dans la Constitution du 28 juin 1921, qui détermine le statut légal du Royaume. L'article 43,4 de la Constitution dit : « La loi fixera les cas où un minimum de terre ne pourra pas être aliéné. » Cette fois le Gouvernement a été prudent. L'histoire économique du xix^e siècle en Serbie lui avait donné une bonne leçon. Nous croyons, pour notre part, que le Gouvernement a bien fait de rendre le paragraphe 471 valable pour le territoire tout entier du nouveau Royaume.

Vu : le Président de la thèse,
J. HITIER.

Vu : le Doyen,
BERTHÉLEMY

Vu et permis d'imprimer :
le Recteur de l'Académie de Paris,
S. CHARLÉTY

BIBLIOGRAPHIE

- Albin (P.)*. — Les grands traités politiques depuis 1815 jusqu'à nos jours. Paris, 1911.
- Alimpitch (D.)*. — Les autorités administratives dans l'ancien droit serbe. Belgrade, 1921 (en serbe),
- Avramovitch (M.)*. — Les institutions de crédit agraire. Belgrade, 1914 (en serbe).
- Trente ans de travail coopératif. Belgrade, 1924 (en serbe).
- Belin (F.)*. — Etude sur la propriété foncière en pays musulmans, et spécialement en Turquie. Paris, 1862.
- Essais sur l'histoire économique de la Turquie d'après les écrivains originaux. Paris, 1865.
- Boguichitch (V.)*. — De la forme dite « inokosna » de la famille rurale chez les serbes et les croates. Paris, 1884.
- Calmette (J.)*. — La société féodale. Paris, 1927.
- Code de procédure civile du royaume de Serbie*. Belgrade, 1921.
- Code civil du Royaume de Serbie*. Belgrade, 1922.
- Coulanges (F. de)*. — Histoire des institutions politiques de l'ancienne France, 6 vol. Paris, 1889-1892.
- Cvijic (Y.)*. — La péninsule balkanique. Paris, 1918.
- Denis (E.)*. — La grande Serbie. Paris, 1919.
- Devas (G.)*. — La nouvelle Serbie. Paris, 1918.
- Diehl (Ch.)*. — Byzance. Paris, 1926.
- Djordjevitch (M.)*. — Le crédit agricole en Yougoslavie. Alger, 1926.
- Gaignerot (R.)*. — Les bénéfices militaires dans l'empire romain et spécialement en Orient et Byzance au x^e siècle. Bordeaux, 1898.
- Gavrilovitch (M.)*. — Miloche Obrénovitch, 3 vol. Belgrade, 1908-1912 (en serbe).

- Gide (Ch.)*. — Cours d'Economie Politique, 2 vol. Bordeaux, 1923.
- Givanovitch (G.)*. — L'Histoire Politique de la Serbie, 3 vol. Belgrade, 1923-1924 (en serbe).
- Glomazitch (M.)*. — L'histoire du crédit en Serbie jusqu'à la fondation de la Banque Nationale. Nancy, 1926.
- Gonnard (R.)*. — Les communautés paysannes en Croatie et Slavonie. Paris, 1910.
- Entre Drave et Save. Paris, 1911.
- Grachitch (B.)*. — Essai sur la législation serbe du moyen âge. Paris, 1919.
- Guerassimovitch (Y.)*. — L'ancien droit serbe. Belgrade, 1925 (en serbe).
- Hittier (H. et J.)*. — Les problèmes actuels de l'agriculture. Paris, 1923.
- Ivsic (M.)*. — Les problèmes agraires en Yougoslavie. Paris, 1926.
- Karadjitch (V.)*. — Lexicon serbico-germanico-latinum. Belgrade, 1898.
- Kossitch (M.)*. — Les éléments de la politique économique. Belgrade, 1925 (en serbe).
- Kovalevsky (M.)*. — Le passage historique de la propriété collective à la propriété individuelle. Paris, 1896.
- L'avènement du régime économique moderne au sein des campagnes. Paris, 1896.
- Tableau des origines et de l'évolution de la famille et de la propriété. Stockholm, 1890.
- Lacombe (P.)*. — L'appropriation du sol. Paris, 1912.
- Laveleye (E. de)*. — De la propriété et de ses formes primitives. Paris, 1877.
- Les communautés de famille et de village. Bar-le-Duc, 1888.
- La péninsule des Balkans, Bruxelles, 1888.
- Lebl (P.)*. — Le Code Douchane. Paris, 1912.
- Mallat (J.)*. — La Serbie contemporaine, 2 vol. Paris, 1902.
- Meyer et Ardant (R. et G.)*. — Le mouvement agraire dans la péninsule des Balkans, 2 vol. Paris, 1889.
- Milikitch (G.)*. — Le problème bicaméral en Yougoslavie. Paris, 1929.
- Millet (R.)*. — La Serbie économique et commerciale. Paris, 1899.

Montgailhard (D. de). — Les théories du jour sur la propriété collective en matière immobilière-agraire. Toulouse, 1909.

Nedelkovitch (M.). — Eléments d'Economie politique. Belgrade, 1921 (en serbe).

— Etat économique et financier du royaume des Serbes, Croates et Slovènes au début de 1924. Paris, 1924.

Nenadovitch (M.). — Les mémoires. Belgrade, 1867 (en serbe).

Nintchitch (M.). — L'histoire des rapports agraires et juridiques des paysans serbes sous les turcs. Belgrade, 1920 (en serbe).

— La question de la propriété foncière chez les serbes sous la domination turque. Belgrade, 1903 (en serbe).

Novakovitch (D.). — La Zadrouga. Paris, 1905.

Novakovitch (S.). — La bachtina serbe dans les anciens monuments historiques turcs. Belgrade, 1892 (en serbe).

— Le Code de Douchan-le-Fort. Belgrade, 1878 (en serbe).

— L'empire turc à la veille de l'insurrection serbe. Belgrade, 1887 (en serbe).

— Proniari et bachtinitsi. (Bulletin de l'Académie royale serbe I. Belgrade, 1887 (en serbe).

— Sélo (le village) (Bulletin de l'Académie royale serbe, XXIV. Belgrade, 1891 (en serbe).

— Bachtina et bolyare (Bulletin de l'Académie royale serbe, XCH, 1913 (en serbe).

Peritch (J.). — Le droit de zadrouga d'après le Code civil du royaume de Serbie, 2 vol. Belgrade, 1921-1924 (en serbe).

Peritch (N.). — Les éléments du droit civil. Belgrade, 1923 (en serbe).

Perreau (G.). — Cours d'Economie politique, 2 vol. Paris, 1914-1916.

Petrovitch (M.). — Les institutions financières de la Serbie renaissante. Belgrade, 1897-1900 (en serbe).

Petrovitch (V. et N.). — Les documents pour l'histoire du royaume de Serbie, I. Belgrade, 1882 (en serbe).

Petrovitch (Y.). — La manse familiale par rapport au crédit agricole (revue « Ekonomist » nos 9 et 10). Belgrade, 1924.

Prohaska (L.). — Le crédit agricole (revue « Ekonomist », novembre). Belgrade, 1924 (en serbe).

Rambaud (A.). — Etudes sur l'histoire byzantine. Paris, 1912

- See (H.)*. — Les classes rurales et le régime domanial en France au moyen âge. Paris, 1901.
- Stanoyevitch (S.)*. — L'histoire du peuple serbe. Belgrade, 1910 (en serbe).
- La Byzance et les Serbes, 2 vol. Belgrade (en serbe).
- Testand (M.)*. — Des rapports des puissants et des petits propriétaires ruraux dans l'empire byzantin au x^e siècle. Bordeaux, 1898.
- Truchy (H.)*. — Cours d'Economie politique, 2 vol. Paris-Bordeaux, 1919-1921.
- Ubicini (A.)*. — Les Serbes de Turquie. Paris, 1865.
- Voukitch (I.)*. — Le peuple serbe dans la grande crise orientale de 1875-1878. Genève, 1919.
- Voukitchevitch (M.)*. — Le rôle de la zadrouga dans nos luttes pour la libération. Belgrade, 1892 (en serbe).
- Voukitchevitch (A.)*. — Les impôts en Serbie. Paris, 1914.
- Vonyitch (M.)*. — Les principes d'Economie politique, 3 vol. Belgrade, 1898 (en serbe).
- Yachitch (G.)*. — L'Europe et la résurrection de la Serbie (1804-1834). Paris, 1907.
- Yiretchek (G.)*. — L'histoire des Serbes, 4 vol. Belgrade, 1922-1925 (en serbe).
- La civilisation serbe au moyen âge. Paris, 1920.
- Yovanovitch (A.)*. — L'évolution historique de la zadrouga serbe. Belgrade, 1896 (en serbe).
- Les documents pour l'histoire de l'ancien droit serbe. Belgrade, 1896 (en serbe).
- Yovanovitch (S.)*. — Le droit constitutionnel du royaume des Serbes, Croates et Slovènes. Belgrade, 1924 (en serbe).
- Les défenseurs de la constitution et leur gouvernement. Belgrade, 1912 (en serbe).
- Svétzare Markovitch. Belgrade, 1920 (en serbe).

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
AVANT-PROPOS	5
INTRODUCTION	11
CHAPITRE PREMIER. — Le régime des terres et la condition des personnes dans l'Etat serbe du moyen âge.....	20
CHAPITRE II. — Le régime des terres et la condition des per- sonnes en Serbie pendant la domination turque.....	46
CHAPITRE III. — La zadrouga.....	71
CHAPITRE IV. — La Serbie nouvelle et la question agraire...	85
CHAPITRE V. — Le Code civil de 1844 et la zadrouga.....	107
CHAPITRE VI. — La crise du crédit agricole en Serbie du xix ^e siècle et la petite propriété paysanne.....	120
BIBLIOGRAPHIE	144

